

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE LA PUBLICATION DES PRÉOCCUPATIONS PERSONNELLES SUR LES
RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES EN LIEN AVEC L'INSÉCURITÉ
HUMAINE À LA FORMATION DES ENJEUX COLLECTIFS AU MEXIQUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAITRISE EN COMMUNICATION

PAR
MIRIAM CASTRO HERRERA

NOVEMBRE 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je remercie mon directeur de recherche, Éric George, pour son soutien constant et son encadrement tout au long du processus de rédaction. Ses commentaires et suggestions enrichissantes m'ont permis d'avancer dans la production de ce mémoire.

Je dédie ce mémoire à ma famille.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES FIGURES.....	vi
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	3
CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE.....	3
1.1. Le crime organisé au Mexique	3
1.2. L'anomie de l'État mexicain	10
1.3. Information et censure au Mexique.....	13
1.3.1. Homogénéisation de l'information.....	13
1.3.2. Vers une censure étatique de l'Internet.....	16
1.3.3. L'autocensure par peur	19
1.4. TIC, participation et activisme	21
1.5. Questionnement de recherche	26
1.6. Pertinence communicationnelle, scientifique et sociale.....	29
CHAPITRE 2	30
CADRE THÉORIQUE	30
2.1. Sécurité humaine et violence.....	30
2.2. La sociologie des usages des TIC.....	34
2.2.1. Réseaux sociaux numériques.....	35
2.3. L'espace public.....	37
2.4. La puissance d'agir.....	41
2.5. Surveillance, dataveillance et sousveillance.....	45

CHAPITRE 3	52
STRATÉGIE MÉTHODOLOGIQUE	52
3.1. Ethnographie en ligne.....	52
3.2. Méthodes utilisées	55
3.2.1. Observation non participante	55
3.2.2. Analyse de contenu.....	57
3.2.3. Analyse comparative	62
3.3. Présentation des résultats.....	65
3.4. Considérations éthiques.....	65
CHAPITRE 4	67
RÉSULTATS	67
4.1. Analyse comparative des données quantifiables sur la participation	67
4.1.1. Les contributions sous forme des posts	69
4.1.2. Les commentaires à une contribution	73
4.2. Analyse comparative des données qualitatives	75
4.2.1. Les thèmes fréquemment abordés dans les posts de <i>Valor por Tamaulipas</i>	77
4.2.2. Les thèmes fréquemment abordés dans les posts de <i>Valor por Michoacán</i> <i>SDR</i>	84
4.3. Les deux pages Facebook et les médias	95
CONCLUSION.....	102
APPENDICE A.....	109
DOCUMENTATION CONSULTÉE	110

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
Tableau 1 Première grille d'analyse de contenu des messages publiés sur les pages <i>Valor por Tamaulipas</i> et <i>Valor por Michoacán SDR</i>	60
Tableau 2 Grille d'analyse de contenu révisée pour l'étude des messages publiés sur les pages Facebook analysées	61
Tableau 3 Détails du nombre de publications par page	68
Tableau 4 Auteurs des posts par nombre de « j'aime » sur <i>Valor por Tamaulipas</i> ..	72
Tableau 5 Auteurs des posts par nombre de « j'aime » sur <i>Valor por Michoacán SDR</i>	72
Tableau 6 Posts publiés par les administrateurs avec 1 000 et plus mentions « j'aime »	73
Tableau 7 Nombre de commentaires par auteur selon le nombre des mentions « j'aime » des posts dans <i>Valor por Tamaulipas</i>	74
Tableau 8 Nombre de commentaires par auteur selon le nombre des mentions « j'aime » des posts dans <i>Valor por Michoacán SDR</i>	74
Tableau 10 Les acronymes les plus utilisés dans la rédaction des posts et des commentaires dans les deux pages Facebook analysées.....	76

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
Figure 1 Les territoires du crime organisé au Mexique	9
Figure 2 Nombre de « j'aime » sur les posts de <i>Valor por Tamaulipas</i>	71
Figure 3 Nombre de « j'aime » sur les posts de <i>Valor por Michoacán SDR</i>	71
Figure 4 Les 20 mots les plus utilisés par l'administrateur de <i>Valor por Tamaulipas</i> dans la rédaction des posts avec 100 et plus mentions « j'aime »	77
Figure 5 Les 20 mots les plus utilisés par l'administrateur de <i>Valor por Tamaulipas</i> dans la rédaction des posts avec 1 000 et plus mentions « j'aime »	78
Figure 6 Les thèmes les plus abordés dans les posts avec 100 et plus mentions « j'aime » dans <i>Valor por Tamaulipas</i>	79
Figure 7 Le nombre de commentaires en relation avec le nombre de mentions « j'aime » des posts dans <i>Valor por Tamaulipas</i>	82
Figure 8 Les 20 mots les plus utilisés par l'administrateur de <i>Valor por Michoacán</i> <i>SDR</i> dans la rédaction des posts avec 100 et plus mentions « j'aime »	85
Figure 9 Les thèmes les plus abordés dans les posts avec 100 et plus mentions « j'aime » sur <i>Valor por Michoacán SDR</i>	86
Figure 10 Le nombre de commentaires en relation avec le nombre de mentions « j'aime » des posts dans <i>Valor por Michoacán SDR</i>	90
Figure 11 Détails du nombre de posts publiés par jour sur <i>Valor por Tamaulipas</i> ...	96
Figure 12 Détails du nombre de posts publiés par jour sur <i>Valor por Michoacán SDR</i>	99

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objectif d'explorer les usages du réseau social numérique Facebook dans le contexte de la violence en lien avec le crime organisé au Mexique, qui aurait provoqué une diminution notable du sentiment de sécurité humaine. Nous tentons d'analyser les pratiques communicationnelles en ligne des individus ordinaires qui visent à répondre au manque d'information sur les faits violents. Nous avons convenu de limiter notre corpus à une période de collecte de données du 12 juin au 12 juillet 2014 en raison du nombre considérable de messages partagés sur deux pages Facebook qui opèrent dans deux régions géographiquement éloignées, mais qui montrent des niveaux de violence au quotidien très semblables.

Nous avons privilégié une approche ethnographique en ligne, avec le choix de trois méthodes : l'observation, l'analyse de contenu et l'analyse comparative. L'analyse montre que, pour le moment, les échanges se déroulent à des fins d'expression où les participants réagissent aux événements. Toutefois, ces pages Facebook présentent un certain potentiel afin de devenir des espaces publics de dialogue, d'analyse, de regroupement, de mobilisation et d'éducation politique, afin de favoriser la participation citoyenne des utilisateurs dans la formation d'enjeux collectifs au Mexique.

Mots-clés : Mexique, sécurité, crime organisé, Facebook, usages, censure, violence, espace public

INTRODUCTION

La réalité sociopolitique du Mexique est marquée par une économie caractérisée par une crise économique qui paraît éternelle, de même qu'à une corruption généralisée qui affaiblit les institutions étatiques et fragmente le tissu social. De plus, le pays vit une hausse du niveau de violence avec des chiffres assez impressionnants de victimes, de disparus et de déplacés qui pourraient positionner le Mexique comme un pays en situation de guerre interne quasi-permanente.

D'une part, cette violence serait le résultat de l'offensive gouvernementale contre les différentes organisations criminelles, appelées « cartels », et des règlements de compte entre elles pour avoir le contrôle des zones stratégiques, notamment dans le nord et centre du pays. D'autre part, cette violence serait le résultat d'une corruption généralisée au sein des institutions étatiques qui, malheureusement, s'infiltrer de plus en plus dans la culture mexicaine.

Comme tout conflit armé, la lutte contre le crime organisé au Mexique est un combat qui se joue sur le terrain du contrôle de l'information. Les oligopoles médiatiques cherchent à contrôler l'information diffusée sur la lutte contre les cartels au Mexique tout en minimisant la violence afin de limiter les questionnements sur les défauts de la stratégie gouvernementale. Les entreprises médiatiques implantées dans les États touchés directement par la violence sont obligées de garder le silence sous peine d'être la cible de représailles de la part du crime organisé ou des gouvernements locaux corrompus.

Dans le cas de notre recherche, nous nous intéressons aux pratiques communicationnelles dites « ordinaires » qui émergent en réponse au manque d'information sur les faits violents et suite à la diminution notable du sentiment de

sécurité humaine des communautés. Ceci amène des individus à créer des pages et des groupes sur les réseaux sociaux numériques, comme Facebook et Twitter, pour diffuser des informations en lien avec les activités du crime organisé et sur l'offensive gouvernementale, qui pourraient mettre en péril la sécurité humaine des populations.

Il nous semblait important d'évaluer concrètement la place qu'ont les réseaux sociaux numériques, notamment Facebook, pour rendre compte et susciter des débats autour des préoccupations personnelles en lien avec l'insécurité humaine afin de favoriser le renforcement d'une société civile organisée au Mexique.

Notre mémoire comporte quatre chapitres. En premier lieu, nous avons mis en relief le contexte général et la problématique de notre recherche. En deuxième lieu, dans notre cadre théorique, nous avons choisi de développer les concepts mobilisés pour aborder la problématique précédemment exposée. Ensuite, nous détaillons la méthodologie utilisée pour recueillir et analyser les données afin de répondre à notre questionnement présent dans la problématique. Dans le dernier chapitre, nous présentons nos résultats de recherche et nos analyses. Une conclusion mène à terme le mémoire.

CHAPITRE 1

CONTEXTE ET PROBLÉMATIQUE

Dans ce premier chapitre, nous allons présenter le contexte général d'étude et notre problématique. De ce fait, nous allons détailler brièvement les éléments qui constituent les phénomènes du crime organisé, de la corruption, de l'anomie étatique, du contrôle de l'information et de la censure et l'autocensure au Mexique, en lien avec la hausse de la violence dans certaines localités du pays. Ensuite, nous allons nous intéresser aux TIC et à l'activisme en ligne au Mexique. Enfin, nous exposons notre question de recherche, centrée sur les usages des réseaux sociaux numériques au Mexique dans le contexte précisé auparavant.

1.1. Le crime organisé au Mexique

Le crime organisé est un phénomène social et économique indésirable et sa définition varie grandement d'un pays à l'autre. Pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2004), le crime organisé « désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel » (UNODC, 2004 : 5).

Mais ce phénomène, aussi appelé délinquance organisée, est aussi le résultat d'une longue liste d'activités commerciales illégales ou légales effectuées en utilisant des moyens toujours légaux. C'est-à-dire : « quand un citoyen est obligé par une organisation criminelle à céder les droits de propriété de sa demeure devant un notaire public – ce qui arrive fréquemment à Veracruz, Durango, Coahuila,

Chihuahua ou Tamaulipas – les criminels font paraître ceci comme un processus totalement légal de cession ou vente-achat d'un propriété, pas comme une extorsion ». (Buscaglia, 2013 : 42).

Au Mexique, depuis plusieurs années les puissantes organisations criminelles, appelées « cartels » par les médias, s'affrontent pour le contrôle des zones stratégiques pour les trafics d'êtres humains, d'armes, de drogues, d'organes humains, les vols à main armée, la contrefaçon, l'extorsion et le blanchiment de fonds, entre autres. Le crime organisé prospère dans les pays dont les institutions sont faibles, comme le Mexique, et ne montrent aucun scrupule à recourir à l'intimidation ou à la violence.

Il est difficile d'évaluer les gains et les pertes économiques du crime organisé, mais il est évident que les différentes activités criminelles mettent en jeu des sommes considérables ; par exemple, le narcotrafic. Ce phénomène d'échanges commerciaux illégaux de substances psychotropiques est une affaire très lucrative qui n'a pas été affecté par les crises financières des dernières années. Avec les États-Unis comme principal pays consommateur de drogue, les cartels mexicains obtiennent des revenus considérables, qui sont supérieurs à 25 milliards de dollars par année, dont une partie importante est rapatriée au Mexique. Des journalistes soutiennent que cette manne financière est blanchie et réinvestie dans l'économie mexicaine et contribue à faire « tourner » la machine économique, notamment au bénéfice des couches de la population les plus nanties.

Le trafic de drogue a une relation étroite avec l'activité politique du Mexique. Pendant des décennies, il a existé une sorte d'arrangement implicite entre les narcotrafiquants et le gouvernement pour permettre la libre circulation des cargaisons de drogue en provenance de l'Amérique du Sud vers les États-Unis. Pendant les années 1970, l'activité principale des cartels mexicains était le transport de la drogue,

pas sa production. Chaque cartel payait des « pots-de-vin » au gouvernement pour avoir le contrôle de routes et de territoires (Morales, 2011). La dynamique a changé dans les années 1980. Bien que le Mexique ait toujours été producteur de cannabis et d'opium, il est devenu un producteur important d'héroïne et de méthamphétamine. Au fil des ans, le Mexique est devenu l'un des premiers pays producteurs et exportateurs de drogues. En conséquence, la violence liée aux activités reliées au trafic de drogue, au contrôle du marché local, des douanes et de la distribution vers les États-Unis n'a fait qu'augmenter dans les années 80 et 90.

Vers la fin de 2004, les affrontements entre les cartels ont atteint une brutalité spectaculaire. Les derniers mois du mandat du président Vicente Fox (2000-2006), issu du Parti de l'action nationale (PAN), ont été marqués par une vague de violence inédite qui a donné lieu à la mort de centaines de personnes : des journalistes, des chanteurs de musique populaire et de « narcocorridos » (des odes aux chefs de cartels), des policiers et des personnes sans lien apparent avec le crime organisé. (Marcial, 2009 : 20).

Mais c'est en 2006 que la montée de la violence liée au crime organisé a positionné le Mexique comme un des pays les plus violents et dangereux à l'échelle mondiale. Les affrontements des cartels entre eux et avec les forces de l'ordre auraient laissé plus de 80 000 personnes assassinées et plus de 25 000 disparues (CBDD, 2013). Or cette lutte contre les cartels a forcé des milliers de personnes à abandonner leurs communautés fuyant la violence, principalement au nord du pays. Il n'y a pas de chiffres officiels, mais des chercheurs estiment qu'il y aurait près d'un million de personnes déplacées (Najár, 2012).

Le président Felipe Calderón Hinojosa (2006-2012) a entrepris une « guerre » contre le crime organisé. Il y a ceux qui affirment que cette guerre a été commencée dans un contexte politique particulier : suite à sa victoire électorale contestée, Calderón aurait

eu besoin de se légitimer au regard de l'opinion publique. Il est important de se rappeler que comme candidat du PAN (Parti action nationale), Calderón Hinojosa avait remporté de justesse l'élection avec 35,89% des votes, 0,58% devant son adversaire du PRD (Parti de la révolution démocratique) Andrés Manuel López Obrador selon le décompte de l'Institut fédéral électoral. Après un contentieux pour fraudes et irrégularités électorales portant sur 9% des votes ainsi qu'une réclamation au sujet de l'intervention anticonstitutionnelle du président sortant (Vicente Fox) dans la campagne, Calderón Hinojosa a été déclaré élu par le Tribunal électoral du pouvoir judiciaire de la fédération le 5 septembre 2006, malgré les manifestations du parti de gauche demandant un recompte « vote pour vote, bureau par bureau », non prévu par la Constitution¹.

La stratégie de Calderón contre le crime organisé est considérée pour certains comme celle qui permettra au gouvernement d'agir avec détermination et empressement. Faire autrement, disent-ils, conduirait le pays à plonger dans une situation similaire à celle que la Colombie a connue à la fin des années 1980 (Villalobos, 2010). Plusieurs journalistes mexicains et étrangers considèrent cependant que la stratégie de Calderón d'impliquer l'armée dans la lutte et pas la police (cette dernière étant corrompue) a conduit à des violations des droits de la personne perpétrées par les militaires : assassinats, tortures. Malheureusement, affirment-ils pour livrer sa guerre aux cartels, Felipe Calderón s'est appuyé sur un appareil d'État dont des pans entiers sont aussi corrompus ou corruptibles. Après quatre années de mandat, cette guerre aura provoqué la fragmentation des cartels, devenus de plus en plus incontrôlables.

L'arrivée au pouvoir du PAN en 2000 avait été considérée par les médias nationaux et étrangers comme un pas important vers le pluralisme politique, la démocratie et le respect de la liberté d'expression au Mexique. Or le vote des Mexicains mettait fin à

¹ Source Wikipédia <http://fr.wikipedia.org/wiki/Felipe_Calderón>. (Consulté le 8 décembre 2012).

70 ans d'une hégémonie politique assurée par le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Les médias du monde entier ont dit que ces élections étaient la preuve que le Mexique était devenu un pays respectueux des idéaux démocratiques, car le vote du peuple avait été respecté et la transition du pouvoir s'est d'ailleurs déroulée de façon pacifique. On soutenait que la victoire du PAN en 2000, puis en 2006 avec Felipe Calderón, avait sanctionné un parti (le PRI) soupçonné de corruption généralisée, de fraude électorale et d'autoritarisme. Néanmoins, douze ans après sa défaite dans les urnes, le PRI est de retour au pouvoir. La guerre déclenchée par le président Calderón contre le crime organisé aurait finalement constitué l'une des causes principales de la défaite de son parti, le PAN. La stratégie de sécurité défendue par l'ex-président aurait causé plus de 100 000 morts, ainsi que des milliers des disparus et des populations déplacées et abandonnées à leur sort.

En décembre 2012 et durant son discours d'investiture, le nouveau président du Mexique, Enrique Peña Nieto, a déclaré que le premier objectif de son gouvernement serait d'avoir un Mexique en paix. Comment faire ? L'énoncé des stratégies pour réduire la violence et combattre le crime organisé était absent de son discours. Seulement, il a préconisé de changer d'approche en accordant une plus grande attention à la réduction de la violence au Mexique et moins aux saisies et blocages pour limiter le transit de drogues vers les États-Unis (The New York Times, 2012). Par rapport à ces déclarations, des journalistes ont affirmé qu'en fait Peña Nieto pourrait utiliser la même stratégie que son parti (le Parti révolutionnaire institutionnel-PRI) avait déjà employée par le passé : laisser les cartels tranquilles et bénéficier de leurs profits (Archibold et Cave, 2012). D'ailleurs, le PRI a toujours imposé, en se servant de son pouvoir et de facultés extralégales, les règles du jeu aux cartels. Ceux qui refusaient d'accepter de telles conditions (ou qui les acceptaient mais les remettaient en cause à un moment donnée) avaient trois choix : quitter l'entreprise, aller en prison ou mourir (Astorga, 2012).

Ces dernières années, les attaques entre les cartels, la police et les forces armées ont eu lieu de façon répétée dans les centres urbains de diverses localités du pays. En conséquence, les habitants de ces endroits ont commencé à manifester les symptômes de stress post-traumatique. Selon des spécialistes, la population mexicaine a commencé aussi à développer des symptômes de psychose sociale (Navarro, 2012) avec de réactions de panique, d'angoisse et de peur ressenties par des populations entières. Encore aujourd'hui l'armée continue à être omniprésente dans les rues de plusieurs villes dans un Mexique « officiellement » en paix. Cette psychose sociale peut durer un à trois jours lorsque la personne est incapable de confirmer ce qui s'est vraiment passé dans sa localité.

Aux fins de notre analyse, nous allons parler principalement de deux cartels : celui connu sous le nom de Los Zetas (Les Z) et Los Caballeros Templarios (Les Chevaliers templiers). Le premier est une organisation criminelle mexicaine créée en 1999 dans l'État de Tamaulipas par Osiel Cárdenas Guillén, leader du cartel du Golfe, afin de lui servir de bras armé. Cette organisation est composée d'anciens militaires, de policiers corrompus et d'enfants-soldats. La DEA considère ce groupe paramilitaire comme l'un des plus dangereux du Mexique. Structuré en différents groupes (Les Faucons, les Cobras, etc.), il possède des camps d'entraînement et des armes de guerre (AK-47, MP5, lance-grenades, etc.) ainsi que des véhicules de la police fédérale préventive qui lui permettent de faire passer ses membres pour des agents fédéraux. Le groupe Los Zetas exerce un contrôle total aux douanes de l'État de Tamaulipas, particulièrement à Reynosa, Matamoros et Nuevo Laredo. Cela permet aux groupes du crime organisé de mobiliser leur marchandise illégale en toute liberté (Ravelo, 2012). L'organisation criminelle Los Zetas opère dans 17 des 31 États mexicains, se concentrant surtout sur l'est du pays (Figure 1).



Figure 1 Les territoires du crime organisé au Mexique²

Pendant des décennies, la situation était plus violente au nord du pays dans les États de Sinaloa, Chihuahua, Nuevo León et Tamaulipas. Malheureusement, à l'heure actuelle, la violence n'est plus l'apanage du nord, le reste du pays étant touché aussi. L'offensive contre les narcotrafiquants et les règlements de compte entre cartels laissent des conséquences sociales alarmantes dans les États déjà nommés, mais aussi dans des États de la côte du Pacifique comme Michoacán qui est dominé par Los Caballeros Templarios. Né en 2011 de l'affaiblissement du cartel La Familia (La Famille), un des plus puissants et des plus violents du Mexique, l'organisation

² Beittel, June S. (2013), "Mexico: Organized Crime and Drug Trafficking Organizations", rapport préparé pour les membres et les comités du Congrès par le Congressional Research Service, R41576, 22 juillet 2015. En ligne. <<https://www.fas.org/sgp/crs/row/R41576.pdf>> (Consulté le 12 septembre 2015).

criminelle Los Caballeros Templarios a la main mise sur le port de Lázaro Cárdenas, ce qui lui assure le contrôle de la contrebande chinoise, le trafic de la cocaïne et des drogues synthétiques à destinations des États-Unis, mais aussi l'exploitations des mines, la coupe illégale d'arbres et le racket des producteurs de citrons et d'avocats (Nájar, 2013, Animal Politico, 2014).

Ce cartel a eu la particularité de se présenter comme un groupe de défense du peuple d'inspiration religieuse. Le nom du groupe fait ainsi référence à un ordre militaro-religieux chrétien fondé au 12^{ème} siècle et dont l'objectif était d'assurer la sécurité des pèlerins en Terre Sainte. Les membres de ce cartel doivent également prendre part à des cérémonies d'initiation durant lesquelles les participants portent des tenues évoquant les chevaliers du moyen-âge. En 2011, cette organisation criminelle distribua aux habitants de Morelia, la capitale de l'État de Michoacán, un livret intitulé « *Code de l'honneur des chevaliers templiers du Michoacán* », un document mélangeant un code de l'honneur mafieux avec la mythologie « templière ». (Proceso, 2011).

1.2. L'anomie de l'État mexicain

L'anomie (du grec *anomia*, du préfixe -a- « absence de » et *nómos* « loi, ordre, structure ») est un terme utilisé pour désigner l'état de désorganisation, de déstructuration d'un groupe, d'une société, dû à la disparition partielle ou totale des normes et des valeurs communes à ses membres³. Le concept a été utilisé en 1893 par Émile Durkheim dans son ouvrage « *De la division du travail social* » pour décrire une situation sociale, caractérisée par la perte ou l'effacement des valeurs morales, religieuses et civiques, entre autres, et le sentiment associé d'aliénation et d'irrésolution. Cet état amène l'individu à avoir peur car les lois et les règles ne

³ Tiré du dictionnaire Le petit Larousse, édition 1998.

peuvent plus garantir la sécurité et la régulation sociales. Dans cet ordre d'idées, on pourrait affirmer que la corruption généralisée qui frappe l'État mexicain ainsi que l'extrême fragilité du tissu social sont des conditions qui permettent aux criminels de poursuivre leurs activités illicites sans crainte d'être arrêtés :

« Des politiciens qui volent, des marchands qui volent, des banquiers qui volent, des dirigeants syndicaux qui volent et deviennent milliardaires. Des stations d'essence qui ont inventé des litres de 800 millilitres (...), des criminels incarcérés qui continuent de contrôler le crime dès leurs cellules, l'enlèvement et l'assassinat des milliers d'immigrants d'Amérique centrale (...), des soldats formés pour faire partie de la police de la criminalité organisée... » (Blanco, 2012 :1).

Les niveaux de corruption et d'impunité dans les exécutions extrajudiciaires, les disparitions arbitraires, la persistance de la torture et la violation des droits humains au Mexique sont inquiétants. Contrairement aux affirmations du président Enrique Peña Nieto sur la diminution de la violence au Mexique, des organismes internationaux comme l'ONU considèrent que le pays souffre d'un angoissant degré de violence, surtout dans les régions dominés par le crime organisé et où la présence des forces militaires est de plus importante (Díaz, 2014). On peut se demander quelle est l'origine de la détérioration des niveaux de sécurité au Mexique, sans précédent depuis la révolution mexicaine du début du 20^e siècle. Des analystes indiquent que l'expérience internationale montre que le crime organisé ne cherche pas des affrontements armés directs avec des États dont les gouvernements sont forts avec des contrôles institutionnels préventifs et punitifs efficaces ainsi qu'un large soutien de la part des citoyens. Au contraire, dans telles circonstances le crime organisé consolide sa position tout en maintenant un profil bas (Buscaglia, 2013).

Dans une réalité d'hyperviolence, on peut observer un inquiétant phénomène de normalisation au sein de la société mexicaine. Dans un pays où l'État de droit a disparu, où on ne sait plus qui sont les bons et qui sont les mauvais, où la « justice »

sert aux ploutocrates, il en résulte une sévère dégradation du tissu social sur l'ensemble du territoire national. Les mouvements sociaux existants consacrent leur temps à organiser des manifestations, des assemblées et des réunions, sans coordination ni plan stratégique pour surveiller et dénoncer toute anomalie dans le fonctionnement des institutions gouvernementales afin de casser le cercle vicieux de la corruption. La crise économique et l'affaiblissement du tissu social au Mexique sont la cause de l'enrôlement facile de nouvelles recrues au sein du crime organisé, mais aussi de la corruption dans toutes les strates du pouvoir depuis plusieurs décennies. (Buscaglia, 2013).

Est-ce que le Mexique peut être considéré comme un « État en échec » qui offre des conditions idéales pour le développement du crime organisé ? Malheureusement, oui car les groupes criminels offrent tout ce dont l'État n'est pas capable. Ainsi, cette « entreprise » est devenue la 5^e source d'emploi (Garduño, 2013) dans un pays avec un taux de chômage élevé, un salaire minimum de 70 pesos, soit moins de 5,50 dollars canadiens par jour⁴ et une perte constante du pouvoir d'achat.

Enfin, devant l'incapacité de l'État à diminuer efficacement la violence, des milices d'autodéfense composées de civils sont apparues en février 2013. Ce phénomène montre à quel point des communautés, notamment au Michoacán, ont totalement perdu confiance en leurs institutions : police, tribunaux et gouvernements locaux (Leprince, 2014). Au dire du leader fondateur des patrouilles d'autodéfense au Michoacán, José Manuel Mireles, leur but serait de lutter contre les extorsions et les actions violentes perpétrées par les Chevaliers Templiers, le cartel qui domine les États de Michoacán et de Guerrero.

⁴ Information en ligne offerte par la Commission nationale du salaire minimum du Service de l'administration fiscale (SAT) sur http://www.sat.gob.mx/informacion_fiscal/tablas_indicadores/Paginas/salarios_minimos.aspx (Consulté le 6 octobre 2015).

Ce mouvement a pris une grande importance sociale et médiatique. Bien que certaines milices d'autodéfense ont réussi à rétablir la paix et la tranquillité dans leurs villages, d'autres auraient même alimenté encore plus l'anarchie. Ceci est un phénomène inquiétant, notamment au Michoacán, où on ne sait pas toujours si les milices travaillent pour la population ou pour le crime organisé (Leprince, 2014).

1.3. Information et censure au Mexique

1.3.1. Homogénéisation de l'information

La lutte contre le crime organisé a constitué le point central de l'agenda médiatique du gouvernement de Calderón. Plusieurs spots ont été diffusés à la télévision et à la radio rendant compte des actions qui allaient conduire le gouvernement à la victoire. De cette façon, il aurait été possible de contrôler, du moins dans une certaine mesure, l'opinion publique afin de limiter les questionnements sur le rôle gouvernemental dans la guerre contre les groupes criminels ; l'opinion publique étant ici entendue comme opinion majoritaire sur des problèmes extrêmement variés et parfois très complexes « sur lesquels la plupart des personnes interrogées n'ont pas de jugement constitué et ne se posaient même pas les questions avant qu'on ne leur pose » (Bourdieu, 2002 : 87).

Bien évidemment, un sujet comme celui-ci a rapidement suscité l'intérêt des médias nationaux et étrangers. Les médias friands de sensationnalisme et de scandale n'ont pas tardé à publier des photos de décapités. Cependant, en général, le traitement de l'information était réductionniste, hors contexte et sensationnaliste. De cette façon, loin de fournir un diagnostic susceptible de réduire l'incertitude, le sentiment d'insécurité et la perte de crédibilité vis-à-vis des institutions, la couverture

médiatique de la « narcoviolence » ne fait qu'accentuer ces sentiments parmi la population (Hernández, 2011). « Lorsque le gouvernement a voulu placer d'autres sujets par le biais du marketing, il a échoué (...) Le gouvernement a construit sa propre prison ». (Aguilar, 2012 : 58)

Des sentiments de panique, d'angoisse et de peur se sont accentués chez les habitants des régions où les médias locaux sont contraints à s'autocensurer par crainte de représailles et menaces des cartels. D'ailleurs, le gouvernement mexicain met en place des stratégies pour contrôler l'information diffusée par les médias afin de donner l'impression que la violence diminue tout en limitant les critiques sur la corruptions et les stratégies gouvernementales adoptées (CENCOS, 2011).

Ainsi, en 2011, pour la première fois dans l'histoire contemporaine du Mexique, le gouvernement mexicain a signé un accord sur la couverture journalistique de la « narcoviolence » qui a été signé par 46 groupes de médias, propriétaires de plus de 700 médias électroniques et imprimés. L'accord a été promu par les entreprises médiatiques oligopolistiques Televisa (la plus importante chaîne hispanophone au monde) et TV Azteca.

Cette entente a été qualifiée de stratégie du gouvernement fédéral soutenue par le « duopole de la télévision », afin de tenter d'unifier l'information sur la guerre contre le crime organisé, et de cette façon, d'essayer de limiter les questionnements sur le rôle gouvernemental dans la guerre contre les cartels au Mexique (CENCOS, 2011). Il est important de souligner qu'au Mexique la pénétration des médias électroniques comme la télévision est très importante : 95% des foyers ont un téléviseur (INEGI, 2012). Durant le gouvernement de Calderón ces deux oligopoles médiatiques ont obtenu la concession et le contrôle du 80% du spectre radioélectrique. Cette concentration médiatique serait devenue non seulement un problème économique mais aussi politique et éthique (Montoya, 2012 : 11). Certes, certains médias de

presse écrite respectés et critiques n'ont pas ratifié cette entente. Mais la source d'information de la grande majorité des Mexicains demeure la télévision, pas la presse écrite.

Un des objectifs des composantes de l'oligopole médiatique au Mexique est de légitimer l'idéologie dominante, à l'occurrence celle de la classe au pouvoir. Les entreprises ne vont pas nécessairement refléter les choses telles qu'elles sont, mais plutôt représenter la « réalité » qui favorisera la légitimation de la structure existante pour que les membres de la société civile acceptent leur rôle dans l'ordre existant, « soit parce qu'ils ne peuvent lui imaginer une autre possibilité, soit parce qu'ils le considèrent comme naturel et immuable, ou encore parce qu'ils le croient bénéfique ou résultant d'un ordre divin » (Hall, 1982 : 92).

L'entente de couverture journalistique signée fixe des « critères éditoriaux » communs tels que « condamner et rejeter la violence motivée par la délinquance organisée », « ne pas se transformer en porte-parole involontaire de la délinquance organisée », « toujours présenter l'information sur la violence dans son contexte correct et dans sa juste mesure », entre autres. Il prévoit également la création d'un « organisme citoyen d'observation » ayant pour objectif de veiller au respect des critères mentionnés ci-dessus. Le jour de la signature de l'entente, le journal *La Jornada* a publié dans sa section Rayuela : « Lamentable, le hara-kiri médiatique qui aura lieu aujourd'hui au Musée national d'Anthropologie. Une grotesque entente sera signée pour bien se comporter. Qui l'a exigée ? »⁵.

Un des arguments utilisés pour rendre cette entente légitime et essentielle consisterait à empêcher que l'image du Mexique continue à se détériorer aux yeux du monde à cause de la violence générée par les règlements de compte et les affrontements des

⁵Texte disponible en ligne depuis le 24 mars 2011.

<<http://www.jornada.unam.mx/2011/03/24/index.php>> (Consulté le 29 septembre 2013).

cartels entre eux et avec les forces de l'ordre. En l'occurrence, cette violence serait augmentée, mise hors contexte ou simplifiée par les médias mexicains et étrangers. « Nous sommes remarqués dans le monde pour la joyeuse profusion avec laquelle nous tuons ainsi que pour la hautaine originalité que nous y imprimons » (Cayuela, 2010). Par ailleurs, les activités illicites des cartels à la frontière entre le Mexique et les États-Unis auraient inspiré les scénaristes des séries télévisées américaines tels que *Weeds*, diffusée entre 2005 et 2012, et *Breaking Bad*, entre 2008 et 2013.

Un autre objectif de l'entente serait d'empêcher la presse de glorifier les cartels, c'est-à-dire, de faire en sorte que leurs dirigeants ne passent pas pour des « victimes ou des héros publics » (Iniciativa México, 2011). Benoît Hervieu, responsable du bureau des Amériques de *Reporters sans Frontières*, affirme que l'organisation n'a pas signé l'entente car elle n'est pas d'accord avec certains points. Par exemple, lorsqu'il y a des actions gouvernementales légales (comme des opérations militaires), il devrait être précisé que la violence est provoquée par les groupes criminels. Pour lui, quand il y a des interventions « c'est dans le cadre de la loi, mais cela n'empêche pas les abus, même contre les médias » (AOL Latino, 2011).

Pour le gouvernement mexicain, la diffusion des informations sur la « narcoviolence » donnerait l'impression que le problème est majeur. Par exemple, en 2009 la ministre des Relations extérieures à l'époque a affirmé que cette diffusion s'inscrivait dans le cadre « d'une stratégie du crime organisé pour terroriser l'ensemble de la population » (Gutiérrez, Valdez et Meraz, 2009).

1.3.2. Vers une censure étatique de l'Internet

Depuis son arrivée au pouvoir en 2012, l'actuel président Enrique Peña Nieto n'a pas été à l'abri des moqueries dans les réseaux sociaux numériques en raison de ses

erreurs par confusion ou bégaiement. Il a été même qualifié d'ignorant et d'arrogant sur des vidéos devenues virales sur Youtube.⁶ Chacune de ses erreurs est enregistrée et devient la cible de critiques sous forme de « hashtag » et de « mèmes »⁷, entre autres, qui ont tendance à se répandre très rapidement sur Internet. La figure du nouveau président reste également soumise aux critiques en raison de sa proximité avec la vieille garde du PRI et certaines des décisions qu'il a prises en tant que gouverneur de l'État de Mexico de 2005 à 2011 dans le cas, par exemple, des manifestations survenues dans la communauté rurale San Salvador Atenco. En 2006, les forces policières et judiciaires ont agi avec une violence et une brutalité accrues contre des hommes et des femmes qui s'opposaient à la privatisation des terres communales.

Le retour du PRI est vu par certains comme un pas en arrière, un retour aux années marquées par l'inflation galopante, l'impunité, le népotisme, le vol et l'absence de libertés de la presse (Gómez Naredo, 2012). L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa avait qualifié en 1990 de « dictature parfaite » le régime du PRI qui a dirigé le pays de 1929 à 2000 : une dictature qui prend l'apparence d'une démocratie où il y a des élections, mais un seul vainqueur possible. De plus, le parti unique achèterait un électorat qui lui en est reconnaissant⁸. Le PRI installerait donc sa domination en exerçant du chantage social : les votes seraient récompensés par des aides économiques, des rues asphaltées ou des centres de santé, ce qui créerait dans la

⁶ Propos prononcés par le journaliste et leader d'opinion Pedro Ferriz de Con dans un vidéo diffusée sur Internet depuis 2012. En ligne. <<http://www.metatube.com/en/videos/145122/Pedro-Ferriz-de-Con-Llama-Ignorante-a-Enrique-Pena-Nieto/>> (Consulté le 12 mai 2014).

⁷ Le symbole #, appelé hashtag, est utilisé pour signaler des mots-clés ou des sujets dans un tweet. Il a été créé par les utilisateurs de Twitter comme un moyen permettant de catégoriser les messages. D'une autre part et d'après l'Oxford English Dictionary, un « mème » est : "1) an element of a culture or system of behaviour passed from one individual to another by imitation or other non-genetic means. 2) An image, video, piece of text, etc., typically humorous in nature, that is copied and spread rapidly by Internet users, often with slight variations".

<<http://www.oxforddictionaries.com/definition/english/meme?q=meme>> (Consulté le 16 mai 2014).

⁸ Propos prononcés par l'écrivain en août 1990 dans une table-ronde de discussion transmise par Televisa. En ligne. <<http://www.youtube.com/watch?v=kPsVVWg-E38>> (Consulté le 14 mai 2014).

population l'impression d'avoir une dette envers le « bienfaiteur ». Le cas de l'État de Mexico, le plus peuplé du pays, en est un exemple et la figure du nouveau président représente aussi cette machinerie de corruption politico-électorale.

Deux ans après son arrivée au pouvoir, Peña Nieto apparaît à la page couverture de l'édition de février de la revue *Times* derrière les mots « Saving Mexico » qui fait référence aux réformes sociales, politiques et économiques « optimales » entreprises par son gouvernement pour changer la narration d'un pays souillé par le crime organisé. Tel serait par exemple le cas de la controversée réforme énergétique qui ouvre aux investisseurs privés le secteur pétrolier, jusqu'alors monopole d'État et symbole de la souveraineté nationale depuis 75 ans. Cependant, l'adoption d'une telle réforme a été très rapide sans qu'il y ait eut, au dire de plusieurs politiciens, intellectuels, journalistes et citoyens qui se sont exprimés activement sur les réseaux sociaux numériques, un débat public approfondi.

« La surdité totale du gouvernement aux demandes de la société pour avoir une discussion avec Pe a Nieto et son cabinet sur les reformes structurelles, particulièrement dans le secteur de l'énergie, les télécommunications et les élections, révèle l'état de décomposition de la légitimité du régime. La colère grandit chaque jour sur les réseaux sociaux » (Ackerman, 2014 :1).

C'est qui pourrait expliquer les messages haineux envoyés sur Twitter au président mexicain le 10 mai 2014, jour de la fête de m res au Mexique, via le hashtag #ChingueAsuMadreEPN (#FuckYourMotherEPN) qui est devenu un « trending topic » avec plus de 92 000 tweets. Entre autres, les usagers ont reproché la faible implication du gouvernement dans la recherche d'une diminution de la pauvreté, l'avancement des enquêtes dans les cas de citoyens et de journalistes disparus ou assassinés et la lutte contre l'insécurité, la violence et le crime organisé. Ils ont aussi accusé le président d'avoir « vendu » le pays avec l'approbation de la reforme énergétique et d'hypothéquer l'avenir des Mexicains. Ainsi, les réseaux sociaux

numériques se sont constitués comme les nouveaux débouchés de l'opinion publique dissidente et indignée.

Et cela irrite les gouvernements de toutes les couleurs mais surtout celui actuellement au pouvoir. Depuis 2012, des réformes législatives visant à contrôler les manifestations dans les rues, notamment dans les états de Jalisco, Quintana Roo et San Luis Potosi, ont été proposées. Et pas seulement dans les rues, au mois de mars 2014 le gouvernement mexicain a tenté aussi de contrôler les manifestations dans les réseaux sociaux numériques avec la présentation au Sénat d'un projet de loi secondaire des télécommunications. Le texte soulève de fortes réactions car il compromettrait les droits humains en raison de plusieurs articles qui doteraient le pouvoir exécutif d'un droit de regard sur les contenus médiatiques, en autorisant les compagnies de télécommunications à arrêter « de manière exceptionnelle » leurs programmes en cas de menace pour la sécurité nationale. L'organisation *Reporters sans frontières* considère que l'approbation de ce projet de loi donnerait au gouvernement un droit d'action sans précédent dans les échanges de communication, comme le blocage des services de télécommunications dans certains lieux ou événements considérés comme « critiques pour la sécurité publique » et mettrait en péril l'interdiction fondamentale de la censure garantie par l'article sept de la Constitution mexicaine (RFS, 2014).

1.3.3. L'autocensure par peur

Comme tout autre conflit armé, la guerre contre le crime organisé au Mexique est un conflit qui se joue sur le terrain du contrôle de l'information. D'une part, les oligopoles médiatiques imposent une politique informative homogène et uniforme sous prétexte que le problème de la violence est avant tout un problème de perception qui augmente lorsqu'on diffuse de l'information sur ses effets. Il faudrait

donc arrêter d'en parler (Granados Chapa, 2011). D'autre part, il paraît que les cartels ont de plus en plus la maîtrise sur les nouvelles diffusées par les médias locaux, qui sont obligés de garder le silence sous peine d'être la cible de fusillades.

En 2011, *Reporters sans Frontières* a informé que le Mexique avait été classé à la 153^e place (sur 179 pays) des pays le plus dangereux pour les journalistes. Plus de soixante journalistes ont été assassinés et une douzaine sont portés disparus depuis 2006. Les cartels, mais aussi les autorités souvent corrompues et l'impunité régnante, participent aux crimes contre des professionnels de l'information, ce qui explique l'autocensure ou l'exil de beaucoup de journalistes (RFS, 2011). C'est le cas des journaux comme *El Mañana* (Le demain) de Nuevo Laredo, *El Norte* (Le Nord) de Monterrey et l'hebdomadaire *Zeta* de Tijuana, entre autres.

En mai 2012, suite à un septième attentat en six ans contre ses bureaux, le journal *El Mañana de Laredo*⁹ a annoncé la suppression de toute information relative aux activités du crime organisé à Nuevo Laredo et dans d'autres régions du pays dans un contexte de manque de conditions favorables pour le libre exercice du journalisme au pays. *Reporters sans frontières* affirme que les procédures lancées afin de faire la lumière sur les crimes contre les journalistes sont souvent bouclées à la hâte ou freinées en raison de lenteurs bureaucratiques, aboutissant à une impunité presque totale :

À San Luis Potosí, plusieurs journalistes du quotidien régional Pulso ont fait l'objet d'une « campagne de haine anonyme » sur les médias sociaux numériques ces derniers mois, attribuée à la Coordination Générale de la Communication Sociale du gouvernement de l'État, afin de jeter le discrédit sur les médias locaux, suite à la publication d'articles « gênants » pour le gouvernement, en matière d'insécurité notamment (RFS, 2013 : 1).

⁹Éditorial du journal *El Mañana de Laredo* publié le 13 mai 2012. En ligne. <<http://www.elmanana.com.mx/notas.asp?id=285418>> (Consulté le 24 mars 2013).

Pour le journaliste Roberto Zamarripa, la violence dans certaines régions du pays s'explique lorsqu'on accepte qu'il y ait des territoires avec des gouvernements corrompus ou des entités qui ont pris la place des institutions officielles. Ainsi, les autorités élues pour gouverner finissent par abandonner leurs obligations d'informer et de protéger les citoyens, et dans certains cas, obéissent aux directives données par le crime organisé (Zamarripa, 2013). Il y aurait plusieurs raisons : par peur de représailles, par manque de connaissance ou simplement pour essayer de montrer aux citoyens que le gouvernement contrôle la situation. Par exemple, la presse étrangère a rapporté le cas du maire de Nuevo Laredo qui était porté disparu pendant trois jours. Lorsqu'il a été retrouvé, il a refusé de discuter de tout sujet relié à la guerre contre les cartels (Booth, 2010).

Le bilan en matière de sécurité ne semble pas s'améliorer sous le gouvernement du président Enrique Peña Nieto. Les statistiques indiquent qu'il y a eu un plus grand nombre de meurtres reliés à la guerre contre les cartels durant les onze premiers mois de Peña Nieto à la tête du gouvernement (19 016 meurtres ont été comptabilisés du 1er décembre 2012 au 31 octobre 2013), tandis que pendant les onze derniers mois du gouvernement de Calderón avait été comptabilisé un total de 18 161 assassinats. Néanmoins, l'actuelle administration de Peña Nieto aurait instauré une politique de désinformation soutenue par les oligopoles médiatiques qui chercherait à cacher des recherches qui cherchent la « vérité » et diffuser un discours triomphaliste par rapport à la stratégie adoptée pour lutter contre le crime organisé. (Navarro, 2013).

1.4. TIC, participation et activisme

Au sens général, participer, c'est prendre part à quelque chose. La participation est considérée comme le moyen de développer le sens de l'intérêt public et de la

démocratisation des décisions considérée comme une fin en soi (Proulx, 2002). La participation est un verbe d'action. L'activisme désigne l'attitude politique qui préconise l'action directe. Dans le domaine politique et social, l'activisme est le système de conduite qui privilégie l'action directe sur le terrain¹⁰. Depuis plusieurs années on observe que des mobilisations dans le registre de la contestation utilisent de plus en plus les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme le mouvement international *Occupy* qui utilise activement le réseau Internet comme support de liaison. Pendant que l'intérêt des jeunes citoyens pour les partis politiques et la politique traditionnelle est en diminution, l'activisme sur Internet semble augmenter (Dalhgren, 2011).

Pour notre part, nous proposons dans le cadre de ce mémoire de nous intéresser à l'usage des réseaux sociaux numériques comme des plateformes d'échanges et de diffusion de l'information en situation d'urgence, en période de crise sociale ou en temps de guerre. Un sondage commandé à Ipsos Reid par la Croix-Rouge canadienne et rendu public en 2012, indique que dans une situation d'urgence (ouragans, tornades, inondations, catastrophes, etc.), 54% de Canadiens utiliseraient des réseaux sociaux numériques comme Facebook ou Twitter, pour faire savoir à leurs amis et à leur famille qu'ils sont en sécurité. Selon le site Mashable, les mots « we are ok » comptaient parmi les plus employés sur Facebook suite au passage de l'ouragan Sandy en octobre 2012 (Seraiocco, 2012).

Concernant l'utilisation des réseaux sociaux numériques en période de crise sociale, il est également possible de faire référence au rôle joué par ceux-ci dans le déclenchement du « printemps arabe » en décembre 2010. Des spécialistes du Moyen-Orient affirment que dans la plupart des pays arabes, des espaces de communication politique et sociale sont inexistantes en raison de la répression

¹⁰ Tiré du dictionnaire Le Petit Larousse (1998), Paris, p. 38.

(Keyrouz, 2011). Dans un premier temps, les protestations ouvertes à l'encontre du pouvoir tunisien se sont principalement développées au sein de quelques forums et sites comme la liste de diffusion appelée Takris (1998), le forum Tunezine (2001) et Nawaat (2004). Ces sites ont alors été souvent qualifiés de « cyberdissidents ». Les cyberdissidents tunisiens ont contesté de façon très ouverte et directe le régime politique tunisien mais sans appartenir à des organismes politiques ou militants « du moins n'y [jouant] pas un rôle de premier plan » (Lecomte, 2009 : 202). Par la suite, les Tunisiens vivant en Tunisie et à l'étranger ont continué de développer cet espace contestataire en ligne, l'élargissant notamment à Facebook en 2010. Plusieurs se demandent dans quelle mesure l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux numériques a contribué aux mobilisations sociales qui ont été qualifiées de « printemps arabe ». Plus généralement, est-ce que ces nouvelles plateformes d'échanges sont réellement à la source de changements politiques, voire de révolutions ? Voici l'une des questions qui ont été posées.

Le cyberactivisme ou cybermilitantisme correspond aux pratiques militantes qui ont lieu sur le réseau Internet. Du militantisme politique avec du piratage sur Internet, avec ses aspects positifs et négatifs (Piaget, 2012). Le mouvement *Anonymous* est une forme de cyberactivisme parmi d'autres. « Privilégiant d'abord les actions visant à défendre leur conception d'Internet, ses membres ont élargi leur champ d'action pour transposer au Web un certain nombre de luttes menées dans la rue » (Paget, 2011 : 3). Les usages d'Internet ont donné lieu à une nouvelle façon d'être activiste, sans nécessairement avoir une expérience d'engagement politique au préalable (Blondeau et Allard, 2007). Dans le cas du « printemps arabe », les internautes ont convoqué et organisé des manifestations grâce aux réseaux sociaux numériques, comme Facebook et Twitter. Ils ont aussi renseigné en temps réel les contestataires locaux et les journalistes étrangers. Cependant, pour que des « révolutions » comme celle du monde arabe aient la chance d'avancer, la participation et le courage des gens est nécessaire afin, par exemple, de descendre dans la rue à de nombreuses

reprises sans avoir peur. Le cyberactivisme présente certaines limites et ne peut complètement remplacer les mobilisations traditionnelles. (Paget, 2012).

Au Mexique, les réseaux sociaux numériques ont été mobilisés par le mouvement d'étudiants « Yo soy 132 » (je suis 132) comme des plateformes d'échanges et de diffusion de l'information en situation de crise sociale. Ce mouvement est né lors de la campagne présidentielle de l'année 2012 pour revendiquer la démocratisation des médias, la défense de la liberté d'expression et le droit à l'information des Mexicains. Le mouvement a dénoncé également les fortes inégalités sociales entre les citoyens et la montée de la violence dans le pays. Il a fait la promotion de la transformation du système politique mexicain afin de garantir une vraie démocratie. Des plateformes comme Youtube, Twitter, Facebook et des blogues personnels ont été amplement utilisés à ces fins (Goche, 2012). Un autre exemple est le mouvement social « Por la Paz con Justicia y Dignidad » (Pour la paix avec justice et dignité) constitué en 2011 au Mexique en réponse à la politique en matière de sécurité nationale contre le crime organisé. Lancé par le poète mexicain Javier Sicilia, à la suite de la mort de son fils enlevé et assassiné dans l'État de Morelos, ce mouvement a fait part de cinq exigences auprès du gouvernement mexicain :

- 1) Clarifier les assassinats et les disparitions et reconnaître les victimes ;
- 2) mettre fin à l'actuelle stratégie de sécurité publique et adopter une approche de sécurité citoyenne ;
- 3) lutter contre la corruption et l'impunité ;
- 4) s'attaquer aux revenus économiques produits par la criminalité ;
- 5) offrir des soins d'urgence pour les jeunes et mettre en place des actions effectives pour renforcer le tissu social.

Concernant l'usage de réseaux sociaux numériques en temps de guerre, des recherches ont été réalisées sur l'utilisation des blogues durant la guerre d'Irak (2003-

2011). Les blogues sont considérés comme des espaces virtuels où les citoyens d'un pays en guerre peuvent entrer en contact avec leurs concitoyens ou avec des gens du monde entier en faisant des rapports anonymes sur certaines situations délicates, en échangeant sur leur quotidien et leurs routines ainsi qu'en favorisant des discussions sur des sujets qu'il serait parfois difficile d'aborder dans une discussion en face-à-face (Al-Ani, Mark et Semman, 2010).

Dans ce contexte, l'essor du Web social comme un nouvel espace de socialisation a été crucial pour certains dans la lutte pour défendre la liberté d'expression. Il faut se rappeler que dans les années 2000, la mise en place de ce qui a été appelé le « Web 2.0 » a contribué à transformer les conditions d'usage des technologies de l'information et de la communication. Ainsi, le paradigme de la démocratisation de l'Internet pourrait être une réalité lorsque les internautes se mettent à contribuer à l'échange d'informations et à interagir (partager, échanger, etc.) de façon simple, à la fois avec le contenu et la structure des pages, mais aussi entre eux, créant ainsi un nouvel espace de socialisation (Pisani et Piotet, 2011). Dans cet ordre d'idées, il serait possible d'affirmer qu'on assiste à des tentatives de remise en question des pouvoirs établis où les journalistes n'ont plus le monopole d'énonciation des faits et où l'on expérimente l'arrivée des nouvelles règles de distribution et de hiérarchisation de l'information. Bien évidemment cela pose le défi de la crédibilité. Comment peut-on considérer qu'une information publiée par un ou une anonyme est fiable ?

Les événements dont rendent compte les rapports sous forme de « tweets » se situent dans un lieu physique et affectent la qualité de vie des gens qui y vivent (Mustafaraj, Metaxas, Finn, et Monroy-Hernandez, 2012). Si les gens sont inquiets pour leur quotidien et leur avenir et ont accès au Web, ils peuvent alors s'en servir pour garder le contact avec ceux qui partagent leurs préoccupations. On peut parler de participation citoyenne à la production et à la circulation de l'information lorsqu'il y

a une intervention croissante d'internautes qui ne sont pas des journalistes professionnels mais qui jouent un rôle actif dans la réalisation des sites d'information. Ce phénomène a été étudié auparavant lors de l'utilisation de Twitter par des bénévoles afin de faire le suivi de catastrophes comme le tremblement de terre en Haïti en 2010 (Starbird et Palen, 2011). Ces volontaires ont participé notamment au processus de collecte, de transmission, d'analyse et de diffusion des actualités et autres informations. On peut présumer que le fait de rendre compte sur les blogues et les réseaux sociaux numériques des situations à haut risque représente un devoir civique/éthique de la part de citoyens (journalistes ou non) dans le but d'alerter la collectivité contre les abus ou les activités illicites d'individus ou de groupes criminels. En effet, dans le contexte qui nous intéresse, les médias locaux gardent le silence par crainte de représailles et la population ne sait pas ce qui se passe. Donc ces initiatives citoyennes sur le Web pourraient chercher à construire un réseau d'aide afin d'alerter les citoyens sur ce qui se passe dans leur ville afin que tous puissent, par exemple, planifier leurs déplacements en toute sécurité.

1.5. Questionnement de recherche

Dans le cadre de ce mémoire, nous avons justement choisi de nous intéresser notamment aux usages des réseaux sociaux numériques dans le contexte de l'insécurité physique au Mexique et aux conséquences qui en découlent sur le plan communicationnel. D'une part, les médias locaux sont contraints au dilemme de diffuser des nouvelles sur l'insécurité et la violence. Les journalistes n'informent que de manière sommaire et sans enquêter. Ils sont devenus des cibles de choix car toute information doit être autorisée par les cartels, par les autorités gouvernementales et par les élites corrompues. Il existe de très forts liens économiques, politiques mais aussi personnels entre les autorités politiques et les médias nationaux, préjudiciables à l'indépendance et à la transparence de ces derniers (RFS, 2013).

Cette conjoncture aurait même provoqué un vide informationnel sur le sujet. La population habitant les localités où la violence fait rage se retrouverait ainsi délaissée. En conséquence, la frustration généralisée et la conscience sociale et civique auraient motivé des citoyens à s'organiser en réaction au manque d'information et de protection de la part des autorités gouvernementales. D'ailleurs, depuis 2009, on assiste au Mexique à l'émergence de blogues, de pages Facebook, de forums et l'utilisation des hashtags sur Twitter, entre autres, comme sources d'échange des informations et des alertes sur les activités violentes (comme des fusillades) du crime organisé qui pourraient compromettre la sécurité physique des personnes (Cave, 2011). Il serait plausible de considérer que ces mobilisations en ligne pourraient constituer des voies de contestation pour contrecarrer la censure. De telle sorte, nous serions portée à croire que les technologies de l'information et de la communication (TIC) pourraient peut-être contribuer à la transformation des modes de circulation de savoirs et de communication entre les citoyens ordinaires, c'est-à-dire ceux qui n'appartiennent pas aux classes dirigeantes.

Dans le cadre de notre recherche, nous allons nous intéresser plus spécifiquement au réseau social numérique Facebook. Conçu en 2004, il favorise les interactions entre utilisateurs en permettant l'échange du contenu de façon privée ou publique (messages et documents multimédia), le partage des hyperliens en temps réel et la publication des informations personnelles comme l'état civil, les études, les goûts et les centres d'intérêts. Ces informations permettent de retrouver des utilisateurs partageant les mêmes passions. Ces derniers peuvent former des groupes et y inviter d'autres personnes. Sur Facebook, « les internautes livrent des traces de leur quotidien, racontent en temps réel leurs activités, exposent des photos de tous les jours, confient des humeurs et des ambiances, affichent leurs goûts et leurs coups de cœur » (Cardon, 2010 : 58).

Avec Facebook, les services du Web 2.0 ont connu une croissance rapide. En 2013, il y avait 163 millions d'utilisateurs aux États-Unis, suivis du Brésil (66 millions), de l'Inde (61 millions), de l'Indonésie (47 millions) et du Mexique (39 millions) (Socialbakers, 2013).

Cette plateforme propose à ses utilisateurs des applications pour modifier leur page personnelle et pour présenter ou échanger des informations avec les personnes qui visiteraient leur page : une liste « d'amis », une liste des « amis » qu'il a en commun avec d'autres « amis », une liste des réseaux auxquels l'utilisateur et ses « amis » appartiennent, une liste des groupes auxquels l'utilisateur appartient, des albums photos associées au compte de l'utilisateur, un « babillard » résumant les derniers événements concernant l'utilisateur ou ses « amis » sur Facebook qui permet aussi aux « amis » de l'utilisateur de laisser de petits messages auxquels l'utilisateur peut répondre.

Cependant, il ne faut pas oublier que des initiatives comme Facebook confirment que l'Internet est devenu à la fois un outil de communication et une arène du marché global où les informations données par les utilisateurs sur leurs habitudes de vie, passe-temps ou émissions-télé favorites, sont très d'un grand intérêt pour les compagnies du monde entier (George, 2011).

Suite à la présentation du contexte mexicain et dans le cadre de ce mémoire, nous nous posons la question centrale suivante :

Comment des préoccupations personnelles en lien avec l'insécurité humaine publiées sur Facebook, l'un des réseaux sociaux numériques, peuvent-elles participer à la formation d'un espace public et se transformer en enjeux collectifs tout en favorisant le renforcement d'une société civile organisée au Mexique?

1.6. Pertinence communicationnelle, scientifique et sociale

Notre problématique présente une pertinence sociale certaine car elle porte sur un phénomène communicationnel qui a émergé suite à la diminution notable du sentiment de sécurité physique des personnes durant le conflit armé entre le crime organisé et l'État mexicain. Peut-on dire que le Mexique vit actuellement une situation de guerre interne ? Des journalistes affirment que l'État mexicain ne traite pas les cartels comme des délinquants qu'il faut combattre avec des policiers mais comme des ennemis de l'État qu'il affronte en envoyant l'armée. De plus, le degré de violence et les chiffres de victimes et de disparus sont impressionnants et pourraient correspondre à des chiffres de champs de bataille (Gilden, 2012).

La pertinence communicationnelle de notre problématique réside dans le fait que cette guerre se livre aussi sur le terrain de l'information. Le vide informationnel, le contrôle de l'information, les tentatives de manipulation plus globalement ainsi que les menaces de mort et les meurtres de journalistes, sont des faits aussi importants à noter que la tactique militaire sur le champ des opérations. Les citoyens voient des émissions à la télévision, en regardent d'autres sur Internet, mais ils sont incapables de se faire leur propre opinion sur ce qui se passe vraiment. Certains décident donc d'intervenir et utilisant donc les réseaux sociaux numériques.

CHAPITRE 2

CADRE THÉORIQUE

Dans ce chapitre, nous développons les concepts mobilisés dans notre recherche. Cette partie permet de présenter notre approche théorique et de délimiter nos champs notionnels : les concepts de sécurité humaine et violence, la sociologie des usages des TIC, la question de la puissance d'agir, la constitution d'un espace public par les réseaux sociaux numériques, ainsi que les phénomènes de surveillance et sousveillance sur Internet.

2.1. Sécurité humaine et violence

Le concept de « sécurité » provient du latin *securus* (sûr) et désigne la situation dans laquelle quelqu'un ou quelque chose n'est exposé à aucun danger, à aucun risque d'agression physique, d'accident, de vol, de détérioration. (Larousse, 1998). C'est à chaque État qu'il incombe la mission de garantir la sécurité de sa population. Cette responsabilité consiste notamment dans la prévention du crime, y compris l'incitation à le commettre, par les moyens nécessaires et appropriés. L'article 21 de la Constitution mexicaine de 1917 établit que la Fédération, les États et les Municipalités sont les entités responsables du bon fonctionnement de la sécurité publique, y compris la prévention de la criminalité et la réalisation des enquêtes et des poursuites. Le fonctionnement des institutions de sécurité serait fondé sur la base des principes de légalité, d'efficacité, de professionnalisme, d'honnêteté et de respect des droits humains universels.

Dans le rapport mondial sur le développement humain publié par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, 1994) l'expression de « sécurité

humaine » est utilisée pour mettre en valeur l'importance des droits humains pour le développement optimal des individus et des communautés. Or la problématique de la sécurité humaine dans le monde considère la sécurité de l'emploi et du revenu, la sécurité sanitaire, la sécurité de l'environnement, la sécurité alimentaire, la sécurité physique et psychologique, la sécurité face à la criminalité, afin d'assurer un environnement stable et prévisible, sans anxiété ni crise. « Aujourd'hui pour la plupart des gens, le sentiment d'insécurité naît plus souvent des inquiétudes de la vie quotidienne que de la crainte d'un cataclysme mondial » (PNUD, 1994 : 3).

Tandis que la sécurité humaine cherche à protéger les individus et leurs communautés, la sécurité nationale a pour objectif la protection de l'intégrité et la stabilité des institutions étatiques face aux menaces intérieures ou extérieures. Augmenter la sécurité nationale ne signifie pas augmenter la sécurité humaine qui permet aux individus d'exercer leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. La situation actuelle au Mexique est un exemple clair où les droits humains sont bafoués par les autorités fédérales, provinciales et municipales à l'intérieur du territoire, de façon directe ou parce que l'État n'est pas capable d'assurer la protection des habitants par rapport, notamment, au crime organisé (Buscaglia, 2013).

Il y a aussi le concept de « sécurité publique », très utilisé par les autorités mexicaines « mais incomplet pour faire face au crime organisé car le problème est abordé avec des mesures punitives et pas préventives » (Buscaglia, 2013 : 17). Au lieu d'identifier et d'analyser les racines du phénomène du crime organisé dans une perspective socioéconomique (pauvreté, chômage, analphabétisme, violence familiale, etc.), les autorités renforcent la présence des agents de police et des militaires, investissent en systèmes de vidéosurveillance dans les lieux publics, promeuvent l'endurcissement des peines d'emprisonnement et favorisent la pratique de la détention arbitraire, tout cela en détriment des droits de la société civile.

En contrepartie, « l'insécurité » serait l'état du manque de sécurité ; état de ce qui n'est pas sûr (Larousse, 1998). Toute forme de violence ou de criminalité contribue à dégrader – de différentes manières – notre sentiment de sécurité. L'Organisation mondiale de la Santé définit la violence comme l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, une autre personne ou un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fort d'entraîner un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques (Krug et al., 2002).

D'après des sondages, le problème du manque de sécurité physique est le sujet qui suscite le plus d'inquiétude chez les habitants du Mexique (57,8%), au-delà du chômage (46,5%) et de la pauvreté (33,7%). Le pourcentage des personnes interviewées qui considèrent que la situation d'insécurité a augmenté en 2013 est passé de 35,9% à 37,3%. De plus, les sondages indiquent que sept Mexicains sur dix affirment vivre dans la peur et considèrent que les autorités ne font pas leur travail adéquatement. Les polices locale et fédérale ont été considérées comme les institutions les moins efficaces et les moins dignes de confiance (Inegi, 2013).

Un rapport du Centre de recherche pour le développement (CIDAC, par ses sigles en espagnol), un *think tank* mexicain indépendant, affirme que les délits qui ont le plus d'impact sur la perception de la sécurité pour les Mexicains sont l'enlèvement, l'homicide et les blessures corporelles avec l'utilisation d'une arme blanche. Le rapport affirme aussi que 44% de citoyens interviewés ont peur de sortir la nuit tombée et que 25% évitent de prendre le taxi (CIDAC, 2013).

Dans son ouvrage « Le Léviathan » (1650), Thomas Hobbes affirme que l'homme est un être violent et compétitif par nature, un être essentiellement égoïste qui cherche à obtenir ce qui lui est utile. Afin d'atteindre ce but, il n'épargne aucun moyen. Cette condition génère un état de lutte, une guerre de tous contre tous. Selon

Hobbes, la violence semble être indissociable de l'être humain. Ainsi, une société sans violence serait une utopie car la violence a sans doute toujours fait partie de la vie humaine.

En contrepartie, des chercheurs affirment que l'idée selon laquelle les hommes seraient naturellement enclins à la violence est fautive. En fait, l'image de l'homme préhistorique violent et combatif serait une invention du XIXe siècle. De nombreux travaux affirment que l'être humain serait spontanément empathique et non violent. (Patou-Mathis, 2015).

Qu'est-ce la violence ? Le mot violence provient des mots latins *violentia* et *violentus*, issus du verbe *vis* (vouloir), découlant du mot grec βία qui signifie « la force vitale » ou « la force », « la contrainte ».¹¹ Elle peut être définie comme la force exercée par une personne ou un groupe de personnes pour soumettre, contraindre quelqu'un ou pour obtenir quelque chose.¹² Une autre définition de la violence inclut quatre catégories de faits (OMS, 2002) :

- 1) tuer ou blesser intentionnellement autrui ;
- 2) le contraindre par la force ou l'intimidation ;
- 3) le faire souffrir physiquement contre son gré ;
- 4) l'exposer délibérément à un grave danger.

Il est impossible de définir entièrement et convenablement tous les types de violence (verbale, familiale, scolaire, juvénile, conjugale, etc.) dans ce chapitre mais nous nous attarderons un peu sur la violence criminelle. Ce type de violence se réfère aux atteintes intentionnelles et interdites par la loi (donc passibles d'une sanction pénale)

¹¹ Tiré de la page <<https://sites.google.com/site/etymologielatingrec/home/v/violence>> En ligne (Consulté le 19 juillet 2014).

¹² Tiré du Centre national de ressources textuelles et lexicales <<http://www.cnrtl.fr/definition/violence>> (Consulté le 13 juillet 2014).

à l'intégrité physique d'autrui causant des souffrances, des blessures ou la mort. Les violences verbales n'entrent pas dans cette définition, sauf les menaces de violence physique, comme les menaces de mort (Cusson, Guay, Proulx et Cortoni, 2013.)

Quand la violence criminelle gagne en gravité et en fréquence dans un milieu, elle déchire le lien social, diffuse la peur et détruit la confiance. Depuis que le Mexique a lancé sa guerre contre les cartels en 2006, la nation est gangrénée par la violence : plusieurs villes sont dévastées par la multiplication des enlèvements, des homicides, des assassinats sélectifs et des massacres. En désespoir de cause, les citoyens et les policiers de ces villes ont recours à la violence pour lutter contre la violence. On est alors témoins des actes d'autodéfense, des vengeances, des exécutions sommaires, etc.

2.2. La sociologie des usages des TIC

De nombreux travaux ont été réalisés autour des usages des technologies de l'information et de la communication (TIC) ces dernières décennies. Nous désignons par l'expression TIC, les objets, outils et dispositifs techniques permettant une interaction à distance et une réciprocité dans la communication, tels l'Internet et le téléphone mobile. Dans le contexte des études d'usages des TIC, nous reprenons la définition proposée par Proulx (2005) où l'usage renvoie à l'utilisation d'un objet, naturel ou symbolique, à des fins particulières. L'usage d'une technique par les individus et les groupes n'est pas « sociologiquement neutre : il est porteur de valeurs et source de significations sociales pour l'utilisateur » (Proulx et Jauréguiberry, 2011 : 24).

Le fait d'étudier les usages des TIC, c'est-à-dire observer et dire ce que les gens font effectivement avec les objets et les dispositifs techniques, est un choix

méthodologique intéressant pour saisir l'action de la technique dans la société (Proulx, 1994), car il permet de décrire « de manière détaillée et complexe, les entrelacements subtils, cycliques et permanents entre, d'un côté, les usages des techniques et, de l'autre, les pratiques personnelles et sociales des individus qui agissent dans le tissu organisationnel » (Proulx et Jauréguiberry, 2011 : 24). La sociologie des usages offre donc la possibilité d'analyser les rapports entre les TIC et la société, ce qui permettrait d'éviter à la fois le déterminisme technique (ramenant l'explication du changement socio-historique au seul facteur technologique) et le déterminisme sociologique (le changement est dû uniquement au système de rapports de force entre acteurs sociaux) (Proulx, 2001). Nous nous intéressons plus spécifiquement à ce que l'on nomme le Web 2.0 dont les réseaux sociaux numériques ont pris une place centrale dans les recherches sur les usages de l'Internet et dans nos vies, en permettant de nous informer, de nous exprimer, d'interagir avec autrui, de nous exposer, de créer des liens, de faire partie de communautés, etc. (Cardon, 2010).

2.2.1. Réseaux sociaux numériques

Les réseaux sociaux numériques, aussi nommés médias sociaux, sont des supports numériques qui permettent une prise de parole ou une publication au caractère social parce qu'ils impliquent le partage de fichiers ou de points de vue et des interactions sociales avec une structuration de groupes d'individus en réseaux. Ils permettent aux usagers d'échanger, de collaborer et d'interagir sur le web. Ainsi, « les médias sociaux sont donc des outils et services permettant à des individus de s'exprimer (et donc d'exister) en ligne dans le but de rencontrer / partager (et plus si affinités) » (Cavazza, 2008 : 1).

En fait, les réseaux sociaux numériques placent l'utilisateur au centre du dispositif, puisque sans les contributions permanentes des internautes, ces plateformes ne

pourraient pas fonctionner. « Ces médias tendent à faciliter l'accès et la rediffusion des contenus numériques, notamment par l'intégration de modalités automatisées de partage, comme un bouton pour relayer une publication tantôt vers Facebook, tantôt vers Twitter » (Proulx et al, 2012 : 3).

Les réseaux sociaux numériques façonnent un espace personnel où l'individu peut s'auto-représenter grâce à l'informatisation du partage automatique des informations. Ce sont les individus eux-mêmes qui tracent leur propre profil à la fois civil (nom, état civil, scolarité, emplois, etc.) et commercial (livres, pièces musicales ou films favoris). La seconde étape, celle du réseautage dit social (*social networking*), a été franchie quand sont apparues les applications Internet pouvant mettre en contact amis, parents, collègues de travail ou autres ayant des références (ou profils) en commun. (Mondoux, 2011-b)

Depuis l'invention de l'informatique en 1945 mais surtout depuis le couplage numérique de l'informatique et des télécommunications pendant les années 1970, les technologies de l'information et de la communication (TIC) prennent de plus en plus une place prépondérante au sein des sociétés occidentales (Proulx, 2012). Soixante ans plus tard, surgit une nouvelle génération d'applications web comme les pages personnelles et les réseaux sociaux numériques (Facebook, Tagged, Hi5, MySpace, Instagram, Snapchat, etc.).

Le Web 2.0 est le résultat d'une intégration plus grande des usagers dans la production et la circulation de contenus sur le réseau. D'où la recherche d'une plus grande simplicité dans l'accès pour les usagers dits « ordinaires » qui doivent pouvoir y participer plus activement que ce n'était le cas pendant la deuxième moitié de la décennie 1990. Dorénavant, il est moins nécessaire d'avoir d'importantes connaissances techniques et informatiques pour s'en servir. En se voulant plus convivial, le Web 2.0 fait référence à une vision d'Internet considérée comme un

espace de socialisation, un lieu dont l'une des fonctions principales est de faire interagir les utilisateurs entre eux afin d'assurer une production continue de contenu, et non plus uniquement la distribution de documents.

2.3. L'espace public

Dans l'Antiquité, le lieu urbain fondateur de l'espace public était *l'agora*. En grec ancien, le mot *agora* dérive du verbe *ageirein* (se rassembler). L'*agora* était le lieu public de rencontre par excellence situé dans le centre de la ville où les citoyens libres et autonomes se rendaient pour discuter et échanger leurs opinions concernant les affaires publiques et privées (Ananiadou, 2007). Castoriadis explique que l'institution globale de la société grecque se sépare et articule en trois sphères des activités humaines :

- *l'oikos* (la sphère privée), la maison-famille, la sphère privée, est le domaine dans lequel, formellement et en principe, le pouvoir ne peut ni ne doit intervenir. Comme pour tous les sujets dans ce domaine, même cela ne peut et ne doit être pris absolument [...] ;
- *l'agora* (la sphère privée/publique), le marché-lieu du rassemblement, est le domaine dans lequel les individus se rencontrent librement, discutent, contractent entre eux, publient et achètent des livres, etc. Ici encore, formellement et en principe, le pouvoir ne peut ni ne doit intervenir — et ici encore, dans tous les cas, cela ne peut pas être pris absolument. La loi impose le respect des contrats privés, interdit le travail des enfants, etc. [...] ;

- et l'*ecclesia* (la sphère politique), terme utilisé ici métaphoriquement, est le lieu du pouvoir, le domaine public/public. Le pouvoir comprend les pouvoirs et ceux-ci doivent être à la fois séparés et articulés (1996, p. 229).

Pour Castoriadis, ces sphères ne sont distinguées et articulées que sous un régime démocratique. Ainsi, le concept d'espace public nous convie à réfléchir sur les rapports entre les médias, la communication et la démocratie. Cette dernière est définie par le dictionnaire Larousse comme un système politique ou une forme de gouvernement dans lequel la souveraineté émane du peuple. La démocratie peut également être définie comme « un régime fondé sur le droit : droit de vote, droit à l'information, liberté d'expression, règles et procédures de discussion et de décision » (Tremblay, 2007 : 207). L'information, la communication et la participation constituent des composantes vitales de la vie démocratique. De la démocratie on peut également dire que c'est le régime où la sphère publique devient vraiment et effectivement publique et qui est effectivement ouverte à la participation de tous. « Paradoxalement, les pseudos démocraties occidentales contemporaines ont rendu pour une grande partie en fait privée la sphère publique car les décisions vraiment importantes sont prises en secret en dans les coulisses » (Castoriadis, 1996 : 229).

La notion d'espace public est très utilisée en communication depuis que Habermas l'a définie comme le principe qui consiste à faire usage public de la raison afin de contribuer par des pratiques de communication à la formation d'enjeux publics. Pour Habermas, des espaces publics concrets tels que les réunions de salon et les cafés bourgeois du début de l'Europe moderne (18^e et 19^e siècles) ont contribué à la multiplication des discussions et des débats politiques en constituant des espaces publics qui ont fait contrepoids aux États absolutistes.

Cette conception de l'espace public peut être aussi perçue comme utopique. Fraser remet en cause la conception de l'espace public d'Habermas car cet espace repose selon elle sur de rapports de domination de classe, de genre et de race : bourgeoise, masculine et blanche (Fraser, 1992). Pour elle, l'espace public officiel est le premier site institutionnel de construction du consentement définissant le nouveau mode de domination, de nature hégémonique.

Au contraire, Fraser propose la notion de « contre public subalterne » pour désigner la multiplicité des contre-publics qui contestent les normes exclusives du public bourgeois en élaborant de nouveaux styles de comportements politiques et de nouvelles normes de discours public. Le terme « subalterne » n'est pas envisagé dans sa signification péjorative. Au contraire, ces contre-publics subalternes se constituent au sein de la sphère publique en mouvements culturels contre-hégémoniques pour contester et relativiser les points de vue et les représentations dominantes et instituées en « allant de soi » (Macé, 2005). Ces contre-publics subordonnés naissent et arrivent à former des arènes discursives parallèles en réaction aux exclusions, ils contribuent à élargir l'espace discursif. Cela pourrait contribuer à la diffusion des contre-discours pour fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins.

Les processus de délibération au sein des espaces publics tendraient en effet à avantager les groupes dominants. Les groupes subordonnés ne disposent d'aucun lieu pour débattre entre eux de leurs besoins sans être supervisés par des groupes dominants. Alors, les membres de groupes subordonnés sont « encore moins en mesure d'exprimer clairement ou de défendre leurs intérêts dans un espace public global, ou de dénoncer des modes de délibération » (Fraser, 1992 : 126). Au 19^e siècle s'est manifesté un déclin graduel lorsque la logique commerciale a dominé de plus en plus les opérations médiatiques, avec pour conséquences le retrait des enjeux politiques de la presse écrite au profit du fait divers, l'utilisation des slogans vides et

des images séduisantes qui ont étouffé tout débat public sérieux, la subordination des idéaux du journalisme aux impératifs du marché, la transformation de la figure du citoyen en consommateur, etc. (Dahlgren, 2000).

Le concept d'espace public oppositionnel de Negt (2007) semble également approprié aux fins de notre analyse. Un tel espace public est présenté par celui-ci comme « prolétarien » et autonome susceptible de porter la libération de soi comme un des éléments décisifs de la résistance et de la formulation d'alternatives. Il doit se former de manière durable et cohérente, la contestation devant être saisie comme « une ébauche d'un processus créatif de l'appropriation politique, qui se prolonge à travers une délibération permanente ». (Negt, 2009 : 195). Lorsque les utilisateurs des réseaux sociaux numériques, comme les blogues, prennent la parole en tant que citoyens en faisant converger leurs informations, leurs jugements et leurs critiques vers des objets du débat public, ils seraient en train de développer un espace public critique « comme un espace de dialogue et de controverse entre individus autonomes et responsables » (Cardon et Delauny-Téterel, 2006 : 28).

Avec l'Internet, on assiste à la configuration d'un espace public aux caractéristiques particulières (George, 2001) :

- une partie des utilisatrices et des utilisateurs participent à la conception des moyens de communication mobilisés pour participer à l'espace public ;
- bien que l'Internet constitue un espace d'expression relativement ouvert, on constate tout de même le développement de fortes inégalités en termes d'usages ;
- l'Internet demeure un moyen de communication qui impose de faibles barrières à l'entrée mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a obligatoirement un accès plus égal à l'espace public pour la plupart des

citoyens et des citoyennes, et ce pour plusieurs raisons comme un minimum de connaissance informatique et de connaissances des sujets abordés ;

- l'Internet donne la possibilité de révéler des capacités de la part de personnes qui n'auraient pas forcément bénéficié d'un espace public traditionnel pour s'exprimer.

Par rapport aux médias de communication traditionnels (la télévision, la radio, la presse, etc.), le dispositif Internet est considéré comme plus largement interactif et potentiellement dialogique, une entité démocratique qui facilite l'accès à l'information et met à la disposition des citoyens des moyens pour s'exprimer et diffuser leurs points de vue comme jamais auparavant (Pisani et Piotet, 2011, Nye, Zelikow et King, 1997). Dans cette optique, l'Internet serait censé permettre aux internautes de jouer le rôle d'un récepteur actif dans la production de contenus et le contrôle de sa transmission. D'autres posent un regard plus pessimiste : l'Internet peut également avoir des effets très négatifs car il accentue les inégalités déjà existantes et augmente les possibilités de contrôle gouvernemental et autres sur la vie des citoyens (Mattelart, 2008, Hall, 1999, Mondoux, 2011).

2.4. La puissance d'agir

Avec le temps, les sites web sont devenus plus simples à créer et à développer, ainsi que nous l'avons déjà mentionné. Les internautes ont la possibilité de consulter, d'échanger en ligne des informations de façon rapide et peu chère. L'omniprésence d'Internet et l'accessibilité des TIC a suscité le surgissement de nouvelles pratiques de communication et d'échange marquées par les idéaux d'une culture participative et de la contribution.

« Les motivations de cette culture de la contribution relèvent du plaisir associé à faire partager une passion ou, parfois, de la recherche d'une reconnaissance symbolique auprès des pairs. Cette culture de la contribution devient ainsi la source possible de formes nouvelles d'une puissance d'agir (empowerment) parmi les utilisateurs de ces plateformes numériques » (Proulx, 2011 : 1).

En 2011, les médias du monde ont témoigné de la prise de parole sous la forme de mouvements sociaux d'indignation politique de la part d'individus et des organisations qui sont la plupart du temps relégués au statut de « subalternes » dans l'espace public. Les « sans voix » se sont manifestés et révoltés en Tunisie, en Égypte, en Lybie et en Syrie. Plusieurs actions de diffusion d'information et de coordination des manifestations ont été menées en utilisant les réseaux sociaux numériques et des dispositifs mobiles tels que les téléphones portables.

Dans le cas de notre recherche, le vide informationnel autour du problème que constitue le crime organisé et la corruption au Mexique et le désir d'affirmer collectivement une puissance d'agir des « sans voix » seraient des éléments à l'origine des pratiques activistes pour acquérir une sorte d'*empowerment* citoyen (Proulx, 2012). Ainsi, les citoyens ordinaires se sont organisés pour créer des pages et des groupes sur des réseaux sociaux numériques comme Facebook et Twitter, des forums et des blogues comme le *Blog del Narco*, *Mundo Narco* et *Puro Narco*. Ces derniers par exemple, diffusent toutes sortes d'informations, même ce qui fait le quotidien des groupes mexicains du crime organisé : enlèvements, meurtres par décapitation et toute sorte de tortures. Il y a des informations, des images et surtout des vidéos qui pourraient difficilement être diffusées par les médias. La plupart des contenus postés sur le réseau sont d'une violence et d'une cruauté insupportables. Difficiles à regarder, ce sont des photos et des vidéos qui témoignent malheureusement d'une certaine réalité.

En dehors des citoyens ordinaires qui échangent sur Internet, il y a les développeurs de logiciels qui adhèrent à cette culture de la contribution en concevant des applications pour téléphones intelligents qui s'avèrent plus que jamais utiles, voire parfois vitales, lorsque la violence se déchaîne (Chaouch, 2013) :

- L'application « Ma2too3a » (ou Happin) en est un bon exemple. Depuis que Mohammad Taha l'a lancée au Liban en août 2012, elle a été téléchargée plus de 100 000 fois et permet d'échanger des informations en temps réel et de géolocaliser toutes sortes d'incidents ou d'obstacles (manifestations, barrages routiers, embouteillages, coups de feu, explosions...).
- Une loi interdisant tout rassemblement sans l'aval des autorités a été promulguée le 24 novembre 2013 et manifester est devenu une activité à risque en Égypte. Cette loi remet ainsi au goût du jour une application lancée lors des événements de 2011 et créée par le développeur égyptien Badr Moharam: « Byt2ebed 3alia » (qui signifie « Je suis en train d'être arrêté »). Celle-ci, mise à jour récemment, permet aux manifestants (et à n'importe qui d'autre, d'ailleurs) d'alerter en un clic leurs proches ou leurs avocats en cas d'arrestation.

L'Internet peut être mis au service d'une conception plus participative des citoyens à l'espace public, mais ceci ne signifie pas que l'Internet permette à tous les internautes de devenir producteurs d'informations (George, 2001). Il y a des recherches qui ont été menées sur la contribution des technologies de l'information et de la communication à la démocratie dans le contexte du mouvement altermondialiste et la création des médias alternatifs (George, 2008). Plus récemment les recherches ont abordé la problématique communicationnelle autour des contestations populaires du « printemps arabe ». Les médias alternatifs peuvent être considérés comme une source d'informations basée sur une coopération entre

journalistes professionnels et amateurs (Coleman, 2005). Ces espaces se sont multipliés par la suite sous la forme d'espaces de publication ouverte reposant sur la coopération d'utilisateurs de par le monde. Les internautes ont-ils véritablement le pouvoir de changer les structures politiques et sociales existantes par leur participation sur Internet ? Il ne faut pas oublier que cette réflexion doit se situer dans le contexte sociohistorique actuel caractérisé par la domination de la logique de mise en valeur du capital et par la perte d'autonomie de la sphère politique (Latouche, 1997).

Il ne faut pas non plus laisser de côté l'existence d'une fracture numérique qui pourrait accroître les inégalités déjà existantes dans la société et contredire les espoirs d'égalité d'accès à la parole sur Internet. Par exemple, en 2013 au Mexique uniquement 35,8% de foyers possédaient un ordinateur, surtout dans le nord du pays et les centres urbains. Dans le sud-ouest du pays (Chiapas, Guerrero, Oaxaca), 1 foyer sur 10 avait accès à un ordinateur. Même si les chiffres officiels indiquent qu'il y a 46 millions d'utilisateurs au pays, seulement 30,7% ont Internet à la maison. Le reste se connecte au travail ou dans un cybercafé. Toutefois, le pourcentage d'utilisateurs d'Internet augmente à 62,6% pour les jeunes âgés de 12 à 34 ans, en augmentation de 12,5% par rapport à 2012 (Posada, 2013).

D'une part, il y a « les connectés », ceux qui utilisent les potentialités des TIC « pour leur accomplissement personnel ou professionnel » et d'un autre côté « les non connectés », ou bien ceux qui ne sont pas en état de les exploiter, « faute de pouvoir y accéder par manque d'équipements ou d'un déficit de compétences » (Kiyindou, 2009 : 89). Cette fracture numérique se réfère aussi à l'inégalité entre ceux qui disposent de l'accès haute vitesse et ceux qui doivent se contenter d'un accès réduit, et aussi ceux qui peuvent payer pour une connexion permanente et ceux qui doivent se contenter de payer à la durée. Cet écart peut accroître les inégalités déjà existantes dans une société comme la mexicaine. Les déséquilibres peuvent encore s'accroître

en ce qui touche les capacités de production et de diffusion notamment (Modoux, 2002).

Le Mexique vit un paradoxe : d'un côté, il appartient à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui réunit les pays les plus développés de la planète, et en même temps, 50% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le phénomène de fracture numérique est une difficulté tangible au Mexique. Malheureusement, il n'y a pas encore une réelle démocratisation des technologies de l'information et de la communication au pays.

2.5. Surveillance, dataveillance et sousveillance

Veiller signifie être en état en éveil, être vigilant, garder les yeux ouverts, ne pas être endormi. Surveiller c'est « veiller sur ». La surveillance est l'action ou le fait de surveiller une personne dont on a la responsabilité ou à laquelle on s'intéresse. Certaines formes de surveillance ont toujours existé : on s'observe pour prendre soin les uns des autres, pour se donner une caution morale et découvrir secrètement des informations (Ball et Murakami, 2006). Il est possible d'identifier deux types de surveillance (Clarke, 1997-2014) :

- La surveillance d'une personne identifiée. En général, il y a une raison spécifique préalable pour justifier la surveillance. Elle peut aussi, toutefois, être appliquée comme un moyen de dissuasion ou de répression pour contrôler les actions de la personne.
- La surveillance de masse. En général, la raison de la surveillance est d'identifier les individus qui appartiennent à une catégorie d'intérêt particulier. Elle peut aussi, cependant, être utilisée à des fins dissuasives.

La surveillance peut aussi être définie comme l'activité policière consistant à surveiller, suivre et observer des personnes suspectes ou des milieux à risques, pour prévenir des actions délictueuses ou criminelles, pour garantir la sécurité publique¹³. Elle peut être secrète ou évidente et on peut dire qu'elle a toujours été présente dans l'histoire humaine, tout comme la violence.

Nous vivons au sein d'une société de la surveillance qui peut être définie comme une société dont l'organisation et la structure reposent sur l'utilisation de techniques de surveillance. Les données relatives à nos déplacements et activités personnels sont enregistrées par des technologies pour le compte des organisations et des gouvernements qui structurent notre société. Ces informations sont ensuite triées, passées au crible et classées, pour servir à la prise de décisions qui affectent nos vies (Ball et Murakami, 2006). Dans tous les pays riches du monde, le quotidien est envahi par la surveillance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 : nous sommes filmés plusieurs centaines de fois par jour par des caméras de télévision à circuit fermé en réseaux de surveillance et l'on nous demande notre carte de fidélité en passant à la caisse du supermarché. La surveillance est un concept à double tranchant, et il convient d'en reconnaître les bénéfices, les risques et les dangers. D'un point de vue positif, la collecte et le traitement des données personnelles sont désormais des activités essentielles à la vie contemporaine, car les citoyens peuvent espérer un plus grand respect de leurs droits, se sentant protégés par la loi et par des données précises avec une amélioration des mécanismes d'identification et de localisation, et la mise au point des techniques de maintien de l'ordre (Ball et Murakami, 2006).

Cependant, il existe un grand risque relié au pouvoir. Il peut corrompre ou tout du moins troubler la vision de ceux qui l'exercent, au nom de la défense de la liberté et

¹³ Tiré du Centre national des ressources textuelles et lexicales (CNRTL). Consulté le 10 octobre 2014.

des impératifs de sécurité nationale, les États démocratiques peuvent construire et imposer une définition de l'ennemi de plus en plus floue qui permet toutes sortes d'abus : l'ennemi est l'autre, le terroriste, le « sans papiers », etc.

De nombreux Américains musulmans se voient refuser le droit de voyager parce que leur nom est inscrit sur des listes d'interdiction aérienne, ou bien font l'objet d'un profilage racial, une pratique condamnée dans d'autres contextes pour son injustice manifeste. (Ball et Murakami, 2006 : 2).

Alors, l'intrusion consentie dans la vie quotidienne est permise entraînant une perte de liberté chez les individus à laquelle il semblerait que nous n'opposons plus de résistance. De plus, l'ensemble des processus et pratiques de la surveillance contemporaine témoignent d'un monde dont nous savons qu'il ne nous fait pas vraiment confiance. La surveillance engendre la suspicion. De telle sorte il y aurait un contrôle de plus en plus grandissant sur nos vies (Mattelart, 2008), car le fait d'augmenter la sécurité nationale ne signifie pas augmenter la sécurité humaine qui permet aux individus d'exercer leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Il est indéniable que l'interconnexion des technologies de l'information et de la communication contribue à modifier la nature de la surveillance et les mécanismes de contrôle social et de géo-localisation (Mondoux, 2011). Le fonctionnement propre à Internet laisse des traces qui peuvent conduire les surveillants jusqu'aux surveillés. Le réseau Internet est souvent perçu comme synonyme de liberté puisque la production et diffusion d'information ne requiert qu'un faible investissement. Mais il s'agit aussi d'un outil de diffusion pouvant servir autant à l'accès à l'information et à la connaissance que d'un outil de surveillance (Richet, 2011). Les services de renseignements ont accès à la façon dont nous nous servons du téléphone, du courrier électronique et d'Internet et peuvent effectuer des recherches à partir de mots et de

phrases clés. La surveillance des activités ou des communications d'individus et des groupes de manière automatisée à l'aide de TIC est appelée la « dataveillance ». Son coût est bien inférieur à celui de la surveillance électronique directe ou spécifique, et par conséquent, la dataveillance confère des avantages qui peuvent parfois inciter à un élargissement du système même si les données ainsi récoltées ne sont pas strictement requises pour les raisons prévues à l'origine (Clarke, 1997).

Tandis que la dataveillance est la surveillance des activités, sous forme des données informatisées, des individus ou des groupes, la sousveillance est l'acte volontaire de faire connaître des activités personnelles. Par exemple, lorsqu'une personne indique où elle se trouve grâce au système de géolocalisation des applications sociales comme Foursquare. La sousveillance est un terme proposé pour décrire l'enregistrement d'une activité du point de vue du participant, souvent réalisée par un appareil enregistreur portable (Mann, 2003). Le concept de sousveillance découle du français « sous » et peut être compris comme une « vue d'en bas » et pas comme un « vue de dessus » comme la surveillance.

La sousveillance se distingue des modes de surveillance ou de contrôle des périodes précédentes par le fait qu'elle présente les capacités d'adhérer en permanence à son objet ; que celui-ci n'est pas poursuivi, mais dessine lui-même la traçabilité de ses actes, c'est-à-dire que le sujet surveillé émet les signaux numériques permettant sa surveillance, faisant de chaque personne un terminal humain. La sousveillance tend vers l'anticipation des actes délictueux à travers un ensemble de logiciels d'analyse de bases de données interconnectées et de programmes de reconnaissance de comportements plus ou moins étranges. « ... La précognition imaginée par Philip K. Dick dans *Minority Report* en voie de réalisation (...) qu'elle (la sousveillance) ne se propose pas comme cible a priori des « marginaux » et des « anormaux », mais bien plutôt du normal, de l'ordinaire, du quelconque; qu'elle vise à être l'accompagnateur

le plus infatigable du moindre de nos gestes ; que les positions de surveillant et de surveillé sont permutable » (Quessada, 2010 : 1).

De plus, la sousveillance est de plus en plus conduite par les personnes surveillées, comme les participants d'une manifestation, qui par la suite téléchargent les images ou les vidéos pour leur diffusion en continu sur Internet. La sousveillance soulève des inquiétudes liées à la surveillance extrême et la paranoïa, ainsi que la possibilité de subversion ou de résistance. Cette réalité panoptique où l'on est regardé ou écouté ne devrait pas être ignorée. C'est pourquoi l'acte de participer à des initiatives citoyennes sur les réseaux sociaux numériques pour énoncer des préoccupations personnelles par rapport à l'insécurité humaine en lien avec le crime organisé au Mexique devient de plus en plus dangereux. N'importe qui peut te lire, t'identifier, te suivre. Il suffit de rappeler les faits qui se sont passés à Nuevo Laredo, Tamaulipas, en septembre 2011. Le corps décapité d'une femme a été retrouvé alors que celle-ci sous le pseudonyme de « la Nena de Laredo » (la fille de Laredo) contribuait activement aux échanges et invitait les usagers à dénoncer les activités illégales du crime organisé dans la région. À côté du corps, l'avertissement suivant avait été affiché :

Le site Nuevo Laredo en Vivo et les médias sociaux, je suis la Nena de Laredo, et je suis ici à cause de mes signalements, et des vôtres. Pour ceux qui n'y croient pas, ceci m'est arrivé à cause de mes actions, pour avoir cru dans l'armée et la marine. Merci de votre attention, respectueusement votre, La Fille de Laredo. ZZZZ (Vargas, 2012).

Quelques jours plus tard, deux corps éviscérés et pendus ont été trouvés sur un pont, également à Nuevo Laredo. Les meurtres ont aussi été revendiqués. À côté des corps, il y avait un avertissement : « *Voilà ce qui arrive aux putains d'Internet. On vous a à l'œil. Z* ». On suppose que Z est la signature du cartel Los Zetas. Les deux jeunes auraient posté des dénonciations sur un forum en ligne (Hoffman, 2011). En avril

2013, l'administrateur d'une page Facebook nommée *Valor por Tamaulipas* (Courage pour Tamaulipas) active depuis janvier 2012 et consacrée à informer sur les activités suspectes du crime organisé qui pourraient mettre en danger la sécurité des citoyens dans le nord du pays, a fermé temporairement son compte à la suite de menaces de mort publiques émises par affichettes en janvier 2013. L'auteur des menaces a promis 600 000 pesos (50 000 dollars) à toute personne disposant des informations précises sur le responsable de la page. Le texte, portant un numéro de téléphone à appeler, étendait la menace à la famille de l'administrateur de la page.

La page comptait plus de 214 000 abonnés au moment de sa fermeture temporaire (Sin Embargo, 2013). Quelques semaines après, la page Facebook, qui a aussi un compte Twitter, a été réactivée. Malheureusement, en octobre 2014, une collaboratrice de *Valor por Tamaulipas* connue comme @Miut3 a été séquestrée et assassinée. Son compte Twitter a été utilisé pour envoyer des photos de son cadavre et des messages comme : « j'ai trouvé la mort pour rien », « ils sont plus près que l'on ne pense » et « il ne me reste qu'à vous dire de ne pas commettre la même erreur que moi, cela ne sert à rien » (Animal Político, 2014b).

Les administrateurs et les participants aux blogues, pages Facebook et forums doivent donc rester anonymes, car autrement ils mettaient leur vie en péril puisque le crime organisé est présent sur Internet. Depuis que la lutte contre le crime organisé a commencé en 2006, des professionnels hautement qualifiés ont disparu : des techniciens en télécommunications, des informaticiens, des ingénieurs... D'où l'importance d'adopter des pratiques accrues de sécurité informatique comme l'utilisation de logiciels tels que CCleaner afin d'effacer toute trace de navigation sur le Web, Ultrasurf pour « naviguer » de façon anonyme, Malwarebites pour se protéger contre les logiciens-espions et HideIPeasy pour cacher l'adresse IP réelle par une fausse.

Uniquement dans l'état de Coahuila, au nord du pays, l'organisation Forces unies pour nos disparus (FUNDEC) indique avoir connaissance d'un total de 256 personnes dont on a perdu la trace entre janvier 2007 et juillet 2012 (Martínez, 2012). Des journalistes et des défenseurs des droits de l'être humain affirment que ces personnes ont sûrement été contraintes de travailler pour les narcotrafiquants, sous la menace et dans la crainte de mourir ou de faire tuer leurs familles.

CHAPITRE 3

STRATÉGIE MÉTHODOLOGIQUE

Dans ce troisième chapitre, nous exposerons la démarche méthodologique utilisée pour recueillir et analyser les données. Afin de cerner les échanges en lien avec l'insécurité humaine sur le réseau social Facebook, nous avons jugé que l'ethnographie en ligne s'avérait pertinente. Nous exposerons les particularités de cette approche pour nous attarder ensuite aux méthodes qui ont été utilisées : l'observation non participante, l'analyse de contenu et l'analyse comparative. Nous aborderons également la présentation des résultats de même que les enjeux éthiques de notre recherche.

3.1. Ethnographie en ligne

Nous avons choisi d'effectuer une étude qualitative, entendue comme « une démarche discursive de reformulation, d'explicitation ou de théorisation d'un témoignage, d'une expérience ou d'un phénomène. Cette démarche participe à la découverte et à la construction de sens » (Paille, 2004 : 6). Les recherches qualitatives, et plus précisément les méthodes ethnographiques, tentent de saisir la compréhension d'un phénomène pris dans son contexte et se caractérisent par leur ouverture sur le monde et par leur capacité à décrire un phénomène dans toute sa complexité en utilisant différentes techniques de collecte de données (Bonneville, 2007).

Le mot ethnographie est composé du préfixe « ethno » (toute classe d'êtres d'origine ou de condition commune) et du suffixe « graphie », qui signifie littéralement « description des peuples ». Cette démarche découle de l'anthropologie et des études

sur les communautés indigènes (par exemple, les travaux de Malinovski). Pour Patton (2002), l'ethnographie est une méthode employée pour décrire et analyser des idées, des croyances, des valeurs, des normes et des connaissances au sein de groupes, de cultures et de communautés (Sampieri et *al.*, 2006). Selon Álvarez-Gayou (2003), l'objectif de la recherche ethnographique serait de décrire et d'analyser ce que les gens dans un lieu ou un contexte déterminé font habituellement ainsi que les significations qu'ils donnent aux comportements effectués dans des circonstances ordinaires ou particulières (Sampieri et *al.*, 2006). Les résultats de l'approche ethnographique sont basés sur ce qui émerge du terrain et non imposés *a priori* par le chercheur et ses hypothèses de recherche (Hine, 2001).

Traditionnellement, la recherche ethnographique requérait un déplacement physique de la part du chercheur, car elle impliquait des interactions en face-à-face. Le développement des interactions médiatisées, à distance et en ligne a remis en cause la nécessité du déplacement. L'approche ethnographique a donc dû être repensée (Hine, 2001). Dans ce nouveau contexte de recherche sur Internet, a émergé l'ethnographie en ligne ou virtuelle. Cette méthode d'enquête qualitative utilise le Net comme source de données et adapte les techniques de collecte de données propres à l'ethnographie traditionnelle (Bernard, 2004).

Pour tenter de comprendre la manière dont certaines communautés d'utilisateurs utilisent Facebook, l'un des réseaux sociaux numériques les plus répandus au Mexique, nous adoptons l'approche ethnographique en ligne fondée « sur l'étude descriptive et analytique des écrits numériques des internautes, qui demeurent invisibles dans le cours de leurs interactions » (Jouët et Le Caroff, 2013 : 147). Comme l'expliquent Breton et Proulx (2002 : 254), « il s'agit de se donner les moyens pour observer le plus finement possible l'action effective de la technique dans la société à travers une description précise des usages des objets techniques qu'en font les gens ».

De cette façon, nous allons essayer de fournir une réponse à notre question de recherche : comment des préoccupations personnelles en lien avec l'insécurité humaine publiées sur Facebook, l'un des réseaux sociaux numériques, peuvent-elles participer à la formation d'un espace public et se transformer en enjeux collectifs tout en favorisant le renforcement d'une société civile organisée au Mexique?

Notre approche méthodologique s'inscrit dans une perspective critique puisque nous aspirons pouvoir porter un regard analytique global par rapport à l'état et l'évolution de nos sociétés en mettant l'accent sur le rôle central du conflit et des « phénomènes de domination » dans nos sociétés (George, 2004). Cette approche critique suppose l'articulation entre les notes faites à partir des observations ethnographiques recueillies sur notre terrain en ligne, le contexte social et « l'ensemble de dimensions sociologiques (politique, idéologique, économique) susceptibles de faire parler le matériel dans un autre ordre de significations » (Proulx, 2001 : 59).

La plateforme Facebook peut être observée et analysée à la fois comme un lieu culturel et un artefact culturel (Hine, 2001). Selon Bernard (2004), les communautés sur Internet émergent lorsque suffisamment de personnes participent à des discussions publiques pendant assez longtemps pour former des réseaux de relations dans l'espace virtuel. Ces groupes fondés sur des relations familiales, des affinités électives et des émotions communes permettent à leurs membres de partager leur vécu sans contrainte d'espace ni de temps.

3.2. Méthodes utilisées

Afin de recueillir les données nécessaires à notre recherche nous avons mobilisé trois méthodes de recherche : l'observation non participante, l'analyse de contenu et l'analyse comparative de deux pages Facebook.

3.2.1. Observation non participante

Les êtres humains observent tout le temps dès qu'ils sont éveillés et conscients. Mais la plupart de ce que nous voyons, nous l'oublions. Bonneville (2007) indique que l'observation est une technique de collecte de données au cours de laquelle le chercheur observe lui-même des processus ou des comportements dans une situation et une période du temps limitée.

En recherche qualitative, l'observation ne consiste pas en une simple contemplation (s'asseoir, regarder le monde et prendre des notes), elle implique de plonger dans des situations sociales profondes et y réfléchir constamment (Sampieri, 2006). L'observation permet de saisir directement l'expérience des individus. D'ailleurs, on va observer les interactions, les mœurs, les coutumes, les rites, les non-dits, les normes, les rituels, le langage utilisé, les formes de reconnaissance et d'acceptation, les horaires, les règles énoncées et implicites, l'histoire du groupe, etc.

Dans notre recherche sur les usages des réseaux sociaux numériques, ici la plateforme Facebook, en situation d'insécurité humaine au Mexique, l'observation a été réalisée en ligne et hors ligne et elle « ne peut s'extraire de la prise en compte du dispositif étudié car ce dernier s'impose tant aux internautes qu'au chercheur lui-même » (Jouët et Le Caroff, 2013 : 149).

Il existe deux types d'observations dépendamment de la posture du chercheur et de son positionnement lors de son observation : l'observation participante et l'observation non participante.

L'observation participante est la méthode privilégiée en ethnographie, car le chercheur s'immerge sur le terrain pour des longues périodes jusqu'à devenir un participant actif pour « vivre » la culture analysée. Dans le cas de l'observation non participante, le chercheur joue un rôle « périphérique » en étant en contact avec les répondants, mais sans participer à leur activité (Bonneville, 2007).

Dans notre projet de recherche, nous avons adopté la position d'observateur en ligne non participant, car nous allons observer essentiellement des actes communicationnels asynchrones, et pas le comportement complet des sujets. D'ailleurs, notre collecte de données ne requiert pas de prise de contact avec des individus et nous ne voudrions pas influencer les échanges par notre présence.

Au début de notre recherche et dans le but de mieux comprendre notre terrain, nous avons réalisé des observations préliminaires non structurées des statuts, des photos et des vidéos partagés sur les deux pages Facebook étudiées. Ces contenus étaient ainsi vus comme du matériel ethnographique qui témoignait des différentes opinions et avis sur le problème de sécurité humaine des usagers observées. L'observation a constitué un outil primaire de recueil de données pour notre recherche.

Notre observation non participante et non structurée a commencé en septembre 2011 avec la découverte du corps d'une bloggeuse mexicaine qui invitait les gens à dénoncer les activités illégales et de corruption sur les réseaux sociaux numériques. Il faut préciser qu'au début, notre questionnement de recherche n'était pas encore tout à fait stabilisé, et nous observions le phénomène dans son ensemble. Par la suite, nous avons réalisé des observations plus ciblées et plus systématiques en nous concentrant

sur les usages du réseau social numérique Facebook. L'objectif consistait à acquérir une connaissance de notre terrain et une meilleure compréhension du phénomène communicationnel de mobilisation virtuelle en lien avec une notable diminution du sentiment de sécurité physique des personnes durant le conflit armé entre le crime organisé et l'État mexicain. Ces observations nous ont permis d'aboutir au questionnement de recherche présenté dans la problématique de ce mémoire. La période d'observation a grandement favorisé la préparation de l'analyse de contenu.

La période d'observation, participante ou non, ne possède pas de durée préétablie et c'est à l'ethnographe sur le terrain de déterminer lorsque l'immersion doit prendre fin. L'absence de limites du monde virtuel pose d'ailleurs la difficulté pour l'ethnographe de savoir quand s'arrêter. Mettre un terme à l'exploration ethnographique devient une décision pragmatique liée aux contraintes du chercheur (Hine, 2001).

3.2.2. Analyse de contenu

Une source précieuse de données qualitatives à propos d'un groupe social est constituée par les documents écrits et audiovisuels ainsi que les divers artefacts comme les objets d'art et de l'artisanat, les urnes funéraires, les constructions architecturales, entre autres. De telles données aident les chercheurs à connaître et à mieux comprendre l'environnement, les expériences et le fonctionnement quotidien du groupe culturel qui constitue son objet d'étude central (Sampieri, 2006).

Une étude ethnographique virtuelle reposant sur l'observation non participante peut pertinemment être combinée avec une analyse de contenu des textes produits et devrait notamment privilégier l'étude des interactions (Hine, 2001).

L'analyse de contenu est « un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des messages, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence des connaissances relatives aux conditions de production/réception de ces messages » (Bardin, 1977 : 43). Cette méthode suppose que le contenu, le sens du message est clos et parfois caché dans une sorte de contenant (le texte écrit, l'enregistrement, etc.). Elle va au-delà des significations premières et spontanées afin de faire émerger le vrai sens (Piñuel, 2002).

Le réseau social numérique Facebook sera observé et analysé à la fois comme un lieu et un artefact culturel. Notre analyse de contenu s'organise donc autour de trois phases chronologiques : la pré-analyse, l'exploitation du matériel ainsi que le traitement des résultats et l'interprétation. Wanlin (2007) décrit ces trois phases comme suit :

1. La pré-analyse c'est la phase préliminaire d'intuition et d'organisation pour opérationnaliser et systématiser les idées de départ afin d'aboutir à un plan d'analyse. Les étapes clés sont : choisir des documents, faire une lecture flottante pour délimiter le champ d'investigation et construire l'objet de la recherche, formuler des hypothèses, repérer des indices contenus dans le corpus en fonction des hypothèses (si celles-ci sont déterminées), et finalement découper le corpus en unités comparables et les regrouper par thèmes.

2. La phase d'exploitation du matériel consiste à procéder aux opérations de codage, décompte ou énumération en fonction des consignes préalablement formulées. Il est nécessaire de préparer une grille de catégories pour rassembler des éléments ayant des caractères communs sous un titre générique.

3. La troisième et dernière phase est celle du traitement, de l'interprétation des données brutes afin de les rendre significatives et valides.

À des fins pratiques, nous avons accordé à la phase de collecte des données une durée d'un mois, du 12 juin au 12 juillet 2014, afin de recueillir suffisamment d'informations sur les échanges portant sur l'insécurité humaine prenant place sur deux pages Facebook à l'étude : *Valor por Tamaulipas* et *Valor por Michoacán SDR* (Courage pour Tamaulipas et Courage pour Michoacán SDR, respectivement).

A priori, nous avons cherché à analyser le contenu des messages pour faire émerger la thématique des échanges (l'insécurité, le narcotrafic, la censure, les droits humains, la corruption, le crime organisé...), les modalités de contribution (les questions, les réponses, les commentaires, les témoignages, les dénonciations), les messages sans réponse, les normes régissant les échanges (les sanctions, les excuses, les rappels à l'ordre), les modes de reconnaissance accordée aux interventions (combien de mentions « j'aime ») (Marcoff, 2004, Beaudoin et Velkovska, 1999, Akrich et Meadel, 2009, Goffman, 1974, Thoër, 2011).

Aux fins d'observation, d'analyse et de codage des usages du dispositif technique relationnel Facebook, nous avons composé une première grille d'analyse (Tableau 1) pour définir des indicateurs thématiques « qui attestent de l'imbrication étroite de la technique et du social » (Jouët et Le Caroff, 2013 : 149) sur l'insécurité humaine, les modes d'expression et les types de contenu, entre autres. Voici notre première grille :

Sous-questions de recherche	Indicateurs retenus
Comment cette page Facebook est-elle utilisée?	Nombre d'interventions portant sur l'insécurité. Importance accordée à leur intervention (modes de reconnaissance : nombre de mentions « j'aime », nombre de commentaires, nombre de contenus partagés, etc.
Sous quels modes d'expression les usagers abordent-ils le problème de l'insécurité humaine sur Facebook?	Modes d'expression : poser une question, répondre à une question, commenter une information, partager un lien vers un article, partager un lien vers un vidéo, partager une photo, émettre un témoignage, faire un commentaire, demander un conseil, dénoncer une activité suspecte, faire une critique, encourager la participation, faire ou demander une prière, faire un rappel à l'ordre, donner un ordre, etc.
Quelles sont les thématiques sur l'insécurité humaine sur Facebook?	<ul style="list-style-type: none"> -Thématiques d'insécurité humaine abordées : vol de biens matériels, planification de déplacements en sécurité, personnes disparues, personnes séquestrées, personnes blessées, activités suspectes, fusillades, meurtres, etc. -Thématiques d'insécurité humaine en lien avec la santé mentale : stress/anxiété, dépression, peur, haine, etc. -Thématique d'insécurité humaine en lien avec la santé physique : point de vente de drogues, abus d'alcool, etc. -Thématique d'insécurité humaine en lien avec la société : corruption, perte de confiance dans les institutions (police, gouvernement, église), arrestation des criminels, dénonciation des criminels, respect des droits humains, etc. -Thématique d'insécurité humaine en lien avec l'économie : manque de ressources financières, fermeture de commerces, rançon, fraude, chômage, etc.
Quel est la nature du savoir partagé?	Nature des savoirs partagés : scientifique, populaire, expérientiel, etc.
Sur quels tons les usagers abordent-ils l'insécurité humaine sur Facebook?	Tons : humoristique, sérieux, provocateur, amical, dramatique, touchant ou sensible, critique, etc.

Tableau 1 Première grille d'analyse de contenu des messages publiés sur les pages *Valor por Tamaulipas* et *Valor por Michoacán SDR*

Cependant, une fois terminée notre collecte des données, nous nous sommes rendue à l'évidence que l'analyse de contenu de tous les messages (posts et commentaires aux posts) de deux pages Facebook serait colossale : plus de 30 000 messages à analyser pour un chercheur-étudiant dans le cadre d'une recherche niveau maîtrise. Nous avons décidé de nous concentrer uniquement sur l'analyse des posts ayant 100 et plus mentions « j'aime ». Lorsque nous avons commencé à coder le contenu des posts, nous avons éliminé des sous-questions de recherche et des indicateurs présents dans notre première grille d'analyse selon l'arbre thématique qui commençait à se dessiner au fur et à la mesure de l'avancement de notre analyse (Tableau 2).

Sous-questions de recherche	Indicateurs retenus
Comment cette page Facebook est-elle utilisée?	Nombre d'interventions portant sur l'insécurité. Importance accordée à leur intervention (modes de reconnaissance : nombre de mentions « j'aime », nombre de commentaires, nombre de contenus partagés, etc.)
Quelles sont les thématiques sur l'insécurité humaine sur Facebook?	<ul style="list-style-type: none"> -Thématiques d'insécurité humaine abordées : vol de biens matériels, planification de déplacements en sécurité, personnes disparues, personnes séquestrées, personnes blessées, activités suspectes, fusillades, meurtres, etc. -Thématiques d'insécurité humaine en lien avec la santé mentale : stress/anxiété, dépression, peur, haine, etc. -Thématique d'insécurité humaine en lien avec la santé physique : point de vente de drogues, abus de l'alcool, etc. -Thématique d'insécurité humaine en lien avec la société : corruption, perte de confiance dans les institutions (police, gouvernement, église), arrestation des criminels, dénonciation des criminels, respect des droits humains, etc. -Thématique d'insécurité humaine en lien avec l'économie : manque de ressources financières, fermeture de commerces, rançon, fraude, chômage, etc.

Tableau 2 Grille d'analyse de contenu révisée pour l'étude des messages publiés sur les pages Facebook analysées

3.2.3. Analyse comparative

Comparer, c'est rapprocher pour mettre en évidence des rapports de ressemblance ou de différence¹⁴. L'analyse comparative consiste à rechercher les différences et les ressemblances existant entre les situations qui font l'objet de la comparaison, en interprétant la signification de ces ressemblances et de ces différences et en essayant de découvrir à travers elles des régularités. Pour avoir recours à une analyse comparative valide, il faut que les situations ou phénomènes choisis présentent un certain degré d'analogie ou des ressemblances. (Loubet del Bayle, 2000). Cependant, ces phénomènes ne doivent pas être totalement identiques, faute de quoi la comparaison n'aurait plus aucun intérêt.

Pour estimer la validité d'une comparaison et le degré d'analogie des phénomènes comparés, on doit prendre en considération deux points de vue : l'analogie de structure et l'analogie de contexte (Loubet del Bayle, 2000).

Par la notion d'analogie de structure, on entend que les phénomènes comparés doivent avoir une physionomie générale assez proche. De plus, le degré de complexité des faits comparés ne doit pas être trop éloigné. Par ailleurs, l'analogie de contexte part du fait que les phénomènes sociaux n'existent pas de manière isolée. Ainsi, pour comprendre un fait social, il est important de ne pas négliger le contexte dans lequel il se situe. Ce contexte doit être envisagé d'un point de vue dimensionnel ou culturel (Loubet del Bayle, 2000) :

- Dans une perspective dimensionnelle on ne peut comparer valablement que des phénomènes appartenant à des ensembles sociaux de dimension

¹⁴ Tiré du Centre national de ressources textuelles et lexicales
<<http://www.cnrtl.fr/definition/comparer>> (Consulté le 7 décembre 2014)

semblable. Il faut préciser le critère à partir duquel le contexte sera apprécié (étendue du territoire, population, etc.).

- D'autre part, pour qu'une comparaison du contexte culturel ne soit pas trop artificielle il vaut mieux que les faits comparés appartiennent au même environnement culturel. En d'autres termes, les phénomènes à comparer doivent partager l'ensemble des valeurs, des croyances, des traditions, des mœurs, des institutions, etc., du groupe culturel dans lesquels ils s'y insèrent. « Ceci conduit, par exemple, à considérer d'un œil critique des travaux comme ceux de l'ethnologue américain M. Murdock, comparant la technique de l'équilibre des pouvoirs dans des tribus du sud-marocain et la séparation des pouvoirs dans les États modernes ! » (Loubet del Bayle, 2000 : 301).

Les comparaisons des phénomènes proches sont dans la pratique les plus employées par les chercheurs. Nous considérons que les deux pages Facebook que nous souhaitons comparer présentent un assez fort degré d'analogie, tant par leur structure que par le contexte dans lequel elles se situent :

1. Les pages ont été développées dans la même plateforme (Facebook) et partagent donc les mêmes fonctionnalités, avantages et inconvénients de l'interface.
2. *À priori*, ces deux pages ont été créées pour diffuser et échanger des informations concernant des situations de risque, conséquence des activités du crime organisé et qui mettent en péril la sécurité humaine des habitants de deux États au Mexique : Tamaulipas et Michoacán.
3. Depuis que ces pages ont été créées en 2009, elles ont atteint un nombre important de fans sur Facebook. Lorsque nous avons commencé, les observations non

structurées ni participantes (novembre 2013), la page *Valor por Tamaulipas* comptait 292 632 mentions « j'aime », et la page *Valor por Michoacán SDR* en avait 39 953. Un an plus tard, les deux pages comptaient respectivement 516 804 et 177 244 « j'aime ». Cela représente une croissance de 43,34% des fans pour *Valor por Tamaulipas* et de 77,45% pour *Valor pour Michoacán SDR*.

4. Le Système national de sécurité publique (SESNSP) du Mexique a indiqué qu'en 2013 et 2014 les États où la violence quotidienne (homicides, enlèvements, fusillades, extorsions, etc.) est la plus présente étaient : l'État de Mexico (banlieue de la ville de Mexico), Guerrero Michoacán et Tamaulipas (Roldán, 2014, CIDAC 2013).

5. Les élites politique, économique et sociale sont profondément pénétrées par les cartels : los Zetas et le Cartel du Golfe dans le cas de Tamaulipas, les Chevaliers templiers dans le cas de Michoacán (Vázquez Valdez, 2014):

6. Les États de Tamaulipas et de Michoacán présentent des déplacements migratoires des populations qui peuvent se comparer par opposition : l'État de Tamaulipas se classe au quatrième rang national par le nombre de personnes qui arrivent pour y résider. En revanche, l'État de Michoacán occupe la première place avec le plus grand nombre d'émigrants à destination des États-Unis.¹⁵

Un dernier aspect à considérer dans notre démarche méthodologique est l'importance du retour sur le contexte politique et social. Au début de notre recherche, nous n'avions pas considéré la possibilité de comptabiliser le nombre quotidien des publications sur les deux pages Facebook et leurs relations avec l'actualité, c'est-à-dire, soit l'impact des notes journalistiques dans l'augmentation ou la diminution du

¹⁵ Tiré du Institut National de Géographie et Statistique (INEGI)
<http://cuentame.inegi.org.mx/poblacion/migracion.aspx?tema=P> (Consulté le 26 mars 2016)

nombre de messages publiés sur les deux pages Facebook, soit l'influence de ces pages Facebook sur les nouvelles publiées notamment dans les journaux locaux *El Mañana de Laredo* et *Primera Hora*.

3.3. Présentation des résultats

La collecte de données s'est déroulée durant un mois et par la suite nous avons effectué le codage du corpus à l'aide du logiciel QSR NVIVO 10. Nous présentons quelques données quantitatives à l'aide de tableaux et de figures pour faciliter la visualisation du corpus global. En deuxième lieu, l'analyse s'est portée au niveau qualitatif avec des données constituées des notes d'observation, des codes et des thèmes généraux issus de l'analyse de contenu de notre matériel et des liens établis entre les différentes données de notre corpus.

Nous avons travaillé à partir d'une archive constituée en enregistrant l'ensemble des contenus sélectionnés selon un ordre chronologique. L'archive est composée des tableaux avec des textes, des photos, des vidéos et des hyperliens web.

3.4. Considérations éthiques

Notre collecte de données ne requiert pas de prise de contact avec des individus. Les contenus analysés sur les deux pages Facebook sont accessibles au public. Les considérations éthiques, dans le cadre de notre recherche, concernent donc, surtout, une éthique personnelle. Néanmoins, nous avons suivi et complété le 30 novembre 2014 le cours « L'énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains : Formation en éthique de la recherche (EPTC 2 : FER) ».

L'utilisation des données collectées ici l'est strictement à des fins de compréhension d'un phénomène et dans un objectif de recherche scientifique.

Nous modifions les extraits des échanges retenus pour citation en espagnol et présentons une traduction française. Nous corrigeons l'orthographe et le style sans trop altérer le discours pour qu'on ne puisse pas retrouver l'auteur à l'aide des moteurs de recherche (Pastinelli, 2011). Seul le chercheur aura accès aux données informatiques recueillies qui seront détruites après la fin de la recherche. De la même manière, il ne nous semble pas éthique d'utiliser les informations et données collectées contre les individus qui les ont publiées ou encore en les détournant à mauvais escient.

Compte tenu que nos objets études sont des pages Facebook publiques, et que n'avons pas eu de contact direct avec des participants pour la réalisation de notre recherche, il n'a pas été nécessaire de requérir l'approbation éthique du Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPÉ 2) des facultés de communication, science politique et droit et arts de l'UQÀM.

CHAPITRE 4

RÉSULTATS

Dans ce chapitre nous présentons les résultats de notre recherche ethnographique virtuelle en trois parties : l'analyse comparative des données quantifiables sur la participation, l'analyse comparative des données qualitatives qui s'est centré sur les thématiques abordées dans les publications et leur relation avec l'actualité.

En 2015, durant la préparation de nos résultats, la page *Valor por Michoacán SDR* a été fermée définitivement. Heureusement, nous avons réussi à collecter les données nécessaires pour notre analyse avant sa disparition. Une nouvelle page homonyme a été créée ensuite. Pour sa part, *Valor por Tamaulipas* avait aussi été désactivée en 2013, mais temporairement. Une annonce sur le web offrait 600 000 pesos (47 000 dollars canadiens) à toute personne qui pourrait fournir des informations sur l'identité de l'administrateur de cette page Facebook et sa famille. Au moment de sa fermeture temporaire, la page comptait plus de 214 000 abonnés (Sin Embargo, 2013).

4.1. Analyse comparative des données quantifiables sur la participation

Nous avons intégré des données quantifiables pour mieux identifier les tendances générales de l'ensemble analysé. Les chiffres nous permettent de mieux saisir des régularités qui suscitent davantage l'intérêt des individus, « de classer des individus ou des situations, de hiérarchiser les facteurs concourants à la production d'un fait social » (Martin, 2012 : 1).

Nous avons collecté un total de 33 084 messages publiés dans les pages Facebook *Valor por Tamaulipas* et *Valor por Michoacán SDR*, dont 2 825 posts et 30 259 commentaires aux posts. Comme nous l'avons déjà indiqué, les données analysées se trouvent à l'intérieur de la période du 12 juin au 12 juillet 2014. Le téléchargement a été effectué le 14 juillet 2014 en utilisant l'outil NCapture du logiciel NVivo 10.

	<i>Valor por Tamaulipas</i>	<i>Valor por Michoacán SDR</i>	
Posts	824	2 001	2 825
Commentaires aux posts	8 120	22 139	30 259
Total	8 944	24 140	33 084

Tableau 3 Détails du nombre de publications par page

Nous observons que l'activité sur *Valor por Michoacán SDR* a été trois fois plus élevée que sur la page *Valor por Tamaulipas*. Cela pourrait s'expliquer *à priori* en raison de la hausse des tensions politiques et sociales suite à l'arrestation fin juin 2014 de José Manuel Mireles Valverde, considéré comme un chef de file et la figure la plus visible des groupes civils d'autodéfense de Michoacán constitués en 2013. Nous aborderons plus en détail la situation d'insécurité dans les États de Tamaulipas et de Michoacán lors de la présentation des résultats de l'analyse comparative des données qualitatives.

Pour mieux connaître notre terrain en ligne et pour observer les différentes formes d'engagement utilisées par les participants, nous avons comptabilisé dans un premier temps les outils qui permettent plusieurs degrés d'implication : l'auto-publication (écriture d'un post), la réaction par voie de commentaire à une contribution et la manifestation rapide d'une approbation par simple clic sur le bouton « j'aime ».

4.1.1. Les contributions sous forme des posts

Un des sens du terme anglais « post » sert à désigner un message « posté » (émis, envoyé) sur un forum de discussion ou sur toute plateforme sociale numérique d'échange telle que Twitter et Facebook.¹⁶ La publication d'un post sur Facebook permet de partager un commentaire, une image, une vidéo, un hyperlien, une localisation géographique...

Pour réaliser l'étude quantitative des 2 825 posts comptabilisés (824 dans *Valor por Tamaulipas* et 2 001 dans *Valor por Michoacán SDR*) nous avons pensé à la possibilité d'inclure des données concernant le genre indiqué lors de l'ouverture d'un profil d'utilisateur Facebook. Cependant, les usagers du réseau social numérique ont la possibilité de fabriquer leurs identités numériques « sur mesure », conformément ou non à leurs identités sociales. Cette éventualité pouvait fausser nos résultats. C'est pour cela que nous n'avons pas de données par rapport à l'anonymat dans la rédaction des posts et de commentaires sur les deux pages Facebook analysées.

Dans l'analyse de notre terrain en ligne, nous avons commencé notre analyse avec le décompte du nombre de mentions « j'aime » sur les posts. Pour Facebook, cliquer sur l'icône « j'aime » sous une publication permet « de faire savoir que vous appréciez cette publication, sans avoir à laisser de commentaire. »¹⁷ L'objectif de comptabiliser le nombre de mentions « j'aime » est d'obtenir des données mesurables sur la portée et l'intérêt des internautes envers les publications de deux pages Facebook analysées à l'intérieur d'une période déterminée.

¹⁶ Tiré du Larousse en ligne <www.larousse.fr/dictionnaires/francais/poster/62904?q=poster#62198> (Consulté le 28 juin 2015).

¹⁷ Tiré de la section Aide de Facebook. <<https://fr-ca.facebook.com/help/110920455663362>> (Consulté le 29 juin 2015).

Bien que la fonction « j'aime » tente d'illustrer le désir de donner une orientation favorable des échanges qui ont lieu sur Facebook, des groupes créés par les usagers ironisent sur l'absence d'un bouton « je n'aime pas ». Depuis février 2016, Facebook propose cinq nouveaux boutons de réaction pour accompagner le traditionnel « j'aime » afin de permettre à ses utilisateurs de réagir autrement à une publication. Ainsi, les utilisateurs pourront utiliser des émoticônes exprimant le rire, la joie, l'étonnement, la tristesse ou la colère. Selon Mark Zuckerberg, fondateur et PDG du Facebook, les utilisateurs réclament pouvoir réagir autrement qu'en « aimant » des publications, notamment lorsqu'il s'agit de l'annonce de la mort d'un proche ou d'une actualité dramatique. En revanche, le bouton « je n'aime pas » n'a pas été proposé.¹⁸

Ces nouvelles options de réactions n'existaient pas sur Facebook durant la période d'observation et de collecte des données sur notre terrain en ligne. Bien que nous sommes conscients que cliquer sur le bouton « j'aime » est une expression limitée du point de vue de l'espace public en tant qu'espace discursif, il nous semble adéquat de la considérer comme fil conducteur pour faire l'analyse de notre terrain en ligne.

Ainsi, les figures suivantes présentent le numéro de posts ayant obtenu 0, 1 à 99, 100 à 499, 500 à 999 et 1 000 et plus mentions « j'aime » :

¹⁸ Reuters (2015), « Facebook va tester six réactions en plus du bouton j'aime », ICI Radio-Canada. En ligne depuis le 8 octobre 2015. <<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/economie/2015/10/08/005-facebook-bouton-jaime-test-reactions.shtml>> (Consulté le 6 novembre 2015).

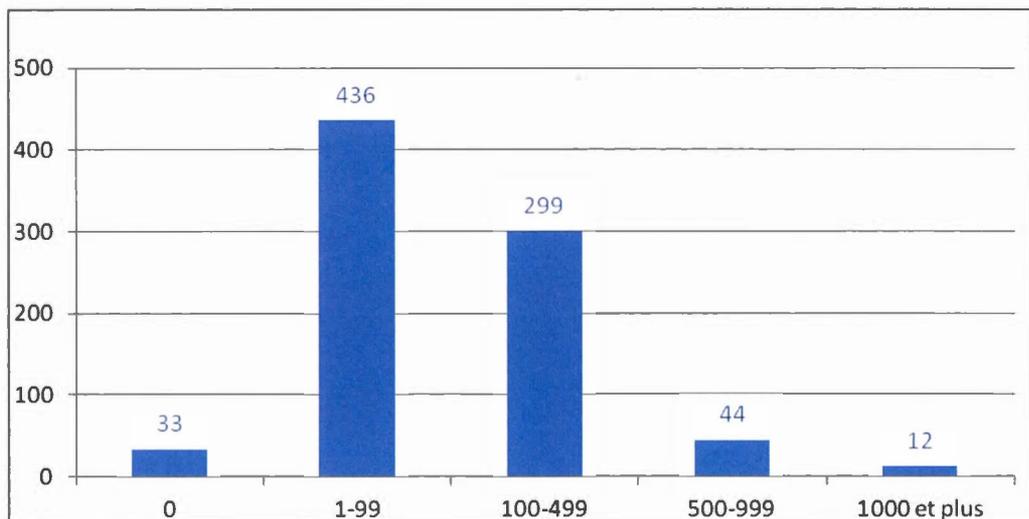


Figure 2 Nombre de « j'aime » sur les posts de *Valor por Tamaulipas*

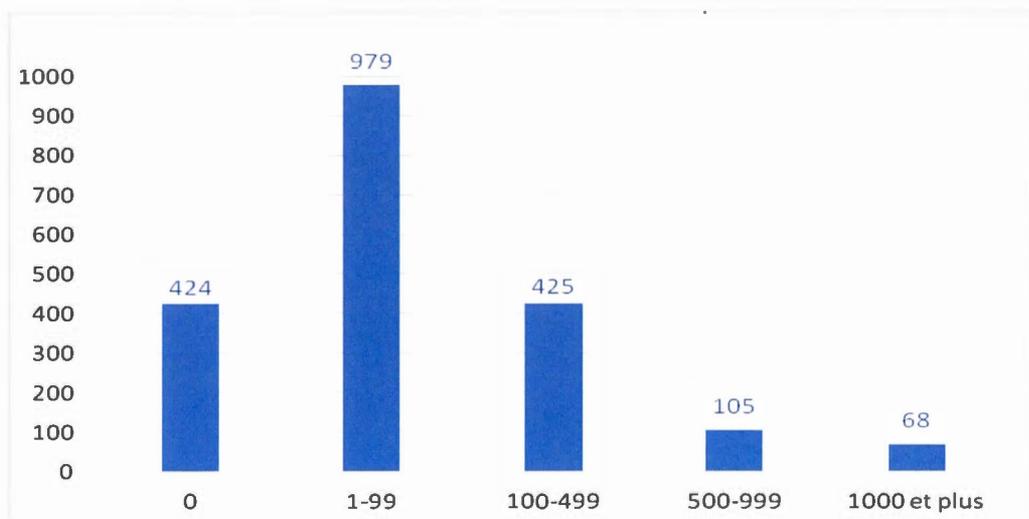


Figure 3 Nombre de « j'aime » sur les posts de *Valor por Michoacán SDR*

Les tableaux suivants présentent des détails sur le numéro de posts par catégorie de participant selon le nombre de mentions « j'aime » :

<i>Nombre de « j'aime »</i>	<i>Usagers</i>	<i>Administrateur</i>	
0	33		33
1-99	436		436
100-499		299	299
500 - 999		44	44
1 000 et plus		12	12
Total de posts	469	355	824

Tableau 4 Auteurs des posts par nombre de « j'aime » sur *Valor por Tamaulipas*

<i>Nombre de « j'aime » des posts</i>	<i>Usagers</i>	<i>Administrateur</i>	
0	424		424
1-99	979		979
100-499		425	425
500 - 999		105	105
1 000 et plus		68	68
Total de posts	1 403	598	2 001

Tableau 5 Auteurs des posts par nombre de « j'aime » sur *Valor por Michoacán SDR*

À l'occurrence, tous les posts avec 100 et plus mentions « j'aime » ont été écrits par les usagers qui se sont identifiés comme les administrateurs des pages. De plus, ce

sont les posts le plus populaires. Ceci pourrait positionner les administrateurs comme autant de leaders d'opinion auprès des internautes qui suivent les pages Facebook.

<i>Nombre de « j'aime »</i>	<i>Valor por</i>		
	<i>Tamaulipas</i>	<i>Michoacán SDR</i>	
1 000 – 1 999	8	50	58
2 000 – 2 999	2	17	19
3 000 – 3 999	1	1	2
4 000 – 4 999	1		1
Total de posts	12	68	80

Tableau 6 Posts publiés par les administrateurs avec 1 000 et plus mentions « j'aime »

4.1.2. Les commentaires à une contribution

Nous avons comptabilisé un total de 30 259 commentaires :

- 8 120 dans *Valor por Tamaulipas*
- 22 139 dans *Valor por Michoacán SDR*.

Nous avons préparé les tableaux suivants pour donner plus d'informations à propos du nombre de réactions par voie de commentaires aux posts. La classification est faite en fonction du nombre de mentions « j'aime » des posts :

Mentions « j'aime » des posts	<i>Usagers</i>	<i>Administrateur</i>	
0	2		2
1 – 99	538	14	552
100 – 499	3 541	8	3 549
500 – 999	2 134	7	2 141
1 000 et plus	1 875	1	1 876
Total de commentaires	8 090	30	8 120

Tableau 7 Nombre de commentaires par auteur selon le nombre des mentions « j'aime » des posts dans *Valor por Tamaulipas*

Mentions « j'aime » des posts	<i>Usagers</i>	<i>Administrateur</i>	
0	77	2	79
1 – 99	1 260	33	1 293
100 – 499	8 307	17	8 324
500 – 999	5 118	3	5 121
1 000 et plus	7 321	1	7 322
Total de commentaires	22 083	56	22 139

Tableau 8 Nombre de commentaires par auteur selon le nombre des mentions « j'aime » des posts dans *Valor por Michoacán SDR*

Les résultats indiquent que les administrateurs des pages écrivent très peu de commentaires à une contribution, soit moins de 1% du total comptabilisé.

4.2. Analyse comparative des données qualitatives

Dans la section précédente, nous avons exposé quelques données quantifiables sur les contributions sous forme des posts et les commentaires aux posts. Dans cette section, nous présentons les résultats de notre analyse de contenu des messages de deux pages Facebook. Lorsque nous présentons des exemples des publications, nous nous sommes efforcés de faire une traduction la plus fidèle possible des termes utilisés, sans pour autant divulguer, ni le nom (réel ou fictif), ni le pseudonyme de l'utilisateur. Nous incluons la version originale de la publication comme une note de bas de page.

Nous avons exécuté notre analyse de contenu en deux temps :

- D'abord, nous avons identifié les mots et les thématiques plus fréquemment abordés dans les posts ayant obtenu 100 et plus mentions « j'aime ».
- Ensuite, nous avons analysé les fils de discussion formés par 100 ou plus commentaires consécutifs sur un même post. Ainsi nous avons obtenu des informations sur les thématiques qui les ont fait réagir le plus.

Dans la rédaction des posts et des commentaires dans les deux pages Facebook, nous avons observé que les auteurs utilisent des acronymes formés des initiales ou des éléments initiaux de plusieurs mots (en espagnol). Cela leur permet de relayer rapidement ce qu'ils nomment les « situations de risque », expression à l'origine du hashtag #SDR. Voici une liste non exhaustive de quelques-uns des acronymes utilisés :

Acronyme	Signification en espagnol	Signification en français
SDR	Situación De Riesgo	Situation de risque
PSDR	Posible Situación de Riesgo	Probable situation de risque
FFAAS	Fuerzas Armadas	Forces armées
EM	Ejército Mexicano	Armée mexicaine
GA	Gente Armada	Personnes armées
HA	Hombres Armados	Hommes armés
CA	Comando Armado	Groupe militaire armé
CO	Crimen Organizado	Crime organisé
HS - GHS	Halcones o Guardias	Faucons ou guetteurs, souvent des membres jeunes des cartels
Polimilitar	Seguridad Pública desempeñada por militares	Sécurité publique assurée par des militaires
PEA	Policía Estatal Acreditable	Police de l'État accréditée
PET	Policía Estatal	Police de l'État
SSPM	Policía Municipal	Police municipale
PC	Policía Comunitaria	Police communautaire
PGJE	Procuraduría General de Justicia del Estado	Ministère de Justice de l'État
PLL	Poncha Llantas	Crève pneus
VxM	Valor Por Michoacán SDR	Courage pour Michoacán SDR
PVD	Punto de Venta de Droga	Point de vente de drogue
CT	Caballeros Templarios	Chevaliers Templiers
CDG	Cartel del Golfo	Cartel du Golfe
CJNG	Cártel de Jalisco Nueva Generación	Cartel de Jalisco nouvelle génération
H3	La Tercera Hermandad	La troisième fraternité (cartel)
FM	Familia Michoacana	Famille de Michoacán (cartel)
VxT	Valor por Tamaulipas	Courage pour Tamaulipas
HDP - HSDPM	Hijo(s) de puta	Fils de pute

Tableau 9 Les acronymes les plus utilisés dans la rédaction des posts et des commentaires dans les deux pages Facebook analysées

4.2.1. Les thèmes fréquemment abordés dans les posts de *Valor por Tamaulipas*

Nous avons réalisé cette partie de notre analyse de contenu en deux temps. D'abord, nous avons exécuté une requête textuelle à l'aide de NVivo pour identifier les mots les plus fréquemment utilisés par les administrateurs des pages Facebook dans la rédaction des posts avec 100 et plus mentions « j'aime ». Nous avons éliminé des termes tels que des pronoms, des adverbes et des propositions, entre autres, qui ne revêtent pas vraiment de sens, mais qui servent à la construction des discours. Cette recherche textuelle des mots fréquents d'une longueur minimale de 5 lettres nous a permis de recenser une liste afin de faire ressortir des termes que nous jugeons représentatifs du sens général des posts publiés du 12 juin au 12 juillet 2014. Nous avons représenté cette tendance à l'aide des nuages des mots :



Figure 4 Les 20 mots les plus utilisés par l'administrateur de *Valor por Tamaulipas* dans la rédaction des posts avec 100 et plus mentions « j'aime »

Nous avons observé que l'acronyme le plus fréquemment utilisé est #SDR (situation de risque) suivi du nom d'une ville de l'État de Tamaulipas : Tampico, Reynosa, Madero, Ciudad Victoria. Également, nous observons que dix mots plus utilisés sont : calle (rue), gente (gens), camioneta (camionnette), detonaciones (explosions), autoridades (autorités), indican (indiquent), colonia (quartier), federales (fédéraux), comandante (commandant) et delincuentes (délinquants).

Nous avons effectué une deuxième recherche mais cette fois avec les mots les plus fréquemment utilisés dans la rédaction des posts ayant reçu 1 000 et plus mentions « j'aime ». L'administrateur de *Valor por Tamaulipas* a rédigé ses posts les plus populaires en utilisant des termes qui font d'avantage référence aux sentiments de détresse, de douleur, de frustration, de perte, mais aussi à la famille, à la lutte et au pardon. Encore, cette tendance nous apparaît mieux représentée avec un nuage des mots :



Figure 5 Les 20 mots les plus utilisés par l'administrateur de *Valor por Tamaulipas* dans la rédaction des posts avec 1 000 et plus mentions « j'aime »

Pour faire ressortir la thématique des échanges dans les posts avec 100 et plus mentions « j'aime », nous avons utilisé notre grille d'analyse de contenu (Tableau 2). Nous avons composé le graphique suivant avec les résultats obtenus par nombre de références d'encodage :

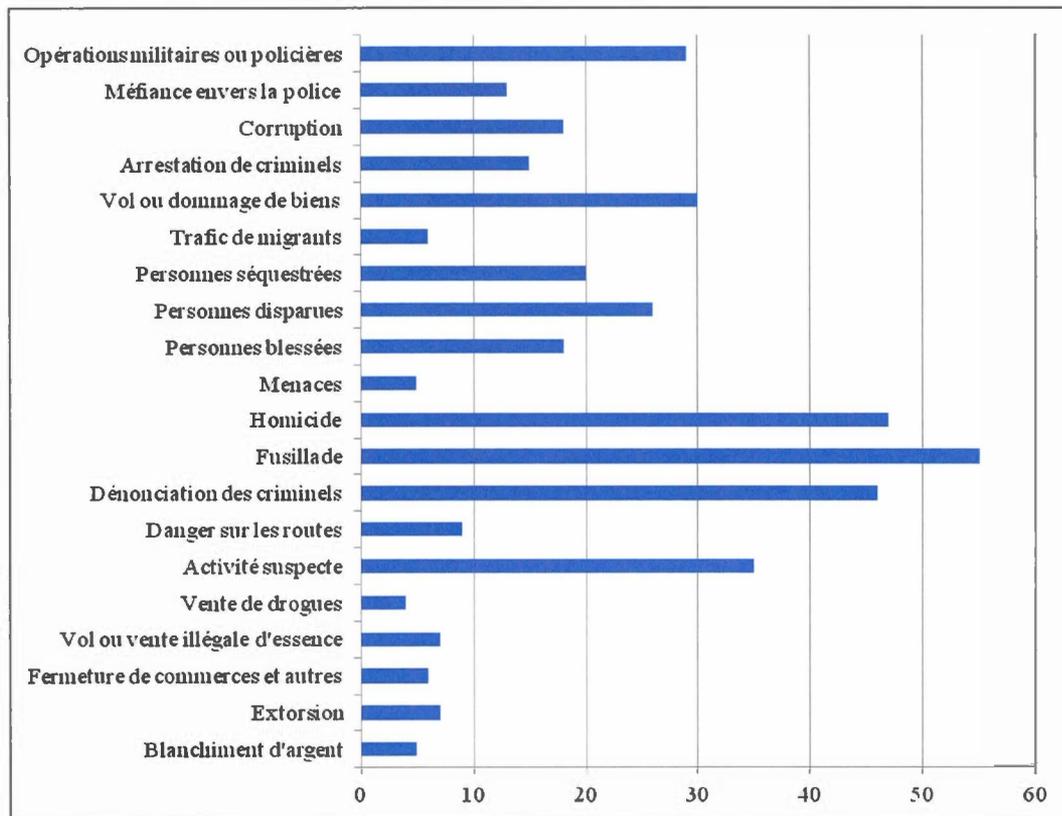


Figure 6 Les thèmes les plus abordés dans les posts avec 100 et plus mentions « j'aime » dans *Valor por Tamaulipas*

Nous avons observé que les fusillades représentent le sujet le plus fréquemment abordé par l'administrateur de *Valor por Tamaulipas* dans la rédaction de ses posts. D'abord, pour informer les usagers des endroits spécifiques à éviter pour mieux planifier leurs déplacements, mais aussi pour aviser qu'il y eu des personnes qui ont

été blessées ou qui ont perdu la vie (l'homicide étant le deuxième sujet plus traité) durant ces événements. Ces posts sont les plus populaires et la plupart sont accompagnés des photos montrant des adultes ou des enfants, des opérations militaires, des délinquants au moment de leur arrestation. Par exemple, le post suivant a été diffusé avec la photo d'un enfant :

« Vos prières s'il vous plaît pour le prompt rétablissement de ce petit de maternelle qui a été blessé dans une SDR à Güemez »¹⁹. Ce post a obtenu plus 2 862 mentions « j'aime ».

Le troisième sujet le plus évoqué est la dénonciation des criminels. Les posts sont aussi accompagnés de photos. Les messages parlent :

- Des « halcones » (faucons), c'est-à-dire, les personnes qui surveillent les zones de distribution, les activités policières ou militaires et tout ce qui pourrait intéresser les groupes criminels. Par exemple, le post suivant a obtenu plus de 700 mentions « j'aime » :
« #SDRRíoBravo : Oxxo Océan Atlantique, dans Las brisas : ce sont des faucons, quand les autorités passent (soldats ou marines), ils se mettent par terre et c'est tout, ils se cachent ainsi ».²⁰
- Des leaders des gangs criminels qui sont identifiés comme des « commandants ». Un lecteur non initié avec le style de rédaction des posts pourrait penser qu'il s'agit de la dénonciation d'un membre des forces militaires :

¹⁹ «Oraciones por favor para la pronta recuperación de este nene que apenas va en segundo de kinder y que resultó herido en el SDR de Güemez.»

²⁰ «#SDRRíoBravo: Oxxo Oceano Atlántico, en fracc Hacienda Las Brisas, son halcones, cuando pasan las autoridades (soldados o marinos) se tiran al piso y ya, ahí se esconden.»

« #SDRTampico, le propriétaire du bar hobbie (fermé) est le ravisseur et commandant du CO local alias 13. Ce criminel est dans le payroll fédéral, car il a un poste chez la SEP, conduit une nouvelle RAM bleue, 4 portes. Il est connu comme Monsieur 13, responsable de nombreux enlèvements et disparition de victimes dans la zone ». ²¹ Ce post a obtenu plus de 350 mentions « j'aime ».

Le quatrième sujet le plus abordé se réfère aux activités suspectes de toutes sortes que l'administrateur de la page a décidé de diffuser pour alerter les usagers à propos des personnes armées qui se promènent en camionnettes, des rassemblements des gens armés dans certaines rues, et des blocages organisés par ce même type des personnes, principalement.

La requête textuelle et l'analyse de contenu par références d'encodage nous ont permis de constater que la page *Valor por Tamaulipas* est principalement utilisée pour renseigner les usagers sur les risques et les activités liées au crime organisé en temps réel sur l'ensemble du territoire de l'État. En deuxième lieu, cette page publie des avis de recherche de personnes portées disparues, et des photos d'individus présentés comme étant des personnes liées au crime organisé. Ainsi, on pourrait dire que cette page Facebook accomplit la mission de faire la couverture des violences liées au crime organisé. Il faut se rappeler que cette sorte des nouvelles n'est plus abordée par les médias locaux qui vivent sous la menace ou le contrôle des groupes criminels.

²¹ « #SDRTampico: el dueño del bar "hobbie" (ya cerrado) es del secuestrador y comandante del CO local conocido como El 13. Este criminal cobra en la nómina federal pues tiene plaza en la SEP, maneja una Ram azul nueva 4 puertas. Se le conoce como "señor 13", responsable de numerosos secuestros en la zona donde terminaron desapareciendo a las víctimas. »

4.2.1.1. Les commentaires sur *Valor por Tamaulipas*

Nous avons analysé des fils de discussion formés par 100 ou plus commentaires consécutifs sur un même post. Ainsi, nous avons analysé 2 191 commentaires correspondant aux 13 posts écrits par l'administrateur de la page. Dans la figure suivante, les posts dont les commentaires ont été analysés sont identifiés en couleur rouge :

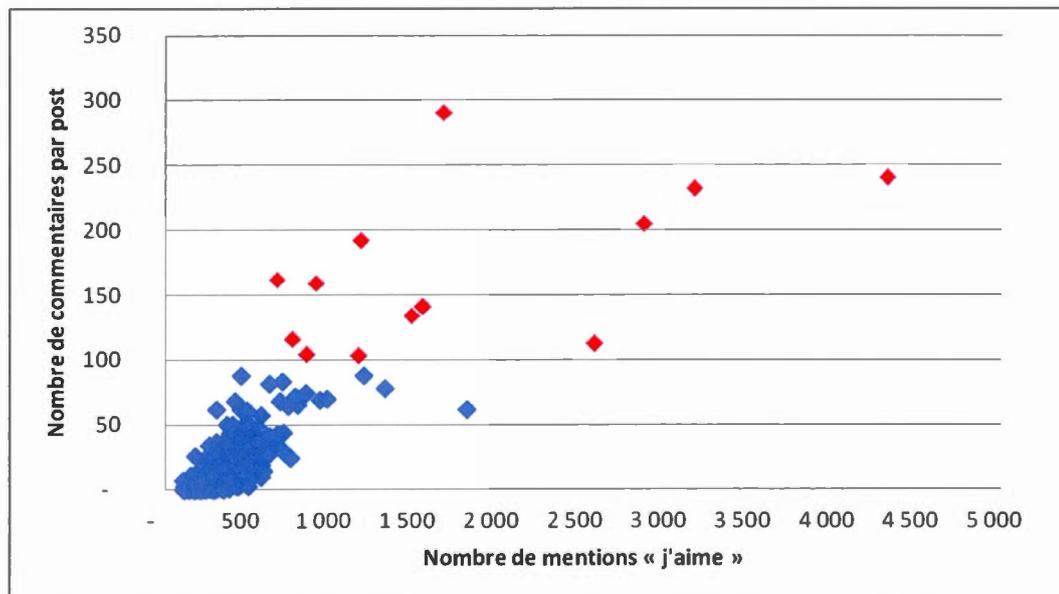


Figure 7 Le nombre de commentaires en relation avec le nombre de mentions « j'aime » des posts dans *Valor por Tamaulipas*

Nous avons encore constaté que les gens ont réagi le plus aux conséquences pour la santé des enfants et des jeunes durant les fusillades, à la dénonciation des criminels, à l'enlèvement des personnes et aux irrégularités dans le contrôle des véhicules en circulation. Nous avons également remarqué ce qui suit :

1. Les gens sont vraiment en colère au sujet des fusillades et ils écrivent ou demandent des prières pour le prompt rétablissement ou le repos de l'âme des enfants et des jeunes blessés ou tués. Cependant, les commentaires deviennent très agressifs quand certains usagers critiquent la foi catholique et affirment que les prières ne servent à rien.
2. Il y a beaucoup de messages pour encourager la dénonciation des criminels devant les autorités. Quelques usagers indiquent qu'ils auraient peur de dénoncer, car les autorités sont complices.
3. Il y a très peu de messages de mobilisation pour agir et faire quelque chose afin d'obtenir justice, comme par exemple en faisant une grève dans les écoles afin de demander plus de sécurité pour les enfants. Il n'y a pas de discussion non plus lorsque certains usagers disent qu'il est temps d'agir contre le gouvernement corrompu, « suivant l'exemple des gens de Michoacán ».
4. Les gens se réjouissent des détentions et écrivent des commentaires très offensifs envers les criminels libres ou détenus. Plusieurs personnes affirment que la peine capitale devrait être légale au Mexique pour éliminer cette sorte de délinquants.
5. Parfois il y a des participants aux fils de discussion qui écrivent des messages « positifs » pour « défendre » les criminels. Apparemment, le crime organisé participe d'une certaine façon aux discussions de cette page.
6. En réponse à un post écrit sur l'enlèvement des personnes, les gens ont écrit beaucoup de témoignages pour partager leurs expériences par rapport à

l'enlèvement d'un proche. Ils relatent que dans la plupart de cas, la rançon est payée mais les personnes enlevées ne sont pas retournées dans leurs familles.

7. Le post sur les irrégularités dans le contrôle des véhicules a suscité des commentaires intéressants. D'abord, il faut savoir que Tamaulipas est une ville frontalière où les voitures importées des États-Unis coûtent moins que les voitures vendues au Mexique. Cependant, la légalisation de ces véhicules étant coûteuse, les gens prennent le risque de circuler dans l'illégalité. C'est pourquoi les autorités effectuent des contrôles routiers afin de détecter les véhicules non enregistrés mais aussi ceux qui sont volés. Les usagers racontent qu'ils ont été victimes d'abus d'autorité et affirment que les membres du crime organisé ne sont pas touchés pour cette mesure même si leurs voitures aux vitres teintées n'ont pas de matricule.

Nous avons également noté que la plupart des commentaires sont rédigés sur le coup de la colère, de la tristesse ou de la frustration. L'argumentaire est faible et il n'y a pas de discussions profondes sur les situations politique ou sociale. Les commentaires sont rédigés avec beaucoup de fautes d'orthographe et de rédaction et il n'y a pas de rappels à l'ordre de la part des administrateurs malgré le ton généralement agressif des discussions.

4.2.2. Les thèmes fréquemment abordés dans les posts de *Valor por Michoacán SDR*

Nous avons appliqué la même méthodologie que dans *Valor por Tamaulipas*. Nous avons commencé par exécuter une autre requête textuelle pour identifier les mots les plus fréquemment utilisés par l'administrateur de la page *Valor por Michoacán SDR* Facebook dans la rédaction des posts avec 100 et plus mentions « j'aime » publiés du

12 juin au 12 juillet 2014. Nous avons représenté cette tendance à l'aide d'un nuage des mots :



Figure 8 Les 20 mots les plus utilisés par l'administrateur de *Valor por Michoacán SDR* dans la rédaction des posts avec 100 et plus mentions « j'aime »

Le mot le plus utilisé est Mireles, pour faire référence à José Manuel Mireles Valverde, le porte-parole et la figure la plus visible des groupes civils d'autodéfense de l'État de Michoacán. Les patrouilles d'autodéfense ont été organisées dans l'État de Michoacán fin février 2013. Leur but : défendre leurs communautés des extorsions, des enlèvements et des viols des femmes, quelques-uns des délits commis par le groupe criminel Les Chevaliers Templiers. Les groupes d'autodéfense ont surgi pour répondre à l'inaction, au manque de résultats concrets ou à la complicité de la part des autorités gouvernementales et fédérales dans leur combat contre le crime organisé. (Gil Olmos, 2013, Zepeda, 2014).

Les dix autres termes les plus utilisés sont : gobierno (gouvernement), le hashtag #liberenamireles (#libérezMireles), autodefensas (autodéfenses), gracias (merci),

Castillo (pour faire référence à Alfredo Castillo Cervantes, commissaire fédéral pour la sécurité de l'État de Michoacán du 15 janvier 2014 au 22 janvier 2015), pueblo (peuple), gente (gens), vamos (allons-y), apoyo (appui) et Youtube. L'administrateur de cette page a utilisé les mêmes termes dans la rédaction des posts avec 1 000 et plus mentions « j'aime ». Ensuite, nous avons utilisé notre grille d'analyse de contenu pour mettre en évidence la thématique des échanges. L'analyse par nombre de références d'encodage nous a fourni les données qui ont permis de réaliser le graphique suivant :

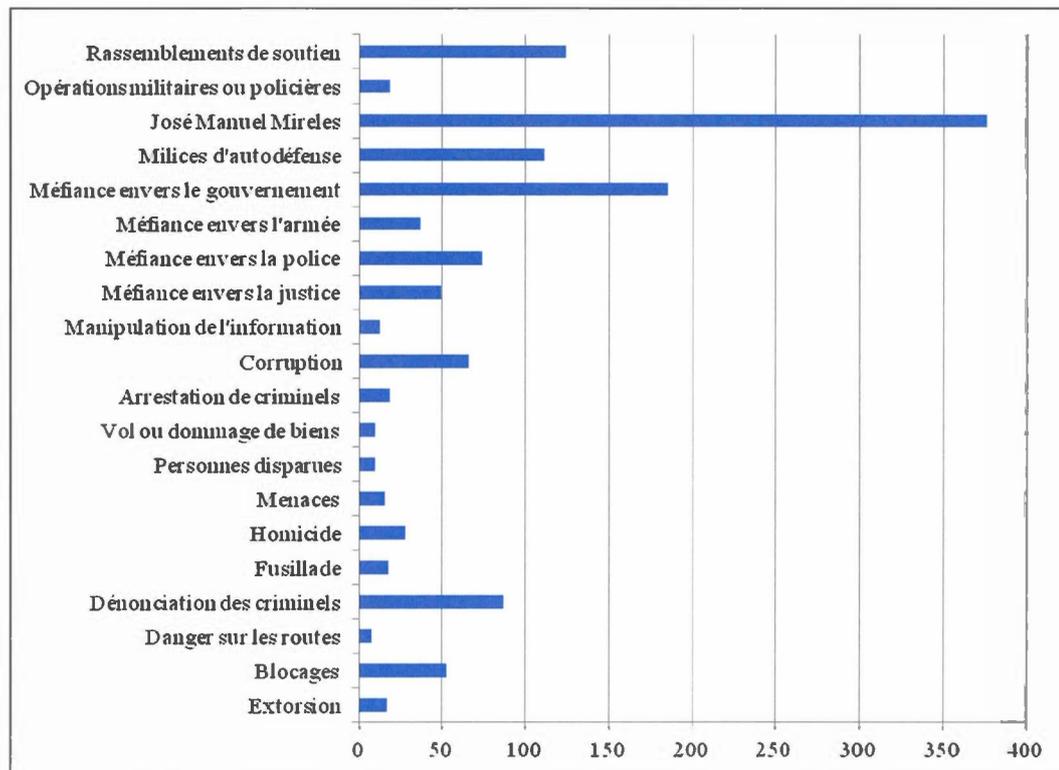


Figure 9 Les thèmes les plus abordés dans les posts avec 100 et plus mentions « j'aime » sur *Valor por Michoacán SDR*

Nous avons constaté encore une fois que le thème le plus traité à l'intérieur de la période analysée était l'arrestation de José Manuel Mireles, près de Lázaro Cárdenas, ainsi que de plus de 80 membres de sa patrouille civile d'autodéfense, dans la ville portuaire de l'état de Michoacán, le 27 juin 2014. Selon les autorités mexicaines, Mireles a été arrêté pour le port illégal d'armes réservées exclusivement à l'armée ainsi que pour la possession de cannabis et de cocaïne.

Ainsi, le post qui a obtenu plus de 3 500 mentions « j'aime » est le suivant : « #LibérezMireles. Aujourd'hui le doc Mireles nous a dit : mon corps est emprisonné, pas mon esprit ou mes idéaux ». ²² Nous estimons que partager cette phrase de Mireles revient à quelques mots d'espoir aux sympathisants et aux membres des patrouilles civiles d'autodéfense. Les posts qui font référence aux sentiments s'avèrent d'ailleurs les plus populaires parmi les usagers de deux pages Facebook.

Certains journalistes, analystes politiques et sympathisants voient dans cette arrestation une stratégie du gouvernement mexicain pour faire taire le porte-parole et fondateur des groupes civils d'autodéfense, qui ont pris les armes pour défendre leurs villages contre les cartels de la drogue et le crime organisé. Manuel Mireles a ouvertement critiqué le travail d'Alfredo Castillo Cervantes, responsable de la Commission pour la sécurité et le développement intégral dans l'État de Michoacán, un organe administratif du Ministère de l'Intérieur créé pour le président Enrique Peña Nieto pour contrôler la situation de violence provoquée par les groupes du crime organisé (Hernández, 2014).

Entre autres, Mireles affirmait que le gouvernement mexicain n'était toujours pas parvenu à démanteler le cartel des Chevaliers Templiers - auxquels se sont opposées

²² « #LiberenaMireles: El Doc Mireles nos dijo hoy: está preso mi cuerpo, pero no mi mente ni mis ideales. »

les patrouilles d'autodéfense – ni parvenu à rétablir une certaine sécurité dans Michoacán, dont certains territoires sont toujours dominés par les narcotrafiquants.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le deuxième sujet le plus abordé soit la méfiance envers le gouvernement mexicain :

« Partagez : l'entretien à Mireles que le gouvernement ne veut pas que tu regardes! Le gouvernement fédéral est allé à Michoacán s'allier avec les narcotrafiquants, le commissaire Castillo a donné des uniformes et des armes à feu aux criminels. Peña Nieto, quand il est allé à Tepalcatepec, a amené son propre public, ils étaient des soldats habillés en civils, il a fait sortir les gens de Tepalcatepec pour l'événement. Une vérité que nous connaissons tous, mais quelques-uns osent dire, narco et gouvernement sont la même chose (...) Mireles a toujours dit la vérité (...) ».²³ Ce post a obtenu plus de 1 200 mentions « j'aime ».

Sur cette page Facebook, circulent également des messages sur la connivence existante entre le gouvernement mexicain et les trafiquants de drogue. L'arrestation de Mireles le démontre : « LibérezMireles... et La Tuta quand? Alfredo Castillo il est plus facile pour toi d'emprisonner des innocents que des criminels? »²⁴

Ce post, qui a obtenu plus de 1 100 mentions « j'aime », nommé Servando Gómez Martínez dit « La Tuta », le fondateur et leader du cartel Los Caballeros Templarios

²³ «¡Comparte la entrevista a Mireles que el gobierno no quiere que veas!: El gobierno federal fue a Michoacán a aliarse con el narco, el Comisionado Castillo dio uniformes y armas a los criminales. Peña Nieto, cuando fue a Tepalcatepec, llevó su propio público, eran militares vestidos de civiles, sacó al pueblo de Tepeque del evento. Una verdad que todos sabemos y pocos se atreven a decir, narco y gobierno al final a veces es lo mismo. El gobierno federal fue a Michoacán a aliarse con el CO (Crimen Organizado) les dio armas y uniformes. Mireles siempre decía la verdad. Aquí una de las grandes entrevistas que no te debes de perder, Alfredo Castillo se alió a los criminales en Michoacán: Mireles.»

²⁴ «#LiberenaMireles: ¿y la Tuta para cuándo Alfredo Castillo? ¿Se te hace más fácil encerrar inocentes que criminales?»

(les Chevaliers Templiers), qui a pris le contrôle du port de Lázaro Cardenas, sur la côte Pacifique, pour assurer le trafic des substances illégales principalement vers l'Asie et les États-Unis, « La Tuta », un ancien professeur d'école, s'est fait connaître par sa tendance à enregistrer et à diffuser des vidéos sur les réseaux sociaux numériques où il apparaissait notamment en compagnie de responsables politiques, certains ayant d'ailleurs été emprisonnés ensuite.

Le troisième sujet le plus mentionné dans cette page Facebook est celui des rassemblements de soutien. Le succès du hashtag #LiberenaMireles (#libérezMireles) a permis le partage des lieux des rassemblements et des blocages de routes au Mexique et à l'étranger, pour exiger la libération du leader du groupe d'autodéfense dans l'État de Michoacán.

Nous avons observé que dans la rédaction des posts, surtout ceux des administrateurs, il y a l'utilisation de différentes stratégies d'énonciation, dont l'emploi de la première et de la deuxième personne du pluriel (nous, vous) qui crée le lien entre les auteurs et les internautes/lecteurs.

4.2.2.1. Les commentaires sur *Valor por Michoacán SDR*

Nous avons analysé les fils de discussion formés par 100 commentaires ou plus consécutifs sur un même post. Nous avons analysé 7 591 commentaires correspondant aux 43 posts écrits par l'administrateur de la page. Les posts dont les commentaires ont été analysés sont identifiés en couleur rouge dans le graphique suivant :

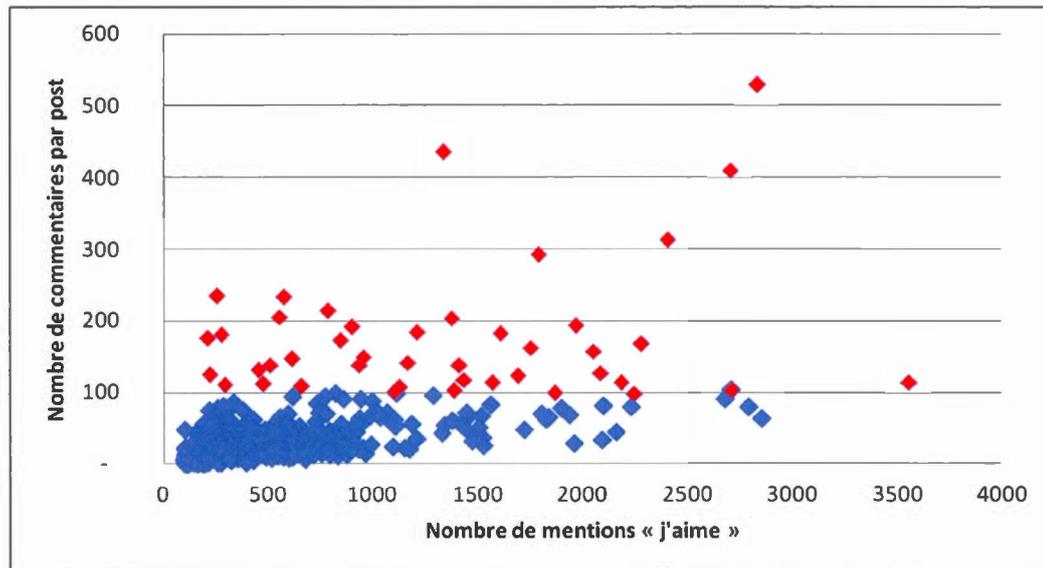


Figure 10 Le nombre de commentaires en relation avec le nombre de mentions « j'aime » des posts dans *Valor por Michoacán SDR*

Nous avons constaté encore que les gens ont réagi vivement à l'arrestation de José Manuel Mireles, leader des groupes civils d'autodéfense de l'État de Michoacán. Nous avons également remarqué ce qui suit :

1. Des nombreux commentaires de soutien et de solidarité sont publiés pour exprimer du soutien et de la solidarité à Mireles, considéré l'Emiliano Zapata (héros révolutionnaire) contemporain, et pour exiger sa mise immédiate en liberté. Les usagers veulent que leurs commentaires soient diffusés sur Twitter donc ils incluent les hashtags #LiberenaMireles (#LibérezMireles) et #TodossomosMireles (#ToussommesMireles).
2. Dans un post qui a obtenu 2 838 mentions « j'aime » et dont le fil de discussion est composé du plus grand nombre de commentaires (529), les gens demandent la collaboration de tous pour faire connaître la situation de

Mireles et pour envoyer des photos et des vidéos avant, durant et après l'arrestation de Mireles pour prouver qu'il ne portait ni d'armes ni de drogues, comme affirment les policiers. En réponse, les gens ont partagé 33 vidéos, 29 notes journalistiques, 10 photos et 15 liens divers (pétitions d'Amnistie Internationale, Change, Avaaz, blogues).

3. Les commentaires sont très négatifs et offensifs envers Alfredo Castillo, commissaire fédéral pour la sécurité de l'État de Michoacán, qui est qualifié de criminel, de menteur, de traître, de corrompu, d'inepte, d'imbécile, de « fils de pute ». Les gens répètent plusieurs fois que son mandat était d'en finir avec les cartels, pas avec les groupes civils d'autodéfense, créés justement pour lutter contre le crime organisé. On demande sa démission et l'arrestation du narcotraffiquant Servando Gómez Martínez, alias La Tuta.
4. Les gens écrivent des commentaires très négatifs envers les « forces rurales » aussi appelées narco-défenses ou H3, le groupe créé par Alfredo Castillo. Les gens expriment leur indignation de voir dilapidé l'argent de leurs impôts dans l'achat des véhicules de luxe pour ce groupe : « ils (les forces rurales) ont l'air d'être des narcotraffiquants à voir la marque de leurs voitures ».
5. Les phrases « la justice n'existe pas au Mexique » « la justice a un prix » sont répétées maintes fois. Les gens sont frustrés de vivre dans un pays où les choses empirent, où des gens comme Mireles, un leader social, sont emprisonnés et humiliés tandis que les criminels sont libres et leurs droits humains sont respectés.
6. Les commentaires sur le gouvernement fédéral et local, représentés respectivement par le président Enrique Peña Nieto et le gouverneur Fausto Vallejo, sont très négatifs. Ils sont traités de voleurs, d'assassins, de traîtres,

de corrompus et de complices du crime organisé. Le gouvernement mexicain est qualifié de corrompu, de bon à rien, « qui veut seulement remplir ses poches au détriment du peuple » et qui protège les criminels qui « paient ». Les gens affirment que le gouvernement corrompu a eu peur du docteur Mireles et « c'est pour cela qu'on l'a tassé ».

7. L'Armée mexicaine est aussi l'objet de commentaires très négatifs. On affirme que cette institution est utilisée aux fins d'un gouvernement corrompu : « l'Armée mexicaine est la honte nationale ». D'autres messages, moins nombreux, affirment que, malheureusement, les militaires ne font que suivre des ordres.
8. Le mot révolution est écrit plusieurs fois. Les gens demandent une prise de conscience générale pour faire une deuxième révolution afin de changer le gouvernement actuel qui ne fait rien pour améliorer les choses. Il y a un seul usager qui critique les propos révolutionnaires : « demander au peuple de prendre les armes ce n'est pas n'importe quoi, réfléchissez un peu plus avant d'écrire des stupidités ».
9. Les gens saluent le courage des ceux qui bloquent des routes en signe de protestation pour l'emprisonnement de Mireles. Durant notre période d'observation, les citoyens ont décidé de ne pas laisser passer des camions distributeurs des compagnies comme Coca-Cola, Bimbo, Lala, Corona, qui vendent très chères « leurs marchandises de mauvaise qualité ».
10. Une autre façon de montrer leur soutien envers Mireles est d'appeler au Centre de détention de haute sécurité dans l'État de Sonora et demander des renseignements sur lui. Les gens expriment leur solidarité au Mexique et à l'étranger, notamment ceux qui habitent aux États-Unis.

11. Il y a des posts qui présentent des photos de tueurs à gages libres qui s'affichent sur les réseaux sociaux numériques ou lorsqu'ils ont arrêtés, comme a été le cas du fils de La Tuta. Les commentaires sont très négatifs et offensifs envers eux. Quelques personnes demandent de la collaboration de ceux qui pourraient donner des informations sur la géolocalisation de tueurs à gages libres afin de faciliter son arrestation.
12. Il y a eu deux posts qui montraient des photos d'enfants tués lors des affrontements armés. Les gens expriment leurs condoléances, leur tristesse, leur frustration, mais surtout leur indignation car « eux (les enfants) n'avaient rien à voir dans ce bordel, maudits lâches ». Il y a aussi des commentaires sur l'implication du père de famille qui faisait partie en quelque sorte du crime organisé.
13. Il y a un commentaire qui a attiré notre attention, car c'est le seul qui contient des propos très négatifs envers Mireles. Il fait partie de rares commentaires écrits avec un niveau acceptable d'orthographe et de rédaction. Il a été posté par Abogado del narco (avocat du narco) et fait référence au passé criminel de Mireles : « Le 8 novembre 1988, MIRELES a été condamné pour délits contre la santé publique. En 1990, il est transféré de la prison d'Uruapan à la prison de Morelia. Ensuite, il a vécu 4 ans dans une prison américaine. En 2006, il réapparaît comme le "protégé" de Leonel Godoy. En 2007, il est inscrit comme député à la mairie de Coalcoman. Depuis 2006, sa femme est responsable du DIF en Tepalcatepec. MIRELES apparaît dans le registre du personnel du gouvernement Godoy en tant que consultant des affaires internationales du Ministère de Sécurité de l'État de Michoacán jusqu'en 2011. En conclusion, MIRELES est un narcotrafiquant protégé par Godoy. Il se rebelle parce qu'on leur aurait enlevé le pouvoir dans l'État de Michoacán

lors de la défaite du PRI. »²⁵ Curieusement, ce propos n'a pas suscité de réactions entre les usagers.

Nous constatons qu'il semblerait que les commentaires partagés ont été écrits pour laisser sortir des émotions négatives, telles que la colère et la frustration, et sans avoir pour but de partager des informations ou de discuter de façon approfondie. De plus, les messages présentent beaucoup de fautes d'orthographe et de rédaction ainsi qu'une étendue utilisation d'expressions vulgaires et agressives. Il n'y a pas de rappels à l'ordre de la part des administrateurs malgré le ton généralement violent des discussions.

Durant nos observations, nous avons également remarqué que 4,08 % (310 sur 7 591) des messages analysés ne comprennent pas de texte. Nous présumons que ce sont des commentaires qui ont été effacés après leur publication mais on ne peut pas savoir qui les a effacés, l'administrateur ou l'utilisateur. Ce phénomène ne se retrouve pas sur la page *Valor por Tamaulipas* où un seul message a été effacé sur les 2 191 messages du corpus de fils de discussion formés par 100 ou plus commentaires consécutifs sur un même post.

Nous avons aussi observé que contrairement à la page *Valor por Tamaulipas*, dans le cas de *Valor por Michoacán SD*, les prières ou les appels à la prière sont très réduits.

Finalement, nous avons identifié ce que nous croyons être de fausses conversations sur la page *Valor por Michoacán SDR* : il y a trois posts avec des dates et des photos

²⁵ "8 noviembre de 1988 MIRELES es procesado por delitos contra la salud en el penal de Uruapan. 1990 es trasladado al Penal de Morelia. Estuvo 4 años detenido posteriormente en USA. A su regreso aparece en el 2006 protegido por Leonel Godoy quien intenta volverlo Senador. 2007 inscrito para diputado en la cabecera de Coahuila. Desde el 2006 su esposa es responsable de las instancias del DIF en Tepalcatepec. MIRELES entra a nomina del gobernador GODOY como asesor de apuntes internacionales de la SS hasta el 2011. En conclusión MIRELES es narcotraficante y es protegido de GODOY y su queja es que les quitaron el poder en Michoacán el PRI..."

différentes mais avec le même nombre de mentions "j'aime" (2 713) et les mêmes commentaires (103). Le message est le suivant :

« Du soutien pour Mireles au Mexique, Canada, États-Unis, Espagne, Bruxelles, Argentine, Angleterre, Colombie, Salvador, France, Allemagne, merci les frères. »²⁶

Des applications comme *Fakeconvos* ou *iFakeText*, spécialement conçues pour générer de faux fils de discussion sur les réseaux sociaux numériques, sont disponibles sur Internet et leur utilisation est très facile. Il suffit simplement de saisir le nom du profil, de choisir la photo et finalement de taper le message que vous voulez publier.

Sur Internet on parle du *Fakeconvos* comme d'une application web pour le divertissement qui permet de créer quelque chose de drôle, car « c'est sympa d'avoir quelques amis comme Mark (Zuckerberg)... »²⁷. Dans le cas de notre analyse, nous considérons que ces applications peuvent être utilisées également pour créer du trafic et influencer la perception des usagers des réseaux sociaux numériques quant au degré de popularité d'un individu ou d'une page.

4.3. Les deux pages Facebook et les médias

Un sondage de l'Association mexicaine d'Internet (AMIPCI, 2014) indique que 9 usagers mexicains sur 10 usagers utilisent les réseaux sociaux numériques pour

²⁶ «Apoyos a Mireles de Mexico, Canadá, EUA, España, Bruselas, Argentina, Inglaterra, Colombia, El Salvador, Francia, Alemania, gracias hermanos»

²⁷ Tiré du <http://facebook-stuces.blogspot.ca/2011/08/generer-des-fausses-conversations.html> (Consulté le 26 janvier 2016).

suivre l'actualité sans forcément lire les journaux. Sur Facebook, par exemple, les informations s'ajoutent au flux d'actualité continu.

Nous avons observé que le nombre quotidien de publications sur les pages Facebook analysées varie selon la portée des événements ou des situations et des messages partagés. Par exemple, en moyenne 25 posts sont publiés par jour sur *Valor por Tamaulipas*. Aux fins de notre analyse, nous avons considéré les journées au cours desquelles la publication des posts a augmenté :

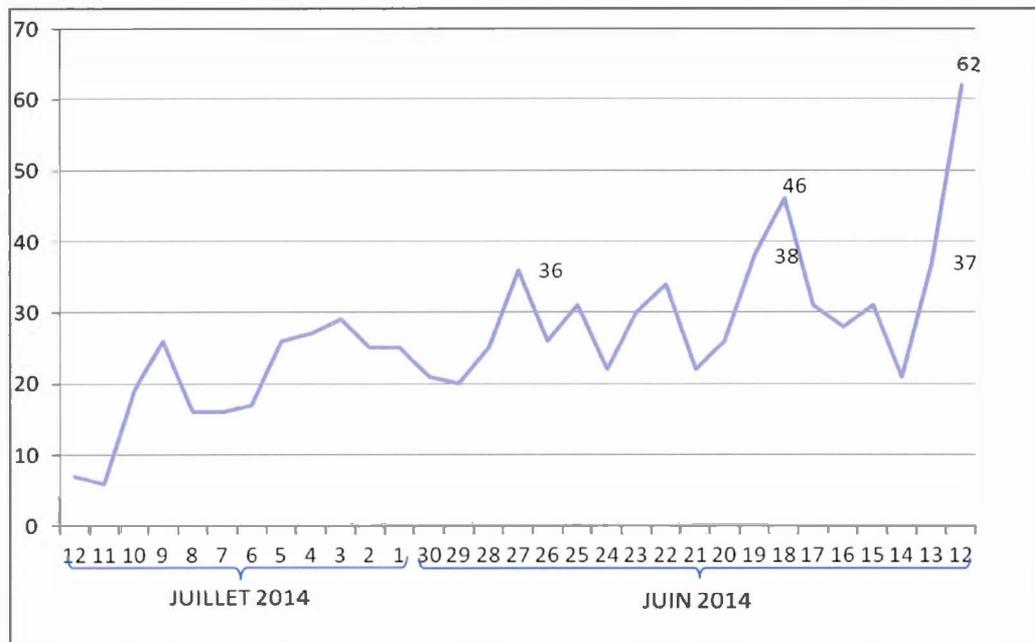


Figure 11 Détails du nombre de posts publiés par jour sur *Valor por Tamaulipas*

La journée du 12 juin a été la plus achalandée à l'intérieur de la période analysée (62 posts). Cette journée, mais aussi d'autres journées qui présentent un grand nombre de posts, les usagers ont publié davantage pour demander ou diffuser des informations en temps réel en lien avec l'insécurité humaine, notamment à propos des fusillades.

Il paraît que le nombre de messages augmente en fonction de l'actualité. Les usagers prennent connaissance des faits pour en avoir été témoins ou par le « bouche à oreille ». Ensuite, ils écrivent ou font la diffusion de ces informations dans la page Facebook. Par exemple :

« #SDRMadero : encore 5 tirs dans le quartier Primero de Mayo et ensuite 1 camionnette à toute allure. »²⁸

« Des tirs ont été entendus près de Wal-Mart Ejército, quelqu'un sait ce qui est arrivé? »²⁹

Nous avons constaté également que les informations postées dans cette page Facebook ont été reprises par des journaux locaux. Pour illustrer ce qui vient d'être dit, nous avons deux exemples. Le 13 juin 2014 un post a informé en temps réel les usagers de *Valor por Tamaulipas* sur une fusillade dans la ville de Tampico. Le lendemain, le journal local *Primera Hora* (2014 :1) a publié une note sur les fusillades tout en indiquant que des cybernautes avaient donné ces informations :

« #SDRTampico : à 17 heures dans le quartier Tolteca, dans la rue Lerdo de Tejada coin Rosalio Bustamante, la police fédérale chassait une camionnette noire. Dans la poursuite, un autre véhicule est rentré en collision avec la voiture de police. La camionnette noire a réussi à s'échapper. D'autres voitures de police se sont arrêtées pour aider leurs coéquipiers // Nous espérons que les fédéraux se trouvent bien. »³⁰ Ce post a obtenu plus de 450 mentions j'aime et 24 commentaires.

²⁸ «#SDRMadero: de nuevo 5 disparos en la colonia Primero de Mayo y enseguida 1 camioneta a alta velocidad.»

²⁹ «Se oyeron disparos cerca de Wal-Mart Ejército, ¿alguien sabe que pasó?»

³⁰ «#SDRTampico: a las 5 de la tarde en la colonia Tolteca, en calle Lerdo de Tejada esquina con Rosalio Bustamante, persecución de camioneta negra por federales. Sobre la calle Lerdo de Tejada al

Le 15 juin, *Valor por Tamaulipas* a diffusé un post avec des informations sur la détention d'un membre du cartel Los Zetas dans la région. Le lendemain, le même post a été rediffusé par le blogue *Puro Narco* et trois jours plus tard par le journal local *El Mañana de Laredo*. Voici le post :

«#SDRMante : aujourd'hui a été arrêté Ricardo Enrique Santillan Trejo "El Ricky ou commandant Mante", l'un des leaders de Los Z dans la région. Il est tombé après une opération menée par la Marine-Armée mexicaine à Mante dans le quartier Indépendance, il y eu des échanges d'armes à feu. // Aux célébrations ceux habitant la zone sud de l'État! A été arrêté un des criminels qui causait tort à la zone sous contrôle des Z ! Vive la Marine et l'Armée ! »³¹
Ce post a obtenu 972 mentions j'aime et plus de 70 commentaires.

En 2014, le quotidien *El Mañana de Laredo* a un tirage des ventes de 20 000 exemplaires et le journal *Primera Hora*, de 10 000 copies, selon la coordination nationale de communication sociale de l'Institut fédéral électoral (IFE) (2014 :16). En 2015, le tirage du tabloïd *Primera Hora* montre une diminution de 40 % dans le nombre d'exemplaires vendus, selon la même coordination (2015 : 17). Ces journaux n'ont pas un tirage très important comparativement à deux autres quotidiens qui publient une moyenne de 50 000 copies. Cependant, ils ont été les seuls à avoir repris

llegar a la esquina con Rosalio Bustamante, la camioneta negra logró cruzar pero la patrulla de la federal, que le seguía en corto, ya no lo logró. Fue chocada en un costado por otro vehículo que circulaba por Rosalio provocando la volcadura de la camioneta. Los federales resultando heridos, sus tripulantes. La camioneta negra al parecer logró escapar ya que las demás patrullas quedaron bloqueadas y se detuvieron a ayudar a sus compañeros. // Esperemos que los federales se encuentren bien.”

³¹ “#SDRMante: El día de hoy cae detenido Ricardo Enrique Santillan Trejo (a) "El Ricky o Comandante Mante", uno de los líderes Z de la región. Cayó tras un operativo de la Marina-Ejército mexicano en la colonia Independencia donde hubieron detonaciones de arma de fuego. // ¡A celebrar Zona Sur del Estado! ¡Cayó uno de los más impunes delincuentes que hacía daño a la zona controlada por los Z! ¡Viva la Marina y el Ejército!”

les nouvelles diffusées par les usages de la page *Valor por Tamaulipas*, durant notre période d'observation et de collecte de données du 12 juin au 12 juillet 2014.

Pour sa part, la page *Valor por Michoacán SDR* a présenté un comportement différent durant nos observations car le 28 juin, le lendemain de l'arrestation de José Manuel Mireles, le nombre des posts est passé de moins de 84 à 268 en quelques heures. Pendant quatre jours la page *Valor por Michoacán SDR* a enregistré plus de 125 posts quotidiens. Ceci montre que l'actualité a une influence directe sur le développement des pages Facebook analysées.

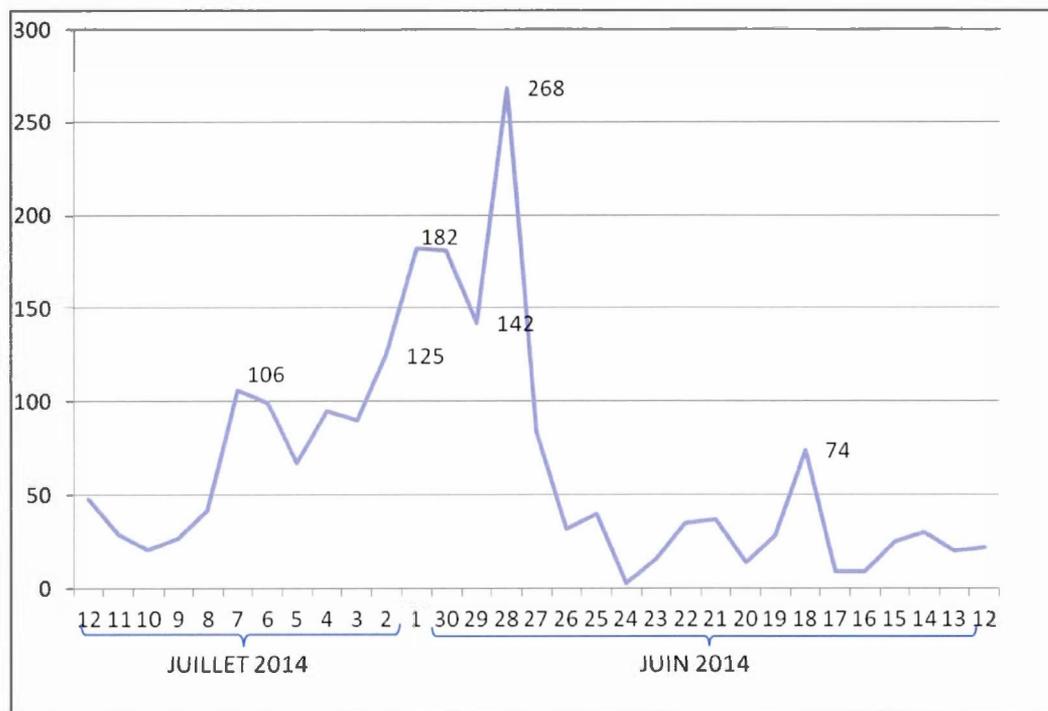


Figure 12 Détails du nombre de posts publiés par jour sur *Valor por Michoacán SDR*

Le premier post sur la détention de Mireles a été publié par l'administrateur de la page le 27 juin à 23h et a obtenu plus de 1 400 mentions « j'aime » :

« Une erreur d'Alfredo Castillo d'avoir enfermé le Dr. José Manuel Mireles, il y aura une réponse du peuple, on fait un appel aux véritables autodéfenses et aux peuples autochtones de la Côte pour se préparer aux mobilisations... demain sera une journée très longue, nous ne ménagerons pas nos actions #LibérezMireles. »³²

Ensuite, l'administrateur a publié des posts pour diffuser des détails sur cette arrestation :

« Voici un autre signe clair que l'armée et la police fédérale, comme dit Mireles, lui ont bandé les yeux. Il a réalisé qu'on lui jetait des sacs de drogue dans sa camionnette et quand les forces fédérales ont vu qu'il pouvait encore voir, ils ont mis une cagoule plus sombre. Dans la photo, on voit Mireles et ses gardes du corps au moment de leur arrestation. Mireles est habillé en jaune et c'est le seul qui porte une cagoule... veut-on plus de preuves? »³³ Ce post a obtenu plus de 1 300 mentions j'aime et plus de 200 commentaires.

Les journées suivantes, les usagers et l'administrateur de la page ont publié des posts pour organiser des événements de contestation afin d'exiger la libération de Mireles, qui a été transféré au Centre de détention de haute sécurité dans l'État de Sonora, délimité au nord par la frontière avec les États-Unis (Arizona) :

³² “Un error del Alfredo Castillo haber mandado a encerrar al Dr José Manuel Mireles, habrá respuesta del pueblo. Se hace un llamado a las verdaderos autodefensas y pueblos indígenas de la costa a prepararse para movilizaciones. Mañana sera un día muy largo, no vamos a escatimar nuestras acciones #LiberenaMireles”

³³ “Aquí otra muestra clara que el EM y la PF, como lo dice Mireles, le taparon los ojos. Mireles se dió cuenta que le estaban aventando bolsas de droga a su camioneta. Las FF al ver que Mireles todavía alcanzaba a ver le pusieron otra capucha más oscura. En la foto Mireles y sus escoltas en el momento de su detención, Mireles es el de amarillo y es el único al que le pusieron una capucha... ¿más pruebas?”

« #Coahuayana : cela fait plus de 80 heures de blocage total aux véhicules du gouvernement et des mineurs vers l'État de Colima, nous allons continuer jusqu'à ce qu'ils libèrent nos patrouilles d'autodéfense, il est permis seulement le passage des civils et des familles #LibérezMireles. »³⁴ Ce post a été publié le 1^{er} juillet et a obtenu plus de 460 mentions j'aime.

« Apelle maintenant! Au CEFERESO de Sonora et pose des questions sur la santé de Mireles, respect à ses droits de la personne et qu'on lui donne ses médicaments! Saturer la ligne nos frères! »³⁵ Post publié le 2 juillet avec plus de 1 400 mentions j'aime et 117 commentaires.

Depuis son arrestation, les nouvelles sur la situation de Mireles ont été reprises par les principaux journaux du Mexique et quelques médias étrangers, comme les réseaux de chaînes d'information en continu CNN et Univisión aux États-Unis, et le journal *El País* en Espagne. Mireles a acquis une certaine renommée en juin 2013 après la diffusion sur Youtube d'une interview réalisée par l'Agence *SubVersiones*. La vidéo a accumulé des dizaines des milliers de vues. Dans cette entrevue, Mireles dénonce la situation de terreur provoquée par le cartel Les Chevaliers Templiers parmi les habitants du village de Tepalcatepec, situé dans l'État de Michoacán. Il a continué à donner d'autres entrevues diffusées à la radio et à la télévision pour dénoncer des criminels et politiciens corrompus, expliquer la raison d'être des groupes civils d'autodéfense, demander justice pour les victimes du crime organisé et exiger du gouvernement de mettre sur pied des stratégies pour mettre fin à la violence qui sévit dans le pays depuis des années (Sánchez, 2014).

³⁴ « #Coahuayana: ya llevamos más de 80 horas bloqueando el paso total a vehículos del gobierno y mineros para Colima. Seguiremos así hasta que suelten a nuestras autodefensas, solo se permite el paso a civiles y familias #LiberenaMireles. »

³⁵ « ¡Llama ya! al CEFERESO de #Sonora y pregunta por la salud de Mireles, pidiendo que le respeten sus derechos humanos y le den sus medicinas. ¡A saturar la línea hermanos! »

CONCLUSION

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes intéressée aux usages du réseau social numérique Facebook par une partie de la société mexicaine qui endure les conséquences de la hausse de la violence liée aux activités du crime organisé et à l'offensive armée du gouvernement.

La violence s'attaque en premier lieu à la sécurité physique et psychologique des individus. Ensuite, elle met en danger la sécurité patrimoniale et la sécurité de l'emploi et du revenu, entre autres, et finit par entraver la constitution d'un environnement optimal et empêcher le bon développement socioéconomique des populations entières. *Grosso modo*, c'est la sécurité humaine qui est fragilisée dans son ensemble.

La sécurité humaine est aussi affaiblie à cause de la corruption des institutions gouvernementales. Cela peut se traduire par des niveaux élevés d'impunité vis-à-vis de la violation des droits humains sur l'ensemble du territoire mexicain, et pas seulement dans les régions dominées par le crime organisé. De ce fait, les criminels peuvent poursuivre leurs activités sans crainte d'être emprisonnés.

Le cancer de la corruption se manifeste aussi lorsque les oligopoles médiatiques diffusent la version officielle sur la diminution de la violence dans le pays, en contradiction avec l'information diffusée par la presse indépendante au Mexique et les médias étrangers. Cela s'explique en partie parce que ce sont les « narcos » qui contribuent généreusement au financement des campagnes électorales sur le terrain et dans les médias. Ainsi, les membres et les complices du crime organisé contrôlent et manipulent les informations diffusées, surtout dans les régions directement touchées par la violence.

Or, le Mexique fait face à de grands défis de son histoire moderne : garantir la sécurité humaine, contenir la violence façonnée par le crime organisé, réduire la corruption systémique qui fait de l'État mexicain un État faible et fragmenté et garantir la liberté d'expression et d'information des individus.

Dans le cas de notre recherche, nous nous sommes intéressée aux pratiques communicationnelles dites « ordinaires » qui émergent en réponse à la diminution notable du sentiment de sécurité humaine des communautés en lien avec la hausse de la violence et le silence des médias concernant les activités du crime organisé. Nous nous sommes posé la question, à savoir dans quelle mesure la publication sur Facebook des préoccupations personnelles, en lien avec l'insécurité humaine, peut contribuer à la formation d'un espace public et se transformer en enjeux collectifs d'une société civile organisée au Mexique.

Pour ce faire, nous avons procédé par observation, analyse de contenu et analyse comparative sur un corpus constitué de l'ensemble des publications parues entre le 12 juin et le 12 juillet 2014 sur deux pages Facebook : *Valor por Tamaulipas* et *Valor por Michoacán SDR* (*Courage pour Tamaulipas* et *Courage pour Michoacán SDR*, respectivement). Nous avons utilisé une approche ethnographique pour tenter de saisir la compréhension du phénomène pris dans son contexte et le décrire dans toute sa complexité. Nous avons fait une analyse comparative des données parce que nous souhaitions savoir si les usages des réseaux sociaux numériques et le contenu des messages sont différents ou pareils dans deux régions géographiquement éloignées, mais qui montrent des niveaux de violence au quotidien très semblables.

Par rapport aux usages, l'analyse a montré une activité importante de la part des administrateurs et des utilisateurs pendant une période d'observation qui a été choisie au hasard. Durant la période d'étude, nous avons constaté que l'actualité a une

influence directe sur l'accroissement des publications au fur et à mesure du développement des incidents, c'est-à-dire, au fur et à mesure que les usagers prennent connaissance des faits pour en avoir été témoins ou par le « bouche à oreille » pour ensuite écrire, commenter ou partager des posts, des liens, des images ou des vidéos. En effet, ce sont les contributions permanentes des internautes qui font fonctionner le réseau social numérique Facebook, comme d'autres réseaux sociaux numériques qui placent l'utilisateur au centre du dispositif.

Les contenus écrits ou partagés par les administrateurs sont ceux qui suscitent un plus grand nombre des mentions « j'aime » et des commentaires de la part des autres usagers qui suivent les pages Facebook. Cela positionne les administrateurs comme autant de leaders d'opinion auprès des participants aux fils de discussion. En revanche, la « voix » des autres participants ne capte pas l'attention des autres usagers comme le montre le fait qu'il n'y a pas messages consécutifs sur les sujets abordés dans les posts des individus.

Nous avons constaté que parfois les médias diffusent des informations qui ont été publiées avant dans les pages Facebook. Cela pourrait positionner les réseaux sociaux numériques comme des espaces publics de partage des publications qui donnent aux individus la possibilité de s'exprimer sur ce qui se passe dans les localités qui registrent une forte présence du crime organisé, où l'absence d'information née de la peur. Notons que ces individus n'auraient pas forcément bénéficié d'un espace public traditionnel pour s'exprimer (George, 2001).

Par rapport aux contenus, nous avons constaté que ces pages informent les usagers en temps réel sur des faits violents et suspects qui pourraient compromettre la sécurité physique des habitants des États de Tamaulipas et Michoacán. Apparemment, cela permet effectivement aux utilisateurs de planifier leurs déplacements en toute sécurité. À l'intérieur de la période d'observation des pages, nous avons remarqué

que le sujet le plus populaire sur la page *Valor por Tamaulipas* est celui qui rend compte de tirs entendus ou d'endroits où se déroulent des affrontements armés.

En employant des expressions vulgaires et agressives, les usagers des pages Facebook expriment leur frustration, leur découragement et leur colère. Sur un ton amer et agressif, ils écrivent sur le malheur de vivre dans un pays où la justice peut être achetée, où les droits de la personne ne sont pas respectés, où la vie humaine ne vaut pas grand chose et où le gouvernement agit en connivence avec le crime organisé et pas pour le développement optimal des citoyens.

Ainsi, ces pages Facebook constitueraient des espaces de repli et de regroupement des individus pour rendre compte des préoccupations, des états d'âme et des inquiétudes sur l'insécurité humaine. Les individus qui fréquentent ces espaces expérimentent une liberté d'expression, car malgré le ton généralement violent et agressif de la plupart des fils de discussion, il n'y a pas de rappels à l'ordre de la part des administrateurs.

Néanmoins, nous croyons que le phénomène communicationnel qui se déroule sur les pages Facebook à l'étude serait une sorte de réaction politique spontanée ou relevant du proto-politique, conséquence du mécontentement de la population par rapport à la désastreuse situation économique, politique et sociale du Mexique. Nous croyons que le but premier des utilisateurs lorsqu'ils écrivent des commentaires est de laisser sortir des émotions négatives, comme la colère et la frustration. S'engager dans des débats plus sérieux est plus rare, comme le montre le fait que les commentaires sont rédigés sans trop soigner ni la rédaction, ni l'orthographe, ni les arguments véhiculés pour démontrer une connaissance approfondie des sujets abordés.

Dans la page *Valor por Tamaulipas*, nous avons constaté qu'il y avait très peu de messages de mobilisation sociale pour agir et faire quelque chose afin d'obtenir justice pour les victimes, les disparus et les assassinés par le crime organisé. Il en est différemment sur l'autre page à l'étude où il y a un développement plus important des enjeux collectifs en lien les différents aspects de la sécurité humaine. C'est comme si l'emprisonnement de Mireles avait réveillé la conscience politique des utilisateurs de *Valor por Michoacán SDR*, qui ont exprimé leur frustration de vivre dans un système qui ruine, arrête et jette en prison ceux qui osent critiquer le gouvernement ou qui entreprennent des initiatives pour se défendre soi-même contre le crime organisé, sans recourir aux voies ordinaires de la justice, accusées d'être corrompues.

À ce propos, nous avons observé un grand nombre de messages de colère pour l'arrestation de Mireles. C'est l'administrateur de *Valor por Michoacán SDR* qui a écrit ou partagé des messages pour coordonner la mobilisation citoyenne à des fins de contestation dans les réseaux sociaux numériques et dans la rue. Des rassemblements de soutien ont eu lieu non seulement au Mexique, mais également à l'étranger, notamment aux États-Unis en raison du grand nombre d'émigrants originaires de Michoacán. De ce fait, le désir d'affirmer collectivement une puissance d'agir des individus ordinaires, des « sans voix » dans l'espace public traditionnel seraient des éléments susceptibles d'être à l'origine du développement de pratiques activistes pour acquérir une sorte d'*empowerment* citoyen (Proulx, 2012). Au Mexique, les processus de délibération au sein des espaces publics tendraient en effet à avantager les groupes dominants, pas les groupes subordonnés (Fraser, 1992).

Nous avons aussi constaté que tout comme d'autres peuples éprouvés par la guerre, une grande majorité des Mexicains s'accrochent à un système de pratiques et de croyances religieuses afin de rendre supportable une réalité douloureuse. Dans la page *Valor por Tamaulipas*, les utilisateurs écrivent ou demandent des prières pour le

prompt rétablissement ou le repos de l'âme des enfants et des jeunes blessés ou tués. Les commentaires deviennent très agressifs lorsque des sujets religieux sont abordés dans les fils de discussion, par exemple, entre ceux qui croient à la force de la prière et ceux qui n'y croient pas.

Nous estimons que ce genre de pages Facebook aurait le potentiel de devenir des lieux de préparation des activités dirigées vers des publics plus larges (Fraser, 2003), à condition qu'on puisse, dans un premier temps, assurer la sécurité humaine des administrateurs qui, par peur des représailles de la part des membres et des complices du crime organisé, décident de se taire, ce qui entraîne la fermeture de ces espaces.

Dans un deuxième temps, il serait essentiel que les administrateurs des pages comprennent la capacité des réseaux sociaux numériques de devenir autant de lieux publics de mobilisation et d'éducation politique à l'intention des utilisateurs. Les participants pourraient alors prendre la parole en tant que citoyens en faisant converger leurs informations, leurs jugements, leurs arguments et leurs critiques à propos des enjeux politiques, économiques et sociaux du pays. Ainsi, ils développeraient un espace public critique comme un espace de dialogue et de controverse entre individus autonomes et responsables (Cardon et Delauny-Téterel, 2006) pour développer des stratégies afin de mieux s'informer, organiser des mobilisations sociales avec pour objectif d'exiger des changements au gouvernement et soutenir l'arrivée d'une société civile mieux organisée au Mexique.

Notre analyse s'est limitée à un aspect spécifique des usages des réseaux sociaux numériques en lien avec la diminution du sentiment de sécurité humaine de la part des individus devant la croissance des activités réalisées par le crime organisé. Nous nous sommes heurtée à certaines contraintes et limites lors de notre analyse. D'abord, la limite d'une analyse de contenu sans aucune interaction avec les participants des fils de discussion sur Facebook. Une autre contrainte tient à notre

terrain de recherche et au temps que cela nous aurait pris pour analyser davantage de données. En effet, comme nous l'avons précisé précédemment, le grand nombre de messages rédigés et partagés par les participants des pages Facebook analysées nous a contraint à nous intéresser uniquement à la thématique des échanges. Il serait, dès lors, intéressant de faire des observations sur une période plus longue pour accroître les possibilités d'analyser ce phénomène communicationnel dans plusieurs contextes. Néanmoins, il s'agit là d'un début de réflexion qui a son importance dans la compréhension de ce phénomène communicationnel.

D'autre part, nous avons observé que les administrateurs publient des photos des individus en lien avec le crime organisé comme pour encourager la population à les dénoncer afin de faciliter leur arrestation. Il y a beaucoup de messages pour exprimer le mépris, et quelques-uns pour montrer de l'admiration, envers ces individus mais les utilisateurs ne donnent pas des informations sur le sort de ces personnages. Dans ce sens, nous gagnerions à analyser l'éventuelle infiltration des membres du crime organisé et leurs sympathisants, dans les réseaux sociaux numériques, pour communiquer entre eux, par ailleurs. Pour ce faire, il serait absolument nécessaire de prendre les mesures nécessaires pour assurer sa propre sécurité en ligne et dans la rue. Mais, surveiller ou dénoncer sur les réseaux sociaux numériques les actions du crime organisé peut devenir très dangereux, voire mortel, pour ceux qui osent le faire, comme cela a déjà été le cas, malheureusement.

APPENDICE A

Certificat d'éthique de Miriam Castro Herrera délivré par le Comité d'éthique de l'UQÀM.



DOCUMENTATION CONSULTÉE

Ackerman, John M. (2014), " Gobierno sordo, pueblo indignado" in La Jornada. En ligne. <<http://www.jornada.unam.mx/2014/05/12/opinion/022a1pol>> (Consulté le 21 mai 2014).

Aguilar V., Rubén (2012), "La comunicación en el sexenio de Calderón" in Sexenio en perspectiva, décembre 2012, Universidad Iberoamericana, p. 58 à 63. En ligne <http://www.ibero.mx/prensa/archivos/sexenio_en_perspectiva_2012.pdf> (Consulté le 8 décembre 2013).

Al-Ani, B., Mark, G. And Semman, B. (2010), "Blogging in a region of conflict: supporting transition to recovery. Proceedings of the 28th international conference on Human factors in computing systems, ACM. En ligne. <<http://www.ics.uci.edu/~gmark/chi2010.pdf>> (Consulté le 17 mars 2013).

America Online Latino (AOL Latino) (2011), "Medios mexicanos firman acuerdo para cubrir violencia del narco". En ligne depuis le 25 mars 2011. <<http://noticias.aollatino.com/2011/03/25/acuerdo-medios-violencia-del-narco/>> (Consulté le 29 septembre 2013).

AMIPCI (2014), "Estudio sobre los hábitos de los usuarios de internet en México 2014". En ligne. <https://www.amipci.org.mx/estudios/habitos_de_internet/Estudio_Habitos_del_Internauta_Mexicano_2014_V_MD.pdf>. (Consulté le 21 juin 2015).

Ananiadou-Tzimopoulou, Maria et al (2007), « L'espace public et le rôle de la place dans la ville grecque moderne. Évolution historique et enjeux contemporains », *Études balkaniques*. [En ligne], 14, 2007, mis en ligne le 01 avril 2010, <<http://etudesbalkaniques.revues.org/227>>. (Consulté le 30 octobre 2013).

Animal Político (2014), "Los Templarios, primer grupo delictivo que deja de depender del narcotráfico". En ligne depuis le 19 mars 2014, <<http://www.animalpolitico.com/2014/03/carteles-se-diversifican-e-irrumpen-en-mineria/#axzz2zO4HHskt>> (Consulté le 19 avril 2014).

- (2014b), "PGJ-Tamaulipas investiga desaparición y presunto asesinato de periodista ciudadana". En ligne depuis le 17 octobre 2014.

<<http://www.animalpolitico.com/2014/10/valor-por-tamaulipas-denuncia-el-asesinato-de-una-de-sus-administradoras/>> (Consulté le 17 octobre 2014).

Archibold C., Randal et Damien Cave (2012), "Candidates in Mexico signal a new tack in the drug war", in The New York Times section Americas. En ligne depuis le 10 juin 2012. <http://www.nytimes.com/2012/06/11/world/americas/us-braces-for-mexican-shift-in-drug-war-focus.html?_r=2&ref=world&> (Consulté le 3 février 2013).

Astorga, Luis (2012), "Estado, drogas ilegales y poder criminal, retos transexenales" in Letras Libres núm. 167, Noviembre, p. 26-31. En ligne. <<http://www.letraslibres.com/revista/dossier/estado-drogas-ilegales-y-poder-criminal-retos-transexenales?page=full>> (Consulté le 15 février 2013).

Atifi, Hassan et Michel Marcoccia (2006), « Communication médiatisée par ordinateur et variation culturelle : analyse contrastive de forums de discussion français et marocains », in Les Carnets du Cediscor numéro 9, 2006. En ligne depuis le 1 avril 2008. <<http://cediscor.revues.org/629>> (Consulté le 5 février 2013).

Ball, Kirstie et David Murakami Wood (2006), Un rapport sur la société de la surveillance. À l'intention du commissaire à l'information, Surveillance Studies Networké En ligne. <https://www.priv.gc.ca/.../surveillance_society_full_report_2006_f.pdf> (Consulté le 17 octobre 2014).

Bardin, Laurence (1977), L'analyse de contenu. Presses Universitaires de France.

Bargent, James (2013), "Mexico Drug War Violence Slowing: Report", in InSightCrime (Organized Crime in the Americas). En ligne depuis le 7 février 2013. <<http://www.insightcrime.org/news-briefs/mexico-drug-war-violence-slowng-report>> (Consulté le 6 juin 2013).

Beaudouin, Valérie et Velkovska, Julia (1999), « Constitution d'un espace de communication sur Internet (forums, pages personnelles, courrier électronique... » in *Réseaux*, volume 17, num. 97, pp. 121-177. En ligne. <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_1999_num_17_97_2169> (Consulté le 20 novembre 2013).

Bernard, Yohan (2004), « La netnographie : une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation ». In Décisions Marketing. En ligne. <<http://docgestion.isuisse.com/netn02004.pdf>>. (Consulté le 23 novembre 2014).

Beuscart, Jean-Samuel, Eric Dagiral et Sylvain Parasie (2009), « Sociologie des activités en ligne (introduction) », *Terrains & Travaux*, 2009/1 no. 15, p. 3-28.

Blanco, José (2012), "La anomia" in La Jornada. En ligne depuis le 23 octobre. <<http://www.jornada.unam.mx/2012/10/23/politica/018a2pol>> (Consulté le 20 juin 2014).

Blondeau, Olivier et Allard, Laurence (2007), *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Éditions Amsterdam.

Bonneville, L., (2007), « Introduction aux méthodes de recherche en Communication ». Québec, Éditions de la Chénelière Inc.

Booth, William. (2010), "In Mexico's Nuevo Laredo, drug cartels dictate media coverage", in *The Washington Post*. En ligne depuis le 2 août 2010. <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/08/01/AR2010080103481.html?sid=ST2010082506297>> (Consulté le 31 mars 2013).

Bourdieu, Pierre (2002), « Interventions 1961-2001 » in *Science sociale et action politique*, Paris, Contre-feux, p. 87-89.

Breton, Philippe et Serge Proulx (2002), *L'explosion de la communication à l'aube du XXIe siècle*, Boréal La Découverte, Montréal (éditions antérieures en 1989, 1994, 1996).

Buscaglia, Edgardo (2013), "Vacíos de poder en México", Ramdon House Mondadori, S.A. de C.V., México.

Chaouch, Rebecca (2013), « Quand une application peut vous sauver la vie, des arrestations en Égypte aux explosions au Liban » in *Al Huffington Post, Maghreb*. En ligne depuis le 12 décembre 2013. <http://www.huffpostmaghreb.com/2013/12/12/application-telephones-egypte-liban_n_4433804.html> (Consulté le 10 octobre 2014).

Cardon, Dominique et Delaunay-Téterel Hélène (2006), « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, 2006/4 no 138, p. 15-71. En ligne. <<http://www.cairn.info/revue-reseaux-2006-4-page-15.htm>> (Consulté le 5 septembre 2014).

Cardon, Dominique (2010), « La démocratie internet, promesses et limites », Seuil, Paris.

Castoriadis, C. (1996), « La démocratie comme procédure et comme régime », in *La montée de l'insignifiance*, Éd. Seuil, Paris.

Cavazza, Frédéric (2008), « Panorama des médias sociaux ». In *Fredcavazza.net*. En ligne. <<http://www.fredcavazza.net/2008/05/19/panorama-des-medias-sociaux>>. (Consulté le 11 juin 2014).

Cave, Dave. (2011), "Mexico turns to Twitter and Facebook for information and survival", *The New York Times*. En ligne depuis le 24 septembre 2011. <<http://www.nytimes.com/2011/09/25/world/americas/mexico-turns-to-twitter-and-facebook-for-information-and-survival.html>> (Consulté le 2 mars 2013).

Cayuela G., Ricardo (2010), "Sobre la legalización de las drogas" in *Letras Libres*, septembre 2010, no. 141, Mexique. En ligne. <<http://www.letraslibres.com/revista/letrillas/sobre-la-legalizacion-de-las-drogas>> (Consulté le 10 décembre 2012).

Centro de Investigación para el Desarrollo A.C. (CIDAC), "8 Delitos Primero, índice delictivo CIDAC". En ligne. <http://cidac.org/esp/uploads/1/8_delitos_primer_2013_1.pdf> (Consulté le 27 mars 2015).

Centro Nacional de Comunicación Social (CENCOS), "Medios de comunicación asumen acuerdo para la cobertura informativa de la violencia". En ligne depuis le 24 mars 2011. <<http://www.libertad-expression.org.mx/noticias/medios-de-comunicacion-asumen-acuerdo-para-la-cobertura-informativa-de-la-violencia/>> (Consulté le 26 janvier 2013).

Clarke, Roger (1997), Introduction to Dataveillance and Information Privacy and Definitions of Terms. Site web personnel. En ligne. <<http://www.anu.edu.au/people/Roger.Clarke/DV/Intro.html#DV>> (Consulté le 17 octobre 2014).

Coleman, Biella (2005), « Les temps d'Indymedia », *Multitudes* 2/2005 (no 21), p. 41-48. En ligne. <www.cairn.info/revue-multitudes-2005-2-page-41.htm> (Consulté le 26 mai 2013).

Comisión brasileña sobre drogas y democracia (CBDD), "Un país arrasado por la guerra contra las drogas". En ligne depuis le 21 janvier 2013.

<<http://cbdd.org.br/es/2013/01/21/un-pais-arrasado-por-la-guerra-contra-las-drogas/>> (Consulté le 2 février 2013).

Constitution politique des États-Unis Mexicains. Texte intégral, publié dans le Journal Officiel du 5 février 2017, 20^e édition, mars 2014. En ligne.
<http://dof.gob.mx/constitucion/marzo_2014_constitucion.pdf> (Consulté le 12 juillet 2014).

Coordinación nacional de comunicación social (CNCS) del Instituto federal electoral (IFE) (2014), “Catálogo nacional de medios impresos e Internet 2014”.
<www.ine.mx/.../JGEor201401-24ac_01P04-01x01.pdf> (Consulté le 18 mars 2016).

- (2015), “Catálogo nacional de medios impresos e Internet 2015”.
<www.ine.mx/.../JGEor201504-27ac_01P05-01x01.pdf> (Consulté le 18 mars 2016).

Cusson, M., Guay, S., Proux, J. et Cortoni, F. (2013), *Traité des violences criminelles : les questions posées par la violence, les réponses de la science*, Éd. Hurtubise, Montréal.

Dahlgren, Peter (2011), “Los medios en la Red y la cultura cívica” in *Revista Telos (cuadernos de comunicación e innovación)*, octobre-décembre 2011, Madrid. En ligne. <<http://sociedadinformacion.fundacion.telefonica.com/url-direct/pdf-generator?tipoContenido=articuloTelos&idContenido=2011102408520001&idoma=en>> (Consulté le 16 novembre 2013).

Dahlgren, Peter et Marc Relieu (2000), « L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication » in *Réseaux*, vol. 18, num. 100, p. 157-186. En ligne.
<http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/reso_0751-7971_2000_num_18_100_2217>

Deleuze, Gilles (1990), « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », in *L'autre journal*, n°1, mai 1990. En ligne.
<http://aejcpp.free.fr/articles/controle_deleuze.htm>

Díaz, Gloria L. (2014), “Persisten en México altos niveles de violencia: ONU” in *Proceso*. En ligne depuis le 12 juin. <<http://www.proceso.com.mx/?p=374516>> (Consulté le 18 juin 2014).

EPTC2 (2010) Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, Instituts de recherche

en santé du Canada. Énoncé de politique des trois Conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains, décembre 2010.

Ewen, Stuart (1983), « Industrialisation et crise sociale » et « La publicité comme production sociale » in *Consciences sous influence*, Aubier, Paris, extraits : p. 19-60.

Faux, Frédéric (2009), « Le narcotrafic menace l'État de droit au Mexique » in *Le Figaro*. En ligne. <<http://www.lefigaro.fr/international/2009/03/09/01003-20090309ARTFIG00274-le-narcotrafic-menace-l-etat-de-droit-au-mexique.php>> (Consulté le 4 avril 2014).

Fraser, Nancy (1992), « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante » in *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, 2005, Paris, p. 107-144.

Garduño, Roberto (2013), “El narco, quinta fuente nacional de empleo, señalan diputados”, in *La Jornada*, 31 mars 2013. En ligne. <<http://www.jornada.unam.mx/2013/03/31/politica/005n1pol>> (Consulté le 15 août 2014).

George, Éric (2000), « De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation : les cas d'ATTAC et de SalAMI », *Sociologie et sociétés*, vol. 32, n° 2, p. 172-188. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/001293ar>> (Consulté le 26 mai 2013).

- (2001), « Relecture du concept d'espace public à l'heure de l'Internet » in *Actes du XIIe Congrès national des sciences de l'information et de la communication UNESCO (Paris)*, du 10 au 13 janvier 2001, p. 5.
- (2008), « De la complexité des relations entre démocratie et TIC » in *Nouvelles Pratiques Sociales (NPS)*, vol. 21, numéro 1, automne 2008, p.38-51. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/019357ar>> (Consulté le 26 mai 2013).
- (2011), « L'intrusion de Google dans la vie privée au cœur des mutations du capitalisme », *Terminal*, numéro 108-109, pp. 91-108.
- (2013), « L'espace public, cinquante et un ans après : quelle pertinence ? », texte d'introduction au séminaire *L'espace public, cinquante...et un ans après* tenu à l'Université du Québec à Montréal le 1^{er} novembre 2013.

Gil Olmos, José (2013), "Mireles, el alzado líder de las autodefensas en Michoacán", in *Proceso*, número 1934. En ligne depuis le 23 novembre 2013 <<http://www.proceso.com.mx/?p=358772>> (Consulté le 10 septembre 2015).

Gilden, Axen (2012), « Drogue et violence: le Mexique a touché fond sous Felipe Calderón », *L'Express*. En ligne depuis le 1 décembre 2012. <http://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique/drogue-et-violence-le-mexique-a-touche-le-fond-sous-felipe-calderon_1192818.html> (Consulté le 2 mars 2013).

Gingras, Anne-Marie (1999), « La démocratie et les nouvelles technologies de l'information et de la communication : illusion de la démocratie directe et exigences de l'action collective » in *Politique et Sociétés*, vol. 18, numéro. 2, p. 37-59. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/040172ar>>.

Goche, Flor (2012), "Yo soy 132, movimiento del siglo XXI", in *Contralínea*. En ligne depuis le 11 septembre 2012. <<http://contralinea.info/archivo-revista/index.php/2012/09/11/yo-soy-132-movimiento-del-siglo-xxi/>> (Consulté le 31 mars 2013).

Gómez Naredo, Jorge (2012), "El retorno del PRI", in *La Jornada Michoacán*. En ligne depuis le 3 décembre 2012. <<http://www.lajornadamichoacan.com.mx/2012/12/03/el-retorno-del-pri/>> (Consulté le 14 mai 2014).

Granados Chapa, Miguel Ángel (2011), "La república de Televisa" in *Proceso*, marzo 2011, no. 1795, México. En ligne, Contenu exclusif aux abonnés. (Consulté le 29 septembre 2013).

Granjon, Fabien et Dominique Cardon (2010), *Médiactivistes*, collection *Contester*, Les Presses de Sciences Po, Paris.

Gutiérrez, Carlos, Brenda Valdez y Fernando Meraz (2009), "Narco y medios agrandan la violencia en México" *Milenio Diario*. En ligne depuis le 17 février 2009. <<http://impreso.milenio.com/node/8533546>> (Consulté le 28 novembre 2012).

Hall, Martin (1999), « Virtual colonization », in *Journal of Material Culture*, SAGE Publications, vol 4 p. 39-55. <<http://mcu.sagepub.com/content/4/1/39>>

Hall, Stuart (1982), « La redécouverte de l'*idéologie* : retour du refoule dans les *media studies* » in *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, Éditions Amsterdam, 2007, Paris, p. 81-120.

Hernández-Monroy, Andrés, Danah Boyd, Emre Kiciman et al (2013), "The New War Correspondents: The Rise of Civic Media Curation in Urban Warfare", One Microsoft Way, Redmond WA 98502. En ligne depuis février 2013. <<http://research.microsoft.com/en-us/people/amh/cscw2013-civic-media-warfare.pdf>> (Consulté le 1 mars 2013).

Hernández Navarro, Luis (2014), "Liberen a Mireles ", in La Jornada. En ligne depuis juillet 2014. <<http://www.jornada.unam.mx/2014/07/01/opinion/025a1pol>> (Consulté le 23 août 2015).

Hernández R., Juan Carlos (2011), "Narcotráfico, medios y representaciones sociales", in e-book del XV Encuentro Nacional CONEIC, Mexique, p. 439-451.

Hine, Christine (2001), *Virtual ethnography*, Sage publications, Londres.

Hoffman, Louise (2011), « Mexique, mourir pour un tweet » in *Atlántico*. En ligne. <<http://www.atlantico.fr/rdvinvite/mexique-twitter-journalisme-narcotrafiquants-190408.html>> (Consulté le 29 mars 2012).

Iniciativa México (2011), *Acuerdo para la cobertura informativa de la violencia*. En ligne. <<http://www.mexicodeacuerdo.org/acuerdo.pdf>> (Consulté le 2 décembre 2012).

Institut National de Géographie et Statistique au Mexique (INEGI) (2012), *Sondage réalisé sur la disponibilité et usage des technologies de l'information aux foyers mexicains*. En ligne. <<http://www.inegi.gob.mx/est/contenidos/espanol/temas/Sociodem/notatinf212.asp>> (Consulté le 15 décembre 2012).

- (2013), *Sondage réalisé sur la perception de l'insécurité publique et la violence au Mexique*. En ligne. <<http://www3.inegi.org.mx/sistemas/productos/default.aspx?undefined>> (Consulté le 6 juin 2014).

IPSOS Reid (2012), « Dans une situation d'urgence, la majorité des Canadiens (54%) utiliseraient des medias sociaux, comme Facebook ou Twitter, pour faire savoir à leurs amis et à leur famille qu'ils sont en sécurité ». Diffusé le 9 octobre 2012. En ligne. <<http://www.ipsos-na.com/download/pr.aspx?id=12056>> (Consulté le 4 mars 2013).

Jauréguiberry, Francis et Serge Proulx (2011), Usages et enjeux des technologies de communications, Éditions Érès, collection Inédit, Toulouse.

Jouët, Josiane et Coralie Le Caroff (2013), « L'observation ethnographique en ligne » in Cristine Barats (dir.), Manuel d'analyse du Web, Ed. Armand Colin, Paris 2013, pp. 147-165.

Keyrouz, Wissam (2011), « Printemps arabe: Internet a permis aux jeunes de faire entendre leurs voix », La Presse. En ligne depuis le 16 juin 2011. <<http://www.lapresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/201106/16/01-4409773-printemps-arabe-internet-a-permis-aux-jeunes-de-faire-entendre-leur-voix.php>> (Consulté le 1 mars 2013).

Kiyindou, Alain (2009), « De la fracture numérique à la diversité cognitive » in Communication et dynamiques de globalisation culturelle, L'Harmattan, Paris.

Krug, Etienne G.,(et al.) (dir.) (2002), Rapport mondial sur la violence et la sante de la Organisation mondial de la santé (OMS), Genève. En ligne. <<http://apps.who.int/iris/handle/10665/42545>> (Consulté le 3 juin 2014).

Latouche, Serge (1997), « La mondialisation et la fin du politique : diagnostique et perspectives » in La Revue du MAUSS, numéro 9 (1^{er} semestre), p. 137-150.

Lecompte, Romain (2009), « Internet et la reconfiguration de l'espace public tunisien : le rôle de la diaspora » in tic&société vol. 3, num. 1-2, p.198-229. En ligne depuis le 12 janvier 2010. <<http://ticetsociet.revues.org/702>> (Consulté le 17 mars 2013).

Leprince, Jean-Michel (2014), « Sécurité au Mexique », blogue des correspondants Radio-Canada. En ligne depuis le 8 mai 2013. <<http://blogues.radio-canada.ca/correspondants/2013/05/08/securite-au-mexique/>> (Consulté le 3 juin 2014).

Lévy, Pierre (2009), « La mutation inachevée de la sphère publique » in Convergencia digital: mutaciones, hibridaciones y desafíos, revue Signo y pensamiento 54 de la Pontificia Universidad Javeriana, volume XXVIII, janvier-juin, Bogotá.

Loubet del Bayle, Jean-Louis (2000), Initiation aux méthodes en sciences sociales, L'Harmattan, Paris-Montréal. Disponible en ligne dans la bibliothèque numérique Les classiques des sciences sociales sur <http://classiques.uqac.ca> (Consulté le 7 décembre 2014).

Macé, Éric (2005), « Mouvements et contre-mouvements culturels dans la sphère publique et les médiacultures », in Eric Macé, Eric Maigret (dir.), *Penser les médiacultures*, Paris, INA/Armand Colin, p. 41-66.

<http://www.fflch.usp.br/ds/pos-graduacao/sites/trajetorias/txts/fr/penser_les_mediacultures.pdf> (Consulté le 4 novembre 2013).

Maigret, Éric (2003), *Sociologie de la communication et des médias*. Éd. Armand Colin, Paris.

Marcial J., Rodrigo (2009), *Violencia y narcotráfico en México*, Cuadernos de Investigación, Cuarta época/56, Universidad Autónoma del Estado de México. En ligne <http://www.uaemex.mx/SIEA/editorial/2009/09_C_422_0605.pdf> (Consulté le 7 décembre 2013).

Marcoccia, Michel (2004), « L'analyse conversationnelle des forums de discussion : questionnements méthodologiques » in *Les Carnets du Cediscor*, 8, PSN, p. 23-37.

Olivier Martin (2012), *Analyse quantitative, Les 100 mots de la sociologie*, en ligne depuis le 1^{er} avril 2012. <<http://sociologie.revues.org/1204>> (Consulté le 28 octobre 2015).

Organisation Mondiale de la Santé (2002), « Rapport mondial sur la violence et la santé//sous la direction de Etienn G. Krug... [et al.] », Genève. En ligne <http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/world_report/fr/full_fr.pdf>.

Martínez, Paris (2012), « Esclavos del narco: profesionistas forzados » in *Animal político*. En ligne depuis le 30 octobre 2012. <<http://www.animalpolitico.com/2012/10/esclavos-del-narco-los-esclavos-especializados/>> (Consulté le 16 décembre 2012).

Marthoz, Jean-Paul (2008), *Journalisme international*, De Boeck Supérieur, coll. Info&Com.

Martin-Barbero, Jésus (1997), *Des médias aux médiations*, CNRS Éditions, Paris. [première publication : 1987].

Mattelart, Armand (2008), *La globalisation de la surveillance*, La Découverte, Paris. [première publication : 2007].

Mattelart, Armand et Michèle (2004), *Histoire des théories de la communication*, coll. Repères, La Découverte, Paris [première publication : 1995].

Modoux, Alain (2002), « La fracture numérique peut conduire à la création dans les pays en développement d'un gigantesque ghetto cybérien ». Contenu dans le recueil des textes du cours *Communication internationale et développement* (2011).

Mondoux, André (2009), « Mon Big Brother à moi », conférence donnée lors du 15e Colloque du CREIS (Centre de coordination pour la recherche et l'enseignement en informatique et société), Paris. En ligne.
<<http://andremondoux.com/2010/12/05/mon-big-brother-a-moi/>>

- (2011), « Identité numérique et surveillance » in *Les Cahiers du numérique*, vol. 7, no. 1, Paris, Éd. Lavoisier, p. 49-59.

(2011-b), *Histoire sociale des technologies numériques de 1954 à nos jours*, Ed. Nota bene, Montréal.

Montoya M., Alberto (2012), "Introducción" in *Sexenio en perspectiva*, décembre 2012, Universidad Iberoamericana, p. 5 à 13. En ligne
<http://www.ibero.mx/prensa/archivos/sexenio_en_perspectiva_2012.pdf>
(Consulté le 8 décembre 2013).

Morales O., César (2011), "La guerra contra el narcotráfico en México. Debilidad del Estado, orden local y fracaso de una estrategia" in *Aposta revista de ciencias sociales* no. 50, Julio, Agosto y Septiembre. En ligne <
<http://www.apostadigital.com/revistav3/hemeroteca/oyarvide.pdf>> (Consulté le 4 décembre 2013).

Mustafaraj, E., Metaxas, P., Finn, S. et Monroy-Hernández, A. (2012), "Hiding in Plain Sight: A Tale of Trust and Mistrust Inside a Community of Citizen Reporters". 6th International Conference of the Association for the Advancement of Artificial Intelligence (AAAI) on Weblogs and Social Media. En ligne.
<http://cs.wellesley.edu/~pmetaxas/mustafaraj_icwsm2012.pdf> (Consulté le 1 avril 2013).

Najár, Alberto (2012), "Los desplazados de la Guerra contra el narcotráfico en México", *BBC Mundo*, en ligne depuis le 19 octobre 2012.
<http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2012/10/121018_desplazados_desplazamiento_forzado_victimas_guerra_narcotrafico_mexico_an.shtml> (Consulté le 2 mars 2013).

- (2013), "Michoacán, el reino de Los Caballeros Templarios", BBC Mundo, en ligne depuis le 9 mai 2013.
<http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2013/05/130509_michoacan_reino_caballeros_templarios_mexico_narcotrafico_an.shtml> (Consulté le 19 avril 2014).

Navarro, Adela (2013), "Con Peña, más muerte e impunidad", *Semanario Zeta*, en ligne depuis le 11 décembre 2013. <<http://www.zetatijuana.com/ZETA/con-pena-mas-muerte-e-impunidad/>> (Consulté le 11 décembre 2013).

Navarro Ramírez, Adriana (2012), "Estrés postraumático y psicosis social, huellas de la violencia en México", *CNN México*. En ligne depuis le 15 octobre 2012. <<http://mexico.cnn.com/salud/2012/10/15/estres-postraumatico-y-psicosis-social-huellas-de-la-violencia-en-mexico>> (Consulté le 2 mars 2013).

Negt, Oskar (2007), *L'espace public oppositionnel*, Éditions Payot et Rivages, coll. Critique de la politique, Paris.

- (2009), « L'espace public oppositionnel aujourd'hui » in *Multitudes*, 2009/4 n° 39, p. 190-195. En ligne.
<<http://p9.storage.canalblog.com/99/15/926132/81760317.pdf>> (Consulté le 1^{er} novembre 2013).

Nye Jr., Joseph S., Philip D. Zelikow et David C. King (1997), *Why people don't trust government*, Harvard University Press.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) (2004), « Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant », New York. En ligne.
<<http://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCebook-f.pdf>> (Consulté le 15 août 2014).

Organisation mondiale de la santé (OMS) (2002), « Rapport mondial sur la violence et la santé », Genève. En ligne.
<http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/42545/1/9242545619_fre.pdf> (Consulté le 14 juillet 2014).

Orozco Gómez, Guillermo (2002), "Mediaciones tecnológicas y desordenamientos comunicacionales" in *Medios, mediaciones y tecnologías*, revue *Signo y pensamiento* 41 de la Pontificia Universidad Javeriana, volume XXI, juillet - décembre, Bogotá.

Paget, François (2011), « Cyberactivisme. Le cyberspace, nouvel espace d'expression politique », McAfee Labs, France. En ligne.
<<http://www.mcafee.com/cf/resources/white-papers/wp-hackivism.pdf>>
(Consulté le 16 novembre 2013).

Paille, P. (2004) « Qualitative (analyse) », dans Mucchielli A. (dir.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, Éditions Armand Colin.

Pastinelli, Madeleine (2011), « Public par rapport à visible. Une relecture de la frontière privé-public en contexte électronique, à la lumière de la notion de visibilité » in Colloque Les nouvelles technologies de communication et la recherche : enjeux éthiques, Congrès de l'ACFAS, 13 mai 2011.

Patou-Mathis, Marylène (2015), « Non, les hommes n'ont pas toujours fait la guerre », in *Le Monde diplomatique*. En ligne. <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/07/PATOU_MATHIS/53204> (Consulté le 8 avril 2016).

Pineda, Ulises (2011), "La identidad significada. El sicario mexicano en Youtube", in e-book del XV Encuentro Nacional CONEIC, Mexique, p. 500-506.

Piñuel R., José Luis (2002), "Epistemología, metodología y técnicas del análisis de contenido", in *Estudios de Sociolingüística* 3(1), 2002, pp. 1-42.

Pisani, Francis et Dominique Piotet (2011), *Comment le web change le monde*, Pearson Éducation France, Paris. 2e édition.

Pledel, Iannis (2006), « Blogs : les promesses d'un média à travers ses représentations collectives. Illusions ou réalités à portée de clic? », in *Les cahiers du journalisme* No. 16. P. 252- 273. En ligne.
<http://www.cahiersdujournalisme.net/cdj/pdf/16/11_PLEDEL.pdf> (Consulté le 10 février 2012).

Posada, Miriam (2013), "Sin computadora, 64.2% de hogares en México; sin Internet, 69.3%: Inegi", in *La Jornada*. En ligne depuis le 27 novembre.
<<http://www.jornada.unam.mx/ultimas/2013/11/27/inegi-64-2-de-hogares-en-mexico-no-tiene-computadora-y-69-3-no-tiene-conexion-a-internet-5153.html>>
(Consulté le 11 juin 2014).

Primera Hora (2014), "Alertan por balaceras en Tampico", note de la rédaction du journal. En ligne depuis le 14 juin 2014,
<<http://www.primerahora.com.mx/index.php?n=122346>> (Consulté le 5 septembre 2015).

Proceso (2011), "Difunde AP código de honor de Los Caballeros Templarios", note de la rédaction du Proceso. En ligne depuis le 20 juillet 2011. <<http://www.proceso.com.mx/?p=276386>> (Consulté le 19 avril 2014).

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (1994), « Rapport mondial sur le développement humain », Economica, Paris. En ligne <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_1994_fr_complet_nostats.pdf> (Consulté le 13 août 2014).

Proulx, Serge (1994), « Une lecture de l'œuvre de Michel de Certeau : l'invention du quotidien, paradigme de l'activité des usagers » in Communication, vol. 15, no. 2, Université Laval, éditions St-Martin, Montréal, p. 171-197. En ligne. <<http://sergeproulx.uqam.ca/wp-content/uploads/2011/01/1994-proulx-une-lecture-de-125.pdf>> (Consulté le 14 septembre 2014).

- (2002), « Mondialisation et mouvements d'affirmation identitaire : expressions possibles de la société civile internationale », in Francis Jauréguiberry et Serge Proulx (sous dir.), *Internet, nouvel espace citoyen?* Paris, L'Harmattan, p. 13-30. En ligne. <<http://www.lcp.cnrs.fr/IMG/pdf/pro-02a.pdf>> (Consulté le 26 mai 2013).
- (2004), *La révolution Internet en question*, Québec Amérique, Montréal.
- (2005), *Penser les usages des TIC aujourd'hui : enjeux, modèles, tendances*. Document de travail. (En ligne) <<http://sergeproulx.uqam.ca/wp-content/uploads/2010/12/2005-proulx-penser-les-usa-43.pdf>> (Consulté le 5 décembre 2011).
- (2011), *La puissance d'agir d'une culture de la contribution face à l'emprise d'un capitalisme informationnel : premières réflexions*. Culture et barbarie : communication et société contemporaine, Hommage à Edgar Morin. Athènes. 26-28 mai 2011. (Consulté le 10 octobre 2014).
- (2012), *La puissance d'agir des citoyens à l'ère numérique : cyberactivisme et nouvelles formes d'expression politique en ligne*, in S. Najjar, dir., *Mouvements sociaux en ligne et cyberactivisme en Méditerranée*, Karthala, Paris. (Consulté le 10 octobre 2014).

Proulx, Serge et A. Klein (2012), « La sociologie de la communication au prisme des études sur la science et la technique », dir. *Connexions. Communication numérique et lien social*, Presses universitaires de Namur, Namur, p. 17-37.

<<http://sergeproulx.uqam.ca/wp-content/uploads/2014/02/Proulx-2012-COM-STS-ext-v07.pdf>> (Consulté le 25 mai 2014).

Proulx, Serge, Mélanie Millette et Lorna Heaton (2012), Introduction au livre Médias sociaux : enjeux pour la communication, Ed. Presses de l'Université du Québec, Canada, pp. 2-7.

Quessada, Dominique (2010), « De la sousveillance » in *Multitudes*, majeure 40, printemps 2010. En ligne. <<http://www.multitudes.net/de-la-sousveillance/>> (Consulté le 23 octobre 2014).

Ravelo, Ricardo (2012), "Las aduanas, en su poder" in *Proceso* 37 (Con Zeta de muerte, 1ère partie). Édition spéciale en format digital PDF. p. 44-47.

Reporters sans frontières (2011), En ligne. <<http://www.rsf.org/mexique-mexique-23-03-2010,35585.html>> (Consulté le 6 mars 2012).

- (2013), Contribution de RSF à propos de la situation de la liberté de la presse au Mexique. Conseil des droits de l'homme - Examen périodique universel 17ème session 21 octobre au 1er novembre 2013. En ligne. <http://fr.rsf.org/IMG/pdf/epu_en_francais.pdf> (Consulté le 19 mars 2013).
- (2014), "La libertad de información amenazada por una nueva Ley de Telecomunicaciones". En ligne, <<http://es.rsf.org/mexico-la-libertad-de-informacion-25-04-2014,46200.html>> (Consulté le 25 mai 2014).

Richet, Jean-Loup (2011), « Internet et usages : ce que la Libye a appris de la révolution en Égypte ». Analyse stratégique Chaire Raoul-Dandurand. En ligne. p. 1-6. <http://www.dandurand.uqam.ca/uploads/files/publications/rflexions/Chronique_OMAN/Richet_Internet_MO260411.pdf>. Consulté le 14 novembre 2013.

Roldán, Nayeli (2014), "Edomex, Michoacán y Tamaulipas, los estados más violentos durante 2014" in *Animal Político*. En ligne depuis le 26 décembre 2014. <<http://www.animalpolitico.com/2014/12/edomex-michoacan-y-tamaulipas-los-estados-mas-violentos-durante-2013/>> (Consulté le 30 décembre 2014).

Sampieri, Roberto H., Carlos Fernández-Collado et Pilar Baptista Lucio (2006), *Metodología de la investigación*, McGraw Hill, Mexique.

Sánchez, Mayela (2014), "Mireles, el médico que hizo visible el terror", in Sin Embargo. En ligne depuis le 2 juillet 2014. <<http://www.sinembargo.mx/02-07-2014/1044061>> (Consulté le 27 janvier 2016).

Simondon, Gilbert (2003), *L'individuation à la lumière des notions de formes et d'information*, Grenoble, Million, pp. 317-335.

Sin Embargo (2013), note de la rédaction "Valor por Tamaulipas, que operaba bajo amenaza del narco, cierra sus cuentas de Twitter y Facebook". En ligne depuis le 1^e avril 2013. <<http://www.sinembargo.mx/01-04-2013/576396>> (Consulté le 15 avril 2013).

Seraiocco, Nadia (2012), « Ouragan Sandy : les réseaux sociaux pour communiquer avec ses proches en situation d'urgence », Radio Canada. En ligne depuis le 31 octobre 2012. < <http://blogues.radio-canada.ca/triplex/2012/10/31/ouragan-sandy-les-reseaux-sociaux-pour-communiquer-avec-ses-proches-en-situation-durgence/>> (Consulté le 4 mars 2013).

Socialbakers (2013), rapport statistique sur Facebook dans le monde. <<http://www.socialbakers.com/facebook-statistics/?interval=last-month#chart-intervals>>. En ligne. (Consulté le 17 mars 2013).

Soule, B. (2007), Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales, *Recherches qualitatives*, (27)1, p.127-140.

Starbird, Kate et Leysa Palen (2011), "Voluntweeters: Self-Organizing by Digital Volunteers in Times of Crisis", *CHI 2011*, May 7-12, 2011, Vancouver, BC, Canada. En ligne. <<https://www.cs.colorado.edu/~palen/voluntweetersStarbirdPalen.pdf>> (Consulté le 21 avril 2013).

Stone, Hannah (2011), "The Zetas' Biggest Rival: Social Networks", in InSightCrime (Organized Crime in the Americas). En ligne depuis le 28 septembre 2011. <<http://www.insightcrime.org/news-analysis/the-zetas-biggest-rival-social-networks>> (Consulté le 6 juin 2013).

The New York Times (2012), note de la rédaction "Mexico", section World. En ligne depuis le 27 novembre 2012. <<http://topics.nytimes.com/top/news/international/countriesandterritories/mexico/index.html>> (Consulté le 3 février 2013).

Thoër, Christine (2011), « Comment et pourquoi analyser les forums en ligne ? Volet 1 : l'analyse des contenus échangés ». En ligne depuis le 7 avril 2011 <<http://blogsgrms.com/internetsante/2011/04/07/comment-et-pourquoi-analyser-les-forums-en-ligne-volet-1-l%E2%80%99analyse-des-contenus-echanges/>> (Consulté le 30 janvier 2013).

- (2011), « Analyser un forum (volet 3) : quels sont les enjeux éthiques? » En ligne depuis le 29 avril 2011. <<http://blogsgrms.com/internetsante/2011/04/29/analyser-un-forum-volet-3-quels-sont-les-enjeux-ethiques/>> (Consulté le 30 janvier 2013).

Tremblay, Gaëtan (2007), « Espace public et mutations des industries de la culture et de la communication » in *Les Industries de la communication et de la culture en mutation*, sous la direction de Philippe Bouquillion et Yolande Combès, L'Harmattan, Paris, p. 207-225.

Vargas, Esther (2012), "La historia incompleta de la periodista mexicana asesinada por informar en redes sociales" in *Clases de periodismo.com*. En ligne depuis le 8 février 2012. <<http://www.clasesdeperiodismo.com/2012/02/08/la-historia-incompleta-de-la-periodista-mexicana-asesinada-por-informar-en-las-redes-sociales/>> (Consulté le 20 octobre 2012).

Vázquez Valdez, Jorge (2014), "El narco en Michoacan y Tamaulipas, similitudes y asimetrías" in *La Jornada Zacatecas*. En ligne depuis le 22 mai 2014. <http://ljz.mx/2014/05/22/el-narco-en-michoacan-y-tamaulipas-similitudes-y-asimetrias/?doing_wp_cron=1419963186.8900690078735351562500> (Consulté le 30 décembre 2014).

Vedel, Thierry (2003), « L'idée de démocratie électronique : origines, visions questions » in Perrineau Pascal (dir.), *Le désenchantement démocratique*, La Tour d'Aigues, éditions de l'Aube, pp. 243-266.

Villalobos, Joaquín (2010), "Doce mitos de la guerra contra el narco", in *Nexos en línea*. En ligne depuis le 1 janvier 2010. <<http://www.nexos.com.mx/?P=leerarticulo&Article=72941>> (Consulté le 2 février 2013).

Wanlin, Philippe (2007), « L'analyse du contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les traitements manuels et l'utilisation de logiciels », in *Recherches qualitatives*, hors série, numéro 3. En ligne <<http://www.recherche->

qualitative.qc.ca/revue/hors_serie/hors_serie_v3/Wanlin2.pdf> (Consulté le 10 octobre 2013).

Winkin, Y. (1966), *Anthropologie de la communication. De la théorie au terrain*. Troisième partie «La démarche ethnographique» : Chapitre VI : «Pratique du terrain» p. 133-165.

Womer, Sarah et Robert J. Bunker (2010), "Sureños gangs and Mexican cartel use of social networking sites" in *Small Wars & Insurgencias*, Vol. 21, No. 1, March, pp. 81-94. [En ligne] <<http://dx.doi.org/10.1080/09592310903561486>> (Consulté le 28 février 2012).

Zamarripa Roberto (2013), "Antídoto" in *Reforma digital*. p. 17. En ligne avec suscription depuis le 28 janvier 2013.

Zepeda, Mayra (2014), "Autodefensas michoacanas, autodefensas colombianas" in *Animal Político*. En ligne depuis le 23 février 2014 <<http://www.animalpolitico.com/2014/02/autodefensas-de-michoacan-un-ano-del-levantamiento-y-una-comparacion-con-las-colombianas/>> (Consulté le 8 septembre 2015).